



L'Europe médiatique: une analyse de l'espace public européen

Toni Ramoneda

► **To cite this version:**

Toni Ramoneda. L'Europe médiatique: une analyse de l'espace public européen. domain_shs.info.espa. 2003. mem_00000257

HAL Id: mem_00000257

https://memsic.ccsd.cnrs.fr/mem_00000257

Submitted on 23 Sep 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2
DEA
Sciences de l'Information et de la Communication

Option : Médias et identité

Mémoire de DEA

L'Europe médiatique : une analyse de l'espace public européen

Toni Ramoneda

Sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou

Juin 2003

Université Lumière Lyon 2
DEA
Sciences de l'Information et de la Communication

Mémoire de DEA

L'Europe médiatique : une analyse de l'espace public européen

Toni Ramoneda

Sous la direction d'Isabelle Garcin-Marrou

Résumé :

L'Europe fait l'objet depuis plus de cinquante ans d'un processus de construction politique. Au moment où ce processus s'élargit vers les anciens pays communistes et qu'une constitution est rédigée, une étude qui tenterait d'analyser les possibilités d'une identité politique européenne s'avère pertinente. Le processus de globalisation libérale en cours donne à cette construction européenne la possibilité d'une construction collective d'un territoire politique qui serait une source d'identité républicaine s'il arrivait à être perçu comme étant la source d'un *pouvoir faire* politique.

Mots-clefs : Europe, opinion publique, espace public, langage politique, communication politique, médias de masse.

Abstract :

Europe has been, for more than fifty years, included in a process of political construction. Nowadays, at the moment when this process is broaden to involve former communist countries, and when a constitution is written, a study which attempts to analyse the possibilities of a real european political identity seems to be relevant. This liberal globalisation process provides to that european construction the potentiality of a political space, collectively built, which could be the source of a republican identity, if it could be understood as the source of a political making.

Keywords : Europe, Public opinion, public espace, political language, political communication, mass-media.

Juin 2003

Université Lyon 2

Université Lyon 3

ENS LSH

Table des Matières

INTRODUCTION	5
I. L'ESPACE PUBLIC ET L'ETAT NATION.....	12
1.- L'Etat nation et l'opinion publique : une genèse parallèle à l'abri de l'espace public	12
1.1.- Interaction sociale et communication politique	13
a) L'ancien concept de l'opinion publique	13
b) L'opinion publique moderne	14
1.2.- L'Espace public habermassien.....	15
a) L'espace médiatique : une reprise de l'agora	17
b) L'espace social	19
1.3.- L'espace social et l'Etat Nation	19
a) le corps social et la démocratie	21
b) L'opinion publique	22
2.- Le triomphe d'un langage politique libéral.....	24
2.1.- Le contrôle social.....	24
2.2.-Le mythe de l'opinion publique.....	25
2.3.- Les théories de la communication	27
a) L'étude des mots versus l'étude du mot	28
b) les effets des médias	29
2.4.- La spirale du silence (rupture du mythe)	30
3.- La théorie républicaine	33
3.1.- Le problème de la liberté	35
3.2.- Le système politique	37
3.3.- Le consensus et la discussion.....	39
II.- L'ESPACE PUBLIC VISIBLE	41
1.- L'opinion publique républicaine	44
1.1.- La presque interaction médiatique	45
1.2.- le problème de la "dictature de la majorité"	46
2.- Espace public et communication politique	50
2.1.- Arènes et territoires	50
2.2.- Action et réception	51
2.3.- Intégration.....	56
2.4.- "La peau sociale"	57
III. LA CONSTRUCTION D'UN TERRITOIRE EUROPEEN.....	59
a) La nature du corpus.....	59
b) L'absence de récit	60
c) la relation entre réel et symbolique	60
1.- Les acteurs journalistiques	61
a) les rubriques : le langage des journaux	62
b) rubriques : La narration.....	63
c) La construction de l'Europe.....	67

2.- Les actants du récit	70
a) Vers un sujet collectif	70
b) Le couple sujet/objet	71
c) 3/14 octobre l'apparition d'un destinataire	75
d) Le couple destinateur/ destinataire.....	76
3.- Les relations entre les actants	80
a) Les relations du sujet	81
4.- L' Espace Public européen	85
4.1.- La communication vers le territoire	85
a) Les implications nationales	85
b) L'action humanitaire	86
c) La défense économique	86
d) Le devoir d'unité	86
e) La défense militaire.....	87
4.2.- La communication vers les arènes	87
a) Valeurs	87
b) Division	89
c) Puissance	90
d) Equilibre international	90
e) Intégration européenne	90
CONCLUSION	92
BIBLIOGRAPHIE	96
ANNEXE 1.....	99
ANNEXE 2.....	100

Introduction

S'il fallait trouver une origine à ce travail, nous pourrions nous déplacer jusqu'à la ville de Cracovie, en Pologne, durant l'année universitaire 2000-2001. Alors que la Pologne n'était pas encore un des pays de l'Europe à 25, les échanges Erasmus la concernait déjà, comme si, l'Europe ne devait pas être seulement un accord commercial. La Pologne ne faisait pas partie de l'Europe. Nous, les étudiants qui étions là pendant cette année, étions effectivement des étudiants venus de tous les pays de l'Europe, mais il y avait pour la plupart de nous une raison spécifique pour laquelle on était parti en Pologne, plus ou moins sincère, plus ou moins abstraite, plus ou moins personnelle. Le choix de la Pologne, l'Europe de l'Est, si l'on veut utiliser un terme qui éveillait en nous des rêves d'aventure, méritait une explication : Pourquoi la Pologne ? nous avons dû affronter cette question quelques centaines de fois avant partir, et même encore lors des rencontres avec des Polonais. Mais enfin, ils ne comprennent donc rien ceux qui demandent cela ! La Pologne c'est l'Est, et l'Est c'est le futur !

La Pologne en tant que pays de l'est, et ici nous nous rapprochons des motivations de ce travail, représentait une sorte de deuxième chance pour construire, en partant d'une situation encore vierge, un système capitaliste qui ne serait pas libéral : la démocratie sociale européenne des années soixante-dix avec une couche de maturité en plus. Si quelque chose pouvait en effet différencier les étudiants étrangers à Cracovie des autres, c'est à dire de ceux qui allait passer une année dans des pays européens, c'était un accord autour des ravages de l'idéologie marxiste en Europe de l'Est. C'était bien ici que se trouvait le paradoxe, car le même ravage que le marxisme avait fait en Europe de l'Est était à l'origine de toutes les avancées sociales en Europe occidentale, où les partis de gauche se servaient de la menace communiste pour faire accepter des réformes sociales. Maintenant, sans le contrepois communiste de l'autre côté du rideau, l'Europe est en effet orpheline d'idéologie et quel que soit l'endroit où l'on se place, du côté droit ou du côté gauche de l'échelle idéologique, cette situation obligeait à un immense effort de recherche.

Czeslaw Milosz décrit dans *La pensée captive* la présence de la nomenclatura russe en Pologne après la Deuxième Guerre Mondiale comme étant une sorte de messenger du monde moderne, qui venait rapporter les ordres du stalinisme¹.

¹ Milosz, Czeslaw ; *El pensamiento cautivo* ; Tusquets, Barcelona 1981

Les Polonais ne doivent pas être prêts, de nos jours, à se subordonner à une nouvelle idéologie imposée. C'est là que résidait notre illusion naïve : essayer de comprendre comment ils allaient construire ce que Piotr Sztompka, sociologue polonais, explique comme étant une double transition, qui consiste d'un côté en l'émergence d'une culture démocratique et de l'autre côté le développement d'une société de marché afin d'explicitier que « building a house is not the same as establishing a home »². Plusieurs éléments nous avaient pourtant, à la fin de notre année, fait douter de cette volonté ou capacité de construction : d'abord le déploiement des entreprises de sécurité privées nous avaient alerté sur la légitimité de l'Etat polonais³, ensuite l'absence de mouvements sociaux nous faisait réfléchir sur la société civile polonaise⁴. Nous avons fini par nous demander comment il était possible de créer dans un pays une volonté de construction qui ne serait pas imposée. C'est ainsi que je me suis intéressé au concept d'opinion publique, qui avait fait l'objet d'étude de mon mémoire de maîtrise.

S'intéresser à l'opinion publique veut dire en même temps s'intéresser au langage politique car les processus d'opinion publique ne peuvent s'activer qu'à partir de propositions axiologiques. À la fin de notre mémoire de maîtrise, nous nous demandions si les Etats Nation, tel que nous les connaissons aujourd'hui peuvent assurer la communication politique nécessaire à l'existence de processus de ce genre dans un espace globalisé. C'est ainsi que nous avons pensé à l'Europe. Au moment où celle-ci s'élargit, nous avons commencé ce travail de DEA en nous demandant quelle forme pouvait prendre un espace public européen qui ne serait pas le double de la nomenklatura soviétique dont parlait Milosz.

² Nous avons maintenu les termes anglais afin de rendre plus évidente la distinction entre « home » et « house ». « construire une maison ce ne pas la même chose qu'établir une habitation ». Ce texte est issu d'une conférence intitulée *Looking Back : The Year 1989 as a Cultural and Civilizational Break* tenue à la réunion annuelle de l'Association européenne de Sociologie, Budapest, Août 1995 in *Journal of the University of California*, septembre 1996

³ Après la chute du régime communiste, plusieurs anciens dirigeants des services de renseignements furent jugés et privés de tout travail dans la fonction publique. Ils en profitèrent pour établir des agences privées de sécurité qui, grâce aux informations détenues par ces anciens dirigeants, mettent en échec la police nationale. Il se produit même des cas de chantage où la police se voit obligée de payer pour certains renseignements auprès de ces agences privées. L'Europe se présente aux yeux de certains intellectuels comme une possibilité effective de redonner ses pouvoirs à la fonction publique telle que nous l'avons vu par exemple dans un débat paru dans la revue polonaise *Wież*. *Co sie stalo z panstwem policyjnym* in *Wież* n° 10, Varsovie, decembre 2000 pp 43-64. (il s'agit d'une discussion transcrite et intitulée « *qu'est ce que se passe avec la police d'état* » entre Maria Losz (sociologue à l'université d'Ottawa), Piotr Niemczyk (conseiller auprès du ministre de l'intérieur et Andrzej Paczkowski (Historien à l'institut de la mémoire nationale)

⁴ Dans ce sens, Alain Touraine écrit : « *un ami polonais (...) me dit lors d'une rencontre à Varsovie après 1989 : vous êtes venus il y a dix ans pour voir pourquoi nous avons créé un mouvement social ; vous revenez aujourd'hui pour comprendre pourquoi nous n'en n'avons pas* » in Touraine, Alain ; *Qu'est-ce que la démocratie ?* Fayard, 1994 p. 289

Notre travail s'articule en trois parties. Dans la première, nous commençons par un résumé historique du concept d'opinion publique et de son rapport avec l'Etat Nation, ce qui nous permet de mettre en rapport langage politique et opinion publique. Dans la deuxième, nous analysons les caractéristiques de ce que Dominique Wolton appelle un espace public médiatisé⁵ et que nous rendons opérationnel à partir du concept d'espace pour la visibilité. Dans notre troisième partie, nous tentons d'analyser à partir de deux journaux européens (*El Pais* et *Le Monde*) les caractéristiques du discours médiatique européen.

Nous commençons donc par essayer de montrer comment les processus d'opinion publique ont été historiquement perçus sous deux formes différentes : d'un côté comme étant des formes d'interaction, ce qui les rattache à la doxa platonicienne, de l'autre comme une forme de communication politique, rattachée à la législation d'un espace public. Nous arrivons ainsi à mettre en rapport l'opinion publique comme forme de communication politique avec la modernité, qui donne naissance à l'espace public moderne défini par Habermas.

Il s'agit ensuite d'établir la relation entre l'opinion publique, telle que nous la connaissons maintenant à partir des sondages d'opinion, et la volonté moderne de donner un corps rationnel à la communauté. L'expansion des idées démocratiques va ainsi de paire avec une certaine conception de l'opinion publique, tandis que le développement des sciences sociales est rattaché à l'intérêt pour cette forme d'interaction sociale qui se développe avec l'arrivée de l'homme masse.

Nous arrivons ainsi au moment où le développement des Sciences de l'Information et la Communication permet de repenser cet homme masse atomisé, en même temps qu'elle met en question la séparation entre opinion publique et interaction sociale. Ce faisant, notamment à partir de la théorie de la spirale du silence de Noëlle Neumann, nous sommes obligés de tenir compte des langages politiques. Nous présentons alors la théorie républicaine comme une manière de relier ces processus d'interaction avec des formes de communication politique vraiment axiologiques.

La production d'espaces publics a-nationaux pourrait alors se faire à partir d'un langage politique républicain qui permettrait l'activation d'un processus d'opinion publique.

⁵ Wolton, Dominique ; *Les contradictions de l'espace public médiatisé* in Hermès n°10 1991

Ceci nous oblige à tenir compte de l'espace médiatique dans lequel ce langage se fait visible, ainsi que de l'espace institutionnel, que nous appelons territoire politique et qui prend la forme de l'Europe.

L'espace pour la visibilité correspond à l'arène du politique mais, en mettant en rapport des auditeurs différents, il peut être aussi à l'origine d'une certaine forme d'interaction sociale : la presque interaction de John B. Thompson. Le discours que nous pouvons y trouver devrait contenir alors les traces de ces interactions. Nous aborderons notre troisième partie avec l'intention de découvrir ces traces qui se trouvent à l'intérieur des discours sur l'Europe dans les médias.

Le développement de l'espace public moderne s'est produit au moment où les décisions gouvernementales en politique commerciale arrivaient à toucher le quotidien des citoyens. L'Europe comme espace public apparaît donc au moment où elle a des implications directes dans la vie des citoyens. Plusieurs institutions européennes touchent effectivement la réalité en approuvant différentes mesures (de la PAC à la libre circulation des biens et des personnes, en passant par la monnaie unique) ce qui nous autorise à voir en l'UE un territoire politique. Mais l'espace médiatique élargi, il devient aussi une part de l'espace public lorsque nous pouvons y observer une capacité à faire réagir des citoyens dans différents pays ; les effets des médias de masse ne sont eux non plus restreints à l'Etat Nation, même si leur diffusion reste encadrée. L'analyse d'un territoire politique global nous oblige donc à penser une arène du politique globale. Nous essayons alors d'atteindre cette arène par un travail de juxtaposition des deux journaux mentionnés. Notre idée étant que ce n'est pas par des médias qui sont diffusés sur un espace global que l'on peut rendre compte des caractéristiques discursives d'un espace public global, mais par les relations entre plusieurs des médias qui en font partie. C'est ce qu'Andrea Semprini fait noter à propos de la CNN : une télévision globale est toujours dirigée vers un public concret, dont elle se veut être un agent globalisateur.

Afin de pouvoir mettre en rapport ces deux journaux, nous entamons une analyse de ce que nous appelons le récit de la construction européenne, à partir des catégories actanciennes définies par A.J Greimas. Notre conception d'un espace médiatique globalisé nous fait penser à la possibilité d'établir des relations entre les actants de chacun des deux récits. Notre analyse se déroule alors en trois phases :

D'abord nous identifions la volonté d'une construction européenne de la part de deux journaux, ce qui nous autorise à définir cette construction comme un récit.

Ensuite nous tenons compte de quatre catégories basiques de l'analyse Greimassienne : sujet/objet, destinataire/destinateur, et nous essayons d'en voir sa modélisation à partir du carré sémiotique basique⁶ :

Pouvoir faire	pouvoir-ne-pas-faire
« j'agis »	« je laisse faire »
ne-pas-pouvoir-ne-pas-faire	ne pas pouvoir faire
« j'obéis à mon devoir »	« je n'y peux rien »

Nous finissons notre analyse en essayant de faire affleurer de manière basique le système de relations qui se montre alors dans l'espace de la communication politique, espace qui selon André Gosselin est composé par un double couple de relations : arènes/territoire et action/réception.

Nous espérons à la fin de notre analyse, pouvoir définir les traits principaux autour desquels l'espace public européen peut se construire comme lieu de débat.

Le choix du corpus :

Nous avons délimité notre temps d'analyse aux moments contenus entre les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak. Nous avons choisi pour notre corpus trois moments de crise. Nous pensons que c'est dans ces moments que le discours peut-être politiquement plus riche, de même que nous pensons voir dans une certaine peur de la discussion, la principale faille de l'Europe comme espace public : « *M. Giscard d'Estaing n'a pas tort de souligner que les clivages sont trop importants en ces matières (la fiscalité et la politique étrangère) pour permettre des votes à la majorité qualifiée, qui ne feraient apparaître, a-t-il dit, que les déchirures de l'Europe, comme on l'a vu à l'occasion de la guerre en Irak* »⁷.

⁶ Nous nous servons de la présentation du carré sémiotique faite par Isabel Garcin-Marrou. Garcin-Marrou, Isabel ; *Terrorisme médias et démocratie*, PUL, 2001 p. 66. Pour une explication des différents carrés sémiotiques et des formes de modélisation de l'être et du paraître dans l'attribution de compétences du sujet d'une récit : Greimas, A.J ; *Du sens II. Essais sémiotiques*, Seuil, Paris 1983

⁷ Ferenczi, Thomas dans *Le Monde* du samedi 21 Juin 2003

Cette peur de la déchirure relève déjà par elle-même de la fragilité de l'espace public européen. Convaincus, néanmoins, de l'existence d'un espace européen à caractère identitaire, nous abordons une semaine d'informations après les attentats du 11 septembre 2001 comme l'origine, si nous pouvons nous permettre l'usage d'un tel mot dans le domaine de l'analyse discursive, d'une nouvelle situation mondiale qui fait des institutions supranationales un impératif pour la mondialisation. D'autant plus si nous tenons compte de la formule classique que Max Weber avait utilisée pour définir la création des Etats-Nations selon laquelle celle-ci se faisait à partir du moment où une institution réclamait le monopole de l'exercice légitime de la violence dans un territoire déterminé. Les attentats nous permettent ainsi de délimiter le moment où l'Europe, comme territoire politique, se trouve dans l'obligation de se définir à partir de sa capacité à exercer la violence de manière légitime. La guerre en Afghanistan et la guerre en Irak nous offrent deux exemples de cette violence dans un monde globalisé : l'Europe étant formée par des Etats Nations, elle ne peut pas s'y substituer en exerçant un monopole de la violence intérieure ; ce serait nier l'existence de ces états. La légitimité de l'Europe se trouve par contre dans l'espace mondial. Nous entamons donc la recherche d'une identité européenne, avec l'intuition à priori de trouver dans les institutions européennes qui s'acheminent vers l'intérieur une sorte de procéduralisme, et dans celles qui s'acheminent vers l'extérieur une capacité axiologique. La fin de notre travail cherchera donc à délimiter les éléments de ces deux corps européens.

Le choix d'un journal espagnol et d'un journal français correspond à une simplification de la situation vécue pendant la guerre en Irak, où l'Europe était divisée autour de deux axes. Nous prétendons ainsi pouvoir couvrir le spectre des pays qui forment pour l'instant la construction de l'Europe. Nous ne nous attendons pas enfin à pouvoir boucler une analyse sur l'Europe, l'objectif que nous nous marquons ici étant d'établir une grille d'analyse qui nous permette, lors d'ultérieures recherches, d'appliquer la même analyse à d'autres espaces médiatiques européens et parallèlement aux avancées de sa propre construction.

Nous avons commencé par Cracovie, nous voudrions aussi finir là-bas car, si l'Europe doit un jour exister comme territoire capable de produire des espaces publics, il faudra bien qu'un langage politique puisse nous permettre d'affronter les différences conceptuelles creusées par soixante ans de partage idéologique. Comment sera-t-il possible autrement d'insérer dans un même espace une jeune fille espagnole qui se promenait dans Cracovie avec un pull rouge orné du visage de Che Guevara et, un garçon polonais, étudiant aux Beaux-Arts, vêtu d'une veste en velours marron qui, pour démontrer qu'il ne rigolait pas lorsqu'il considérait une chance pour le développement économique de l'Espagne d'avoir souffert une

dictature fasciste, il simplifiait ses arguments par un : bardzo lubie Pinochet (j'aime beaucoup Pinochet) ?

I. L'Espace public et l'Etat nation

1.- L'Etat nation et l'opinion publique : une genèse parallèle à l'abri de l'espace public

L'opinion publique se trouve au centre des problématiques de la modernité car, s'il est possible d'affirmer que « *comprise dans son sens large et référé au fait en soi, il y a toujours eu des phénomènes d'opinion publique* »⁸, c'est toutefois l'avènement de la modernité qui provoquera le besoin de donner une forme rationnelle à ces phénomènes. Besoin qui se traduit par un processus de rationalisation qui culminera avec le développement des sondages. Nous entendons par modernité un système d'idées et de valeurs qui se concrétisent dans un programme d'action caractérisé par : a) la démythification de la religion b) la priorité de la liberté face à l'autoritarisme de la tradition c) la confiance en la raison d) l'emphase de l'importance de l'éducation en tant que véhicule pour l'émancipation humaine e) la foi en le progrès fondée sur la confiance en la raison. C'est ainsi que la technique des sondages, telle qu'elle est décrite par Loïc Blondiaux, s'inscrit bien dans le programme de la modernité : « *La force du sondage repose sur une double évidence, sur une double croyance : en la démocratie et en la science* »⁹.

L'avènement de la société de l'information et les dérives totalitaires du marxisme ont donné lieu à la pensée postmoderne. Incarnée par les figures de Foucault, Derrida, Baudrillard ou Lyotard, la pensée postmoderne critique le programme de la modernité en tant que meta-narration susceptible ainsi de devenir totalitaire: elle met en cause la distinction épistémologique entre réalité et représentation ou bien entre réalité et fiction, surtout à partir de l'explosion des médias de masse, et comprend enfin les relations humaines à partir des rapports de pouvoir.

⁸ Monzón Arribas, Cándido ; *Opinión pública, comunicación y política. La formación del espacio público*, Tecnos, Madrid 1996, p.18

⁹ Blondiaux, Loïc ; *La Fabrique de l'opinion* ; Seuil, Paris 1992 p. 580

1.1.- Interaction sociale et communication politique :

La naissance historique de l'opinion publique doit être conçue parallèlement à l'expansion des idées démocratiques, du public politique et donc de l'Etat Nation. C'est à ce moment que l'Opinion Publique devient une forme de communication politique. Mais nous avons commencé par dire que dans un sens large les processus d'opinion publique ont toujours existé. Qu'est ce que veut dire un « sens large » ? Un sens large voudrait dire : voir en l'opinion publique une forme de communication horizontale, entre habitants d'une même communauté, ou bien verticale, ou encore les deux. Selon si nous nous attachons à cette communication horizontale, ou si on la prend dans son sens vertical, nous pouvons parler de deux formes d'interpréter l'opinion publique : celle qui la voit comme un processus rationnel et celle qui y trouve une perception subjective¹⁰. Nous pourrions aussi, pour reprendre la terminologie utilisée jusqu'ici, parler de concept ancien et de concept moderne.

a) L'ancien concept de l'opinion publique :

Elisabeth Noelle-Neumann situe la première apparition du terme « opinion publique » en 50 av. J.C. dans une lettre de Cicerón à Atico où le premier se plaint d'avoir maintenu une opinion erronée à cause de l'influence de l'opinion publique (*publicam opinionem*)¹¹. L'opinion publique est donc déjà un « pouvoir négatif ». Ce n'est pas l'expression d'une discussion d'hommes sages, elle est plutôt le fruit des coutumes. Il s'agit d'une opinion provenant de la doxa platonicienne.

C'est bien dans le sens platonicien que Montaigne explique le devoir de l'homme sage de s'écarter de la multitude pour pouvoir penser mais aussi de suivre les modes lorsqu'il se trouve dans la vie publique. Comme l'explique Noelle-Neumann, Montaigne est l'inventeur du public, du public qui juge par l'opinion¹². C'est aussi dans ce sens que l'opinion gouverne tout chez Locke et c'est ainsi que l'exercice de cette forme d'opinion sera réservé

¹⁰ En appui de cette distinction Noelle Neumann a montré que d'entre les cinquante définitions de l'opinion publique que Childs avait rassemblé il était possible d'opérer une distinction entre rationalité et irrationalité. Dans le même sens Loïc Blondiaux parle des deux corps de l'opinion publique après la Révolution française : « un corps mythique (...) qui promeut cette entité au firmament de la démocratie nouvelle (...) Un corps physique (...) réalité décevante du peuple » op. Cit. P. 50

¹¹ Noelle-Neumann, Elisabeth ; *La espiral del silencio. Opinión pública : nuestra piel social*, Paidós comunicación, Barcelona 1995 p. 287

¹² Ibid. p. 94 Montaigne explique dans le chapitre XXIV du livre I une série d'événements historiques qui montrent l'existence d'une sorte de publicité inconsciente, presque hasardeuse, dont le Prince peut bien s'en servir pour se protéger. Montaigne, Michele de ; *Divers événements de même conseil* in essais. Livre I, Gallimard 1973

dans la modernité à la masse, médiocre et irrationnelle. Le concept ancien de l'opinion publique sera repris par la psychologie des foules et Tarde pourra vérifier que dans le monde grec et romain la différence entre le grand nombre de termes pour se référer aux masses et le peu qui existaient pour se référer aux publiques était frappante ¹³.

La forme irrationnelle de l'opinion publique a donc été la manière la plus ancienne de la percevoir, mais aussi celle qui l'a écartée du politique. Certainement pour Platon, Machiavel ou Montaigne, le Prince ou l'homme sage est toujours averti du besoin de connaître les opinions des gouvernés ou des auditeurs. C'est le cas des lois non-écrites chez Platon, de la reconnaissance du pouvoir chez Machiavel, du fait public chez Montaigne. Mais tout cela n'est pas important en tant que forme de communication politique, ce n'est pas par les coutumes, les lois non-écrites ou la gémissement que le peuple exprime une volonté. Ce que révèle l'ancien concept d'opinion publique c'est une forme d'interaction : « *Certes j'ai donné à l'opinion publique que ces paramètres empruntés m'accompagnent. Mais je n'entends pas qu'ils me couvrent et qu'ils me cachent* »¹⁴ se plaignait Montaigne. Une sorte donc d'agir communicationnel qui ne peut toucher le pouvoir que lorsqu'il est solidifié par les coutumes, la religion, la morale... C'est-à-dire, lorsqu'il est institutionnalisé.

La modernité consiste alors, en ce qui concerne l'opinion publique, en une institutionnalisation de ces formes d'interaction qui s'opère à partir de la Nation, les médias de masse et la démocratie.

b) L'opinion publique moderne :

Nous définissons le concept moderne de l'opinion publique comme une rationalisation de cette doxa décrite plus haut. Ce qui revient à dire : donner une forme à l'opinion pour la séparer ainsi des habitudes. C'est pour cela qu'on dit que la naissance historique de l'opinion publique doit se situer avec l'apparition de l'Etat Nation et du public politique. Nous pourrions presque affirmer que lorsque Montaigne invente le terme « publique », le concept ancien de l'opinion publique commence son déclin puisque sa formalisation est mise en place.

¹³ in Monzón Arribas : 1996, op. Cit : p. 123

Nous allons nous occuper dans la prochaine section de la naissance de cet espace public mais nous allons d'abord, pour finir cette description des deux formes de l'opinion publique, mettre en rapport ce que nous avons appelé une forme d'interaction sociale avec une institution moderne que nous définissons comme une forme libérale de communication politique qui ne peut pas être détachée de ce que Bourdieu appelait une opinion publique sondagière caractérisée comme « *un artefact pur et simple dont la fonction est de dissimuler que l'état de l'opinion à un moment donné du temps est un système de forces, de tensions et qu'il n'est rien de plus inadéquat pour représenter l'état de l'opinion qu'un pourcentage* »¹⁵

Cette opinion publique sondagière est en fait une sorte de langage politique. Noelle-Neumann en fait la description à partir des concepts de « fonction manifeste » et « fonction latente ». L'opinion publique rationalisée, celle que Bourdieu appelle opinion publique sondagière, a comme fonction manifeste l'accroissement de la participation politique, mais elle possède aussi une fonction latente : le contrôle social. Ce contrôle est bel et bien la forme d'interaction régie par les lois non-écrites. Si nous reprenons jusqu'au bout la théorie de Merton cela veut dire que c'est bien l'envie de contrôle social qui pousse à la formalisation de l'opinion publique. Les exemples en effet en sont multiples. Nous nous contentons pour l'instant de remarquer ce rapport entre l'opinion publique moderne et l'ancienne : la communication politique et l'interaction sociale. Plus tard nous allons développer ce sujet.

1.2.- L'Espace public habermassien

La référence à Habermass est incontournable pour décrire la naissance de l'espace public moderne. Ce n'est que lors de l'apparition du public politique dans le sens habermassien que nous pourrons parler de communication politique à partir du concept d'opinion publique. L'espace public peut être compris de deux manières différentes. Si on pense à l'agora grecque, l'espace public est l'endroit où le citoyen libre (ses besoins privés étant comblés par la possession de terres, d'esclaves et de femmes) trouve de la reconnaissance à ses vertus et construit un règne de la liberté et de la continuité par opposition aux besoins et à la discontinuité de la vie privée. Si on se réfère au forum romain, le public s'identifie à l'État. L'Espace public est ainsi compris soit en tant qu'opposition à la sphère privée, soit en tant que réglementation juridique (c'est l'apparition du droit romain qui établit les domaines juridiques de ce qui est public).

¹⁴ Montaigne, Michele de ; *De la physionomie* in *Essais III*, Gallimard 1973 p. 343

¹⁵ Bourdieu, Pierre ; *L'opinion publique n'existe pas*, in *Questions de Sociologie*, Les éditions de Minuit, Paris 1984 p. 224

Cette distinction entre espace public et privé sera mise entre parenthèses pendant le Moyen-Age, moment où l'aristocratie constitue une forme de publicité représentative. La publicité est alors une forme de démonstration ; on ne peut pas la rapprocher de l'expression des vertus qui caractérisait la Grèce classique, ni de la valeur juridique de la Rome républicaine. Le seigneur féodal et l'aristocrate ne font que représenter leur pouvoir face à leurs sujets « *Puisque le souverain et ses états « sont » le pays, il ne le délègue pas, ils peuvent, dans un sens spécifique du mot, représenter : ils représentent leur domaine, non pas pour le peuple, mais « devant » le peuple* »¹⁶. Après la Renaissance et avec l'arrivée du Baroque, l'aristocratie agraire perd sa force représentative. Les tournois, la danse et le théâtre se recueillent dans les jardins et les salons, même dans les chambres du palais de telle sorte que l'aristocratie représentative se voit réduite à cet espace jusqu'à perdre son domaine. Elle n'a pas de domaine à représenter et elle se met donc au service du monarque.

C'est ainsi que la société commence à s'écarter de l'État et les sphères publique et privée commencent à apparaître telles que nous les connaissons maintenant. Parallèlement au processus de la publicité représentative, au développement des états, naît la société bourgeoise, il s'agit de la naissance d'une sphère bourgeoise opposée à l'Etat comme forme d'autonomie privée.

La naissance de ce public bourgeois est donc liée au développement commercial qui va permettre d'élargir la sphère privée bourgeoise jusqu'à sa transformation en sphère sociale. La société est alors « *la manière de vivre en commun où la dépendance de l'homme par rapport à son égal a lieu par amour pour la vie et où il n'y a rien d'autre qui puisse acquérir d'importance publique ; et donc en conséquence, les activités qui ne servent qu'au maintien de la vie, ne sont pas seulement manifestées publiquement, mais elles sont appelées à déterminer la physionomie de l'espace publique* »¹⁷. Cette transformation donne lieu à une nouvelle forme de dichotomie où le privé se confond avec la sphère sociale tandis que le public, c'est l'État. La naissance de l'État Nation et du public politique s'opère ainsi au moment où cette bourgeoisie enfermée dans la sphère sociale commence à réclamer son influence dans les décisions politiques.

¹⁶ Habermas, J ; *Histoire y crítica de la opinión pública. La transformación estructural de la vida pública*, Gustavo Gili, Mexico, 1994 p. 47

¹⁷ Ibid. Pp. 57-58

Il y a donc un public bourgeois qui n'est pas assimilable à la cour (comme cela avait été le cas avec les grands commerçants de la renaissance) et qui fait s'éveiller des tensions entre l'Etat et la Cité. Le développement du mercantilisme fait que les marchés locaux sont de plus en plus dépendants du commerce extérieur, ce qui implique à son tour que les mesures prises en politique arrivent à toucher la vie quotidienne des populations urbaines. Puisque la société représente le privé face à l'État qui est le public et qu'en même temps les éléments de reproduction ne sont plus dans la sphère privée (ils sont sociaux), la zone de contact administratif devient une zone critique. Critique parce qu'elle a besoin d'un public rationnel. C'est afin de pouvoir développer ce public rationnel que va s'étendre, ce que l'administration avait d'autre part déjà mis en place afin de faire de la société un domaine public, la presse.

Nous sommes donc arrivés au moment de l'apparition de l'Etat Nation, du public politique et de la presse. Nous avons, en suivant Habermas, résumé d'une manière socio-historique les éléments essentiels de l'avènement de l'espace public moderne afin de rendre plus visible le rapport que nous introduisons plus haut entre opinion publique et modernité. Si nous avons montré la relation entre commerce et société, l'avènement de la société bourgeoise donne lieu au rapport entre public éclairé capable de faire écouter son opinion et opinion publique : *«Pendant toute la première moitié du 18^{ème} siècle, l' <opinion publique> est ainsi moins celle du public (au sens large que le mot a aujourd'hui) que celle <rendue publique>, d'une élite sociale qui fréquente les académies et les salons littéraires »*¹⁸. Cette élite sociale qui se confond avec l'opinion publique se développe dans cette zone critique entre l'État et la société, le Public et le Privé. (À cet égard les salons et les cafés nous offrent une belle métaphore de cette zone à moitié privée, à moitié publique). Le premier problème de la modernité consiste à donner une forme au peuple face à la publicité du corps que représentait l'aristocratie. C'est par opposition à l'Ancien Régime que s'institutionnalise ce premier peuple moderne. Mais ce peuple, qui commence à être lié à travers les médias, est en train de donner forme à un nouvel espace social.

a) L'espace médiatique : une reprise de l'agora :

Habermas postulait une sorte de retour vers la publicité représentative due au développement des médias de masse. La ressemblance entre la forme de publicité qui s'est créée au XXe siècle autour des hommes politiques et la description que Habermas faisait de la publicité représentative est certainement attirante. Le diagnostic d'Habermas est néanmoins

¹⁸ Champagne, Patrick ; *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Les éditions de minuit, Paris 1990 p. 46

mis en question par au moins un aspect essentiel : une telle forme de publicité représentative implique la passivité de ce que nous appelons aujourd'hui le récepteur.

Nous défendons l'existence de processus d'interaction même entre les audiences des médias de masse de nos jours, cela fera l'objet d'une section dans notre deuxième partie. Mais il est par ailleurs intéressant de voir que c'était déjà à des phénomènes de ce genre que les premiers républicains s'intéressaient à partir de l'homme-masse.

L'homme-masse n'est pas un individu ni un public. L'homme-masse est isolé, il habite dans une société atomisée et par conséquent il est très facilement manipulable. Stuart Mill se plaignait du fait que « *la masse ne reçoit plus ses opinions des dignitaires de l'Eglise ou de l'Etat, de chefs légitimes ou des livres. Sa pensée est formée par des hommes du même niveau, qui lui parlent, ou bien parlent en son nom, des questions du moment à travers les journaux* »¹⁹. On savait déjà grâce à Tocqueville que « *les seuls monuments historiques aux Etats-Unis sont les journaux. Si jamais il y a un numéro qui manque, il paraît que la chaîne temporelle se rompt : le présent et le passé ne peuvent plus se rejoindre* »²⁰. Ces deux citations illustrent, à notre avis, les deux grands axes autour desquels s'est articulée l'étude en sciences de l'information : d'un côté la capacité des médias à influencer les individus et ainsi à créer de l'action collective, de l'autre, les caractéristiques symboliques de cette influence. Mauro Wolf parle d'une oscillation quant à l'objet d'étude des théories des médias « *tantôt celui-ci (l'objet) est formé par les médias de communication de masse, tantôt par la culture de masse* »²¹. Nous aborderons plus tard l'étude des communications de masse. Ce qui nous intéresse maintenant, c'est de voir comment les médias sont aussitôt visés comme constructeurs de la volonté populaire chez Stuart Mill, et source d'identité chez Tocqueville.

Selon que l'on pense à une opinion publique comme forme de communication politique ou bien en tant qu'interaction, l'analyse des médias sera plus proche de l'un ou de l'autre de ces penseurs. Nous défendons la possibilité d'une identité issue des processus d'opinion publique, ce qui s'accorde à la définition que Tocqueville faisait des journaux aux Etats-Unis. Ceci donne un fort pouvoir aux médias, mais leur enlève définitivement cette forme de publicité représentative dont parlait Habermas. Les médias font partie de cet espace large qu'on appelle espace social.

¹⁹ in Monzón Arribas : 1996, op. Cit. P. 85

²⁰ Tocqueville ; *la democracia en america*, Alianza editorial, Madrid p. 223

²¹ Wolf, Mauro ; *La investigación de la comunicación de masas. Crítica y perspectivas* ; Paidós, Barcelona 1987. p. 22

b) L'espace social :

Nous avons vu la naissance d'une sphère sociale caractérisée par les formes du privé. C'est l'élargissement de cette sphère sociale qui devient une source de totalitarisme dans les régimes communistes.

Cette sphère sociale, telle que l'expliquait Arendt, devient un danger pour le fait politique lorsqu'elle se fond avec la sphère politique. L'opinion publique risque de devenir en effet une opinion sociale. La naissance du public politique, comme nous l'avons analysé, se trouvait inséré dans une sphère en effet privée qui allait devenir sociale. C'est ici qu'Habermas lui-même se rend compte des conséquences qu'il n'avait pas analysées dans son ouvrage et qu'il développe plus tard sous sa théorie de l'agir communicationnel. L'espace public devient ainsi un espace complexe où s'insèrent plusieurs formes de communication.

Le problème du fait politique se trouve alors confronté à ce peuple introuvable dont parle Pierre Rosanvallon. Le processus de transformation de la vie publique décrit par Habermas était resté trop focalisé sur les transformations de la bourgeoisie et, plus concrètement des hommes bourgeois. D'autres formes de revendication politique, des formes moins éclairées, étaient pourtant contemporaines de cette évolution²². Au moment de l'expansion des idées démocratiques, le peuple n'est donc pas réductible aux salons et aux cafés, même pas à l'assemblée. Un premier pas vers le changement de régime avait néanmoins été franchi avec l'apparition de ce mot magique en substituant la nation au corps royal comme source de pouvoir : « *Le mot d'assemblée nationale a été comme un de ces mots que la magie emploie pour changer la scène du monde, et faire sortir de terre un colosse invincible* » disait-on en 1789.²³

1.3.- L'espace social et l'État Nation :

L'espace public est définissable comme étant « *ce qui nous rejoint en même temps que ce qui nous empêche de tomber l'un sur l'autre* »²⁴. C'est là que la communication a lieu, que le réel devient symbolique. Sans cet espace, l'individu ne peut pas exister, car il n'a pas la possibilité de se reconnaître comme appartenant à une communauté.

²² Thompson, John. B ; Los media y la modernidad. Una teoría de los medios de comunicación ; Paidós, Barcelona 1998 p. 100-108

²³ In Rosanvallon, Pierre ; *Le Peuple introuvable*, Gallimard 1998 p. 46 ce qui lui amène à dire que « *la nation désigne en 1789 une totalité homogène et complète* »

²⁴ Arendt, Hannah ; *La condición humana*, Paidós, Barcelona 1998 p. 62

Mona Ozouf explique dans le *Dictionnaire critique de la Révolution Française*, comment les autorités révolutionnaires ont voulu maîtriser l'esprit public. Cet esprit public répondrait à ce que Montaigne avait défini comme quelque chose d'insaisissable : « *Quelle classe de vérité est limitée par les montagnes et devient fausse de l'autre côté de ces montagnes ?* »²⁵ et que dorénavant les autorités politiques voudront rationaliser pour le faire devenir identité républicaine. Nous appelons aujourd'hui ce processus par lequel les autorités tentent de modeler le comportement d'une collectivité, le contrôle social. Mais au moment où la nation apparaissait comme l'incarnation d'un pouvoir opposé à l'Ancien Régime, l'objectif recherché était « *l'utopie d'une communication inédite entre le tout et les parties de la société, dans la recherche d'une division purement instrumentale, totalement neutre (...): <fondre l'esprit local et particulier en un esprit national et public>* »²⁶.

Mais l'espace public, nous dit encore Arendt, assure l'existence d'un espace privé face au danger de la sphère sociale. Celle-ci est une menace pour la politique et donc pour la communication, puisqu'elle relève du réel là où il faudrait du symbolique. Autrement dit, cet esprit public, institutionnalisé par la nation, se substitue au politique en se proposant comme seule explication symbolique, donc mythique, de telle sorte que l'espace public devient abstrait, un espace collectif mais interdit aux individus. Mona Ozouf explique comment les républicains n'ont pas réussi à accomplir cet objectif et furent obligés d'établir des lois, des restrictions : la législation de l'espace public. Légiférer l'espace public veut dire lui donner une forme ; établir un régime démocratique signifie à son tour donner le pouvoir au peuple.

Il s'agit alors de la forme dont la nation est représentée. Comment faire pour que cette unité ne soit pas décomposée en même temps qu'elle insère les différences. Il faut commencer par classer le peuple si l'on veut établir de mécanismes de représentation car, « *la société moderne ne devient (...) représentable que si elle est pensée et classée dans des catégories qu'il faut inventer et faire reconnaître par tous* ».²⁷

²⁵ in Noëlle-Neumann, Elisabeth : 1995 op. Cit. P. 94

²⁶ in Rosanvallon, Pierre : 1998, op. Cit p. 48

²⁷ Ibid. P. 135

a) le corps social et la démocratie :

La république française et le parlementarisme anglais représentent deux formes différentes d'instauration d'un régime démocratique. Dans le deuxième cas, l'institution parlementaire apparaît après une longue période de guerre ce qui, aux yeux de Monzón Arribas donnera lieu à « *la croyance en le compromis pour pouvoir vivre pacifiquement* »²⁸. L'opinion publique est donc la somme des opinions individuelles, la majorité devient la source du compromis dont Tocqueville tira l'idée de « dictature de l'opinion ». Le modèle républicain, en revanche, est né d'une situation d'homogénéité, tel que le montre Mona Ozouf, l'intérêt des autorités républicaines n'étant pas tant le contrôle des opinions que celui des pratiques sociales. La discussion est constitutive de la république, mais en s'assurant que l'esprit du peuple est un esprit républicain : « *si le droit de pétition est un droit individuel de tout citoyen, le droit d'affiche, au contraire, ne doit être exercé que par l'autorité publique* » explique Dominique Reynié²⁹. Par ces deux exemples, nous voyons les deux mécanismes que nous avons connus au XX^{ème} siècle pour donner une forme institutionnelle à ce peuple source du pouvoir : la démocratie représentative et les démocraties populaires.

Patrick Champagne fait descendre de l'esprit révolutionnaire ce qu'il appelle une opinion sociale, qui se produit dans les régimes communistes. Cette forme d'opinion réfère à ce qui doit être partagé par tous et dont la non-possession nous empêche de faire partie de la communauté : « *elle désigne en effet une espèce nouvelle « d'opinion publique », « la vraie », par opposition à celle qui est censée être manipulée par les contre-révolutionnaires, celle qui est droite parce que conforme à l'Esprit de la Révolution* ».³⁰C'est à travers cette forme d'opinion que la sphère publique disparaît, n'existant pour les soviétiques qu'une sphère privée, presque réduite à l'individualité et une sphère sociale qui se confond avec l'Etat : « *Tous les Soviétiques doivent affronter ce handicap, ce partage entre ce qui se pense à la maison et ce qui se dit à l'école* »³¹. Mais nous le répétons, il s'agit ici d'une forme d'institutionnalisation du pouvoir populaire. Si nous pensons à ce qu'est l'aliénation selon Castoriadis, il s'avère que le peuple institutionnalisé devient lui-même l'agent aliénateur de la société³² : elle est bien là la perversion du Parti dans les sociétés communistes.

²⁸ Monzón Arribas : 1996 op.cit. p. 45

²⁹ in Reynié, Dominique ; *Le triomphe de l'opinion publique* ; Odile Jacob, Paris 1998 p. 91

³⁰ Champagne, Patrick : 1990 op. Cit. P. 53

³¹ Ibid. P. 54

Une deuxième forme d'institutionnalisation est la démocratie représentative, issue de la jonction du principe d'égalité et de celui d'autonomie. La distinction classique entre liberté des modernes et liberté des anciens, c'est-à-dire liberté individuelle et liberté publique, que nous allons traiter plus loin, est en pratique dépassée par le principe de représentation « *c'est ainsi le souverain qui donne chez Hobbes une forme reconnaissable à un peuple qui n'est immédiatement que multitude* ». ³³Cette institution du peuple dans ses représentants n'est que du symbolique, la parole toute seule ne sert pas à construire du réel, la tension entre les représentants et le peuple qui existe dans la rue est toujours présente. C'est donc par la représentation d'intérêts collectifs que se développe la démocratie.

Un autre problème de la modernité se trouve dans la définition philosophique de la démocratie. Le suffrage universel, compris comme la rationalisation de la volonté populaire, pose toujours des problèmes. Les démocraties populaires, on l'a vu, écartaient le problème par la négation d'une telle volonté (la volonté étant comprise dans le mouvement révolutionnaire). Mais dans la tradition républicaine, c'est cette volonté qui est à l'origine de la légitimation politique. Il ne s'agit pas seulement d'établir des catégories pour classer le « peuple » mais il faut aussi qu'elles soient connues de tous. La démocratie représentative est divisible enfin selon si elle se construit à partir d'un langage libéral ou républicain, selon si on fait appel aux intérêts collectifs ou bien à la somme d'intérêts individuels.

b) L'opinion publique :

Ce sera par la rationalisation de l'opinion publique que la légitimation démocratique sera possible. Déjà les autorités républicaines avaient essayé de faire en sorte que l'esprit public soit contrôlé. Le développement des idées démocratiques avait fait émerger des études scientifiques acheminées vers la construction de catégories pour classer cette source de pouvoir qu'est le peuple. Il s'agissait d'élargir la représentation individuelle du nombre à la prise en compte des intérêts du groupe ³⁴. La démocratie est ainsi, au début du XXème siècle, une source d'identité : c'est par le vote que des individus aux intérêts similaires peuvent se rassembler. Pourtant ces intérêts sont bien issus de quelque part et les études en communication de masses commencent à s'y intéresser en montrant que les interactions sont multiples dans l'espace social. La sociologie de la communication anglo-saxonne se propose ainsi de saisir ces évolutions, ces formations d'opinion.

³² Castoriadis, Cornelius ; *L'institution imaginaire de la société* ; éditions du seuil, Paris 1975 p. 171

³³ Rosanvallon, Pierre : 1998, op. Cit p. 20

³⁴ Idem p. 140

Le développement des systèmes démocratiques avait posé le problème de la représentativité ; le développement parallèle des idées démocratiques pose à son tour la question de la participation : c'est ainsi que les sondages sont nés. Mais c'est d'abord aux Etats-Unis que les sondages se développent comme une forme d'action politique. Dans le cas de la France, par exemple, ce ne sera que dans les années 70 que les sondages vont s'installer définitivement dans la vie politique et, toujours, à partir d'une légitimation scientifique et non pas idéologique. Cela nous permet une première justification de cette relation que nous avons relevée entre opinion publique sondagière et langage politique libéral. Fondés sur une idée participative, les sondages traduisent par ce mécanisme la volonté individuelle en une volonté collective, sans médiation. Ils enlèvent au système démocratique la médiation qui permet la reconnaissance mutuelle des individus dans un même programme politique. Ils assurent enfin le maintien du consensus.

2.- Le triomphe d'un langage politique libéral

Les sondages d'opinion sont, surtout aux Etats-Unis, confondus avec une forme de participation politique. Mais ce que nous appelons le triomphe d'un langage politique libéral peut être défini par deux questions principales : d'abord le lancement du terme « contrôle social », qui va permettre de différencier l'influence sur le gouvernement de l'influence sur l'individu. Ensuite, la création d'une sorte de représentant mythique de la société au moyen des sondages.

2.1.- Le contrôle social

Le lancement du terme « contrôle social » par Edward Ross sera le dernier ressort pour la séparation entre opinion publique et individu. Le psychologue américain place le contrôle social comme un pouvoir de l'opinion publique et réactualise d'une manière très frappante les lois de l'opinion de Locke : *« L'homme ordinaire, vital, peut ignorer le préjugé social. L'homme culte peut se défaire du mépris de ses voisins, par le refuge dans des opinions anciennes. Pour la masse néanmoins, la condamnation et la louange de sa communauté sont les vrais maîtres de la vie »*.³⁵ C'est donc par l'ancien concept de l'opinion publique que s'exerce le contrôle social. Mais ce nouveau terme ne désigne pas encore l'influence du gouvernement sur l'individu, mais de la communauté sur celui-ci de manière à ce que : *« On appelle désormais contrôle social l'influence sur l'individu, tandis que l'influence sur le gouvernement est appelée opinion publique »*³⁶.

Nous avons vu tout à l'heure, dans la volonté d'instaurer un esprit révolutionnaire, une première forme de scientification du contrôle social. A partir de 1849, sous le Second Empire *« la pratique des rapports demandés aux procureurs généraux par le ministère de la justice, exige <une description exacte de la situation politique et morale au premier jour de chaque mois> »*³⁷ de manière à ce que l'on puisse affirmer que *« le nombre fait l'objet d'un suivi et d'un contrôle permanents »*³⁸.

³⁵ in Noelle-Neumann, Elisabeth : 1995 op. Cit p.129. Noelle-Neumann fait noter que Edward Ross ne cite pas Locke

³⁶ Ibid. p. 130

³⁷ Blondiaux, Loïc : op.Cit : p. 56

³⁸ Ibid. p. 57

Il s'agissait toutefois de mécanismes secrets, non rendus publics, qui cherchaient à maîtriser la volonté du grand nombre. Une fois le suffrage universel développé, nous voyons l'arrivée des sondages comme une institutionnalisation de cette ancienne forme de contrôle social par le biais de la légitimation démocratique. Le sondage ne vient pourtant pas se substituer aux "anciennes" méthodes de contrôle car elles sont aussitôt insérées dans le système démocratique. C'est la publicitation de ces résultats qui rend effective la fonction latente de contrôle car, il est désormais possible de savoir, sans devoir sortir dans la rue, si notre opinion est majoritaire ou non. Cette forme de contrôle (comme on le verra dans notre deuxième partie, il faudrait peut-être parler de reproduction) trouve dans les médias de masse le langage nécessaire pour devenir mythique : les nouveaux résultats d'un sondage ayant toujours leur intérêt par rapport au sondage antérieur dans l'espace médiatique, l'opinion publique des sondages se construit d'une manière autoréférentielle.

2.2.-Le mythe de l'opinion publique

L'opinion publique devient un mythe au moment où elle cesse d'être une explication pour devenir auto-référentielle. Roland Barthes dit que tout objet est susceptible de devenir mythique³⁹. L'opinion publique ne devient un objet ou un symbole signifiant en France, que lorsque Jean Soetzel affirme que l'opinion publique n'est que ce que mesurent les sondages d'opinion⁴⁰. De cette affirmation Patrick Champagne en tire : « *il ne faisait que reconnaître implicitement l'absence de fondement scientifique de cette notion, en même temps qu'il apportait la caution de son autorité universitaire à l'apparition d'une nouvelle croyance collective, celle qui fait des instituts de sondage les seules instances à pouvoir dire ce qu'est l'opinion publique* ».⁴¹

Mais elle devient un mythe également parce qu'elle se propose comme action politique. On trouve l'exemple le plus clair pour illustrer cela dans le texte de George Gallup⁴² où l'inventeur des sondages présente l'opinion publique comme étant une forme de participation politique. Cela confère aux sondages une caractéristique qui ne leur est pas propre car « *l'opinion publique des instituts de sondage n'est que l'agrégation statistique d'opinions privées qui sont rendues publiques. (...) Rendre ou non publique son opinion est un acte politique* »⁴³. Il faut enfin tenir compte du contexte historique dans lequel les techniques de sondages furent inventées. Loïc Blondiaux, dans la présentation du texte de George Gallup

³⁹ Barthes, Roland ; *Mythologies*, Seuil, Paris 1957 chap. 2

⁴⁰ in Champagne : 1990 op. Cit

⁴¹ Champagne : 1990, op.Cit. P. 84

⁴² in Hermès n° 31 op. Cit

⁴³ Champagne, Patrick : 1990 op. Cit. p.118

dans le numéro 31 de la revue *Hermès*, insiste sur le fait que, face aux critiques qui existaient déjà sur la fiabilité des techniques statistiques, l'influence des sondages sur l'opinion elle-même ou la validité d'une simple addition des opinions individuelles pour mesurer l'opinion publique, « (Gallup) souligne d'emblée que les adversaires de la Démocratie-Hitler et Mussolini- sont aussi ceux qui professent la stupidité des masses » et ainsi, « critiquer les sondages équivaudra bientôt à critiquer le suffrage universel et la démocratie ». ⁴⁴

Comme si nous étions toujours dans la quête de ce peuple introuvable, le développement des techniques de sondages donne la possibilité à la démocratie de participer aux catégories définies par les scientifiques sociaux : en dépit de trouver le peuple, nous le faisons entrer dans des catégories préétablies. Il est ainsi possible, au moment où les sondages s'étendent partout, de voir dans cette forme moderne de l'opinion publique une concrétisation du Léviathan hobbesien⁴⁵. Le philosophe anglais était fortement imprégné de l'esprit mécaniste de son époque et définit le Léviathan à la manière organiste, comme un homme artificiel où « la souveraineté est un esprit artificiel qui donne de la force et du mouvement au corps entier ; les magistrats et d'autres fonctionnaires de justice et exécution en forment les articulations ; la récompense et le châtement prennent les fonctions des nerfs (...) l'opulence et la richesse sont la force, la sécurité du peuple en sont ses buisnesses (...) les conseillers en sont la mémoire ; l'équité et les lois une sorte de raison et volonté artificielles, le consensus est santé, la sédition est maladie et la guerre civile la mort. Il y a en enfin les pacte et convention qui donnèrent le départ de ce corps politique qui s'apparentent aux paroles de Dieux dans la création »⁴⁶.

De la même manière, nous pouvons dire que George Gallup était imprégné d'un esprit démocratique en accord avec une modernité rationnelle. Si l'homme était la machine parfaite chez Hobbes, le Town meeting était la forme idéale de démocratie chez Gallup. De même, si chez Hobbes nous sommes dans l'ère de la mathématisation, Gallup fait partie de l'ère de l'information. Si la crainte, la mort, était incarnée dans la guerre civile chez Hobbes, le danger à vaincre chez Gallup se trouve dans l'incarnation du peuple dans un seul homme qui s'en

⁴⁴ Blondiaux, Loïc ; in *Hermès. Communication. Cognition. Politique* 2001, n° 31 p. 169

⁴⁵ « L'opinion publique d'avant le sondage n'est nullement un corps politique, mais la multitude déraisonnable et violente d'avant le Léviathan » Blondiaux : op.cit. p. 579. Par cette référence à Hobbes Loïc Blondiaux fait remarquer ce caractère mythique de l'opinion publique, mais il insiste aussi sur le double corps de cette opinion, que nous avons défini comme vision rationnelle et vision subjective de l'opinion publique et que nous avons mis en rapport, en suivant Elisabeth Noelle-Neumann, à partir des concepts de fonction manifeste et fonction latente.

⁴⁶ In Botella, Juan ; Cañeque Carlos et Gonzalo Eduardo (édit) ; *El pensamiento político en sus textos. De Platón a Marx*, Tecnos, Madrid 1994 p. 174

voudrait le représentant absolu. Le Town meeting⁴⁷ prend enfin chez l'inventeur des techniques de sondages la même valeur fondatrice que la parole de Dieu chez Hobbes : « *la large diffusion quotidienne des journaux qui rapportent les opinions des hommes politiques sur les enjeux du moment, la possession peu ou prou universelle de la radio, qui fait de la Nation tout entière un immense auditoire et, maintenant, l'avènement du référendum par échantillon qui fournit les moyens de déterminer rapidement la réaction du public au débat du moment, ont en effet créé un town meeting à l'échelle nationale* »⁴⁸

L'opinion publique a donc son mythe fondateur dans ce town meeting de la nouvelle Angleterre. Cette origine l'écarte finalement du concept ancien qui la rapprochait du contrôle social mais lui ouvre paradoxalement les portes pour devenir un outil de contrôle social.

2.3.- Les théories de la communication :

Nous avons introduit l'importance des sciences de la communication lorsque nous parlions de l'avènement de l'homme masse. Les Sciences de l'Information et de la Communication comme interdiscipline, s'appuient, selon Daniel Bougnoux sur le primat de la relation : « *Partout où il pénètre, le modèle communicationnel pose la relation avant les termes de celle-ci; il étudie non des choses mais des flux, et remplace la vision sectorisée et statique du monde par l'approche de sa complexité dynamique* »⁴⁹. C'est ainsi qu'un nombre important de chercheurs ont eu du mal à aborder l'opinion publique d'un point de vue communicationnel. On a longtemps différencié la communication research américaine et les études de la communication européennes. Comme le soulignent Armand et Michèle Mattelart « *Dès les années dix, la communication a, aux Etats-Unis, partie liée avec le projet de construction d'une science sociale sur des bases empiriques* »⁵⁰ par opposition à une sociologie européenne à caractère plus spéculatif. Nous avons cité tout à l'heure un passage de *De la démocratie en Amérique* qui pourrait illustrer la manière dont la sociologie américaine a abordé l'étude de la communication. Les journaux sont aux Etats-Unis l'équivalent de l'Assemblée Nationale en France, dans le sens où celle-ci avait créé par sa seule énonciation « une force invincible ».

⁴⁷ forme de prises de décisions qui se produisait dans la Nouvelle Angleterre à partir d'une assemblée où les habitants discutait ensemble et votait sur les questions concernant la communauté, selon la description, probablement un peu mytifier qu'en fait George Gallup lui-même.

⁴⁸ Gallup, George ; *Sondages d'opinion et démocratie*. Extrait de « Public Opinion in a democracy » in Hermès. Communication, cognition, politique, n°31, Opinion publique. Perspectives anglosaxonnes CNRS éditions 2001 p. 179

⁴⁹ Bougnoux, Daniel ; *Sciences de l'information et de la communication* ; Larousse, Paris 1993 p. 14

⁵⁰ Mattelart, Armand et Michèle ; *Histoire des théories de la communication* ; éditions La découverte, Paris 2002 p. 14

a) L'étude des mots versus l'étude du mot :

Le développement de la sociologie de la communication aux Etats-Unis correspond historiquement à l'éclosion de la sociologie et de la psychologie sociale en Europe. Cette éclosion que nous avons mise en rapport avec les impératifs d'une politique moderne répond aussi à des impératifs moraux. Raymond Aron explique ainsi le désir scientifique de Durkheim : *“La sociologie devait servir à fonder et reconstituer une morale qui puisse répondre aux exigences de l'esprit scientifique”*⁵¹. L'empirisme américain, en revanche, est davantage intéressé par la manière dont cette masse d'hommes atomisés est transformée en un acteur rationnel de la démocratie. La volonté de faire de la science une source de la moralité chez Durkheim est bien à l'opposé de la construction d'une science sociale sur des bases empiriques dont parlent Michèle et Armand Mattelart. L'idéologie, la culture ou bien la politique vont faire l'objet de cette sociologie spéculative européenne tandis qu'outre Atlantique on tiendra plutôt compte des systèmes de relations qui donnent forme à ces concepts.

L'idée d'une “mise en forme par la relation” sera développée par la cybernétique après la seconde guerre mondiale, mais l'image d'une société en constante interaction était présente dès le début du XXe siècle, tel que nous le voyons par exemple à partir de James Bryce. Bryce divise en quatre phases le passage qui se produit entre ce que maintenant nous appelons l'action et la réception dans la communication politique. Ce processus permet, tel qu'il l'explique lui-même, le passage d'une opinion commune, “ce que dit n'importe qui”, qui n'a aucune valeur politique et qui correspond à la première phase de la communication politique, à une opinion publique capable d'agir sur le gouvernement. Il prend bien soin, en outre, de préciser que son analyse s'applique aux Etats-Unis et à l'Angleterre, il ne généralise pas.

“Un homme d'affaires lit dans son journal (...) les événements de la veille (...) Ces faits éveillent dans son esprit des sentiments d'approbation ou de désapprobation (...) Il passe à l'article de fond du journal et ses sentiments et ses espérances sont confirmés s'il les trouve partagés par le journaliste (...) il cause avec un ou deux amis (...) il rencontre son associé et il trouve un tas de journaux sur lesquels il jette un coup d'oeil (...) C'est ainsi que dans l'après-midi son esprit commence à s'arrêter à une idée nette (...) Le journal du soir a réuni les opinions des journaux du matin (...) et l'opinion des esprits ordinaires, fluide et indéterminée jusqu'ici, a commencé de se

⁵¹ Aron, Raymond ; *Las etapas del pensamiento sociológico vol. II* ; ediciones siglo XXI, Buenos Aires 1985 p. 13

*crystalliser dans une masse solide. Voilà la seconde phase. Alors commencent les discussions et les controverses (...) L'effet des controverses est de faire abandonner aux partisans des deux côtés les arguments dont la faiblesse a été démontrée (...) Voilà la troisième phase. On arrive à la quatrième phase quand il faut agir (...) les pierres en saillie sont enfoncées, et on a une surface uniforme et lisse qui n'existait pas auparavant*⁵².

La communication de masses se montre ainsi comme un agent qui transforme l'hétérogénéité initiale en une "surface uniforme et lisse". C'est donc par l'effet des médias que la société atomisée de la modernité devient solide. Il ne s'agit donc pas d'étudier le mot mais de rendre compte des circulations des mots.

b) les effets des médias :

L'étude en communication de masses est alors divisible selon l'importance qu'on donne aux médias. Si l'on pense au texte de James Bryce, et c'est bien cela que le rend presque visionnaire, chacune des phases décrites correspond à une de formes d'approcher les médias qu'on verra se développer tout au long du XXème siècle. La première époque des études de communication en ce qui concerne la communication politique, s'arrêterait avant la seconde phase : le paradigme behavioriste appliqué aux médias nous offre une vision stimulus-réponse de ceux-ci. L'homme ordinaire étant percé par l'aiguille hypodermique que sont les médias : "*chaque individu est un atome isolé qui réagit, séparément aux autres individus, aux ordres et suggestions des médias de communication de masse*"⁵³ Une deuxième époque, caractérisée par la découverte du groupe primaire, nous permettrait d'arriver jusqu'à la troisième phase de Bryce, à partir surtout des études de la propagande de Laswell. La découverte de la cybernétique nous permet d'entrer enfin dans la quatrième phase : un moment où les médias sont perçus comme ayant des effets limités. Nous voyons une sorte de rétroalimentation entre l'action et la réception mise en avant par exemple par la théorie des "usages et gratifications".

Les études de la communication ont été en outre, jusqu'à la fin des années 60, partagées entre la communication et l'interaction. Une partie des chercheurs se sont centrés sur l'étude des interactions communicatives à partir de l'école de Chicago, tandis que d'autres chercheurs ont voulu voir les "fonctions des médias". Il s'agit du même clivage auquel s'était affrontée l'étude de l'opinion publique : le corps social semble dans la modernité être divisé

⁵² Bryce, James ; *Le gouvernement par l'opinion publique* extrait de La République américaine in Hermès n°31, 2001 pp. 159-166

⁵³ Wolf, Mauro ; *La investigación de la comunicación de masas. Crítica y perspectivas*, Paidós 1987 p.27

entre la sphère sociale et la sphère médiatique, le problème principal étant de trouver un modèle pour le mettre en rapport. Le concept de culture dans les premiers moments de la pragmatique de l'école de Chicago exprime bien cette problématique en montrant que *“la culture c'est à la fois un corps de coutumes et de croyances et un corps d'artefacts et d'outils ou de dispositifs technologiques”*⁵⁴ tandis qu'à la fin des années 70 l'anthropologue Clifford Geertz définit la culture comme étant *“un réseau complexe de significations”*⁵⁵.

Les médias comme institutions qui diffusent ces significations récupèrent un pouvoir important mais un pouvoir toujours subordonné, soumis à la croyance commune autour de ces significations. La pragmatique et l'étude des médias se retrouvent ainsi dans ce que nous appelons les Sciences de l'Information et de la Communication sous la méthode que défend Daniel Bounoux consistant à *“surmonter le divorce qui s'élargit depuis le XIX siècle entre trois formes de culture : la littéraire, la scientifico-technique et la culture de masse”*⁵⁶

2.4.- La spirale du silence (rupture du mythe)

Nous pourrions placer dans les années 60 le moment où cette interdiscipline commence vraiment à se développer. D'un côté les études de l'école de Chicago et les ouvrages de Goffman font le point sur une approche interactive de la communication. On analyse la communication d'une manière pluridisciplinaire qui se caractérise par une observation *« de la succession de messages replacés dans le contexte horizontal (la séquence des messages successifs) et dans le contexte vertical (la relation entre les éléments et le système) il est possible de dégager une logique de la communication »*⁵⁷, ce qui va permettre de penser les processus de communication comme interactions.

⁵⁴ Mattelart, Armand et Michèle : 2002, op. Cit p. 16

⁵⁵ Ibid. Clifford Geertz développe par ailleurs les implications de cette approche sémiotique de la culture en mettant en rapport culture et idéologie. Il montre ainsi l'existence d'une complémentarité entre la culture et l'idéologie : *« les idéologies commencent à devenir des faits décisifs en tant que sources de signification et d'attitudes sociopolitiques, lorsque ni les orientations culturelles les plus générales d'une société ni ses orientations les plus « pragmatiques » et positives arrivent à offrir une image adéquate du procès politique »* in Geertz, Clifford ; *La interpretación de las culturas*, Gedisa, Barcelona 1998 Chap. 8 : La ideología como sistema cultural, pp. 171-202

⁵⁶ Bounoux, Daniel : 1993, op. Cit p. 17

⁵⁷ Mattelart, Armand et Michèle : 2002, op. Cit. p. 38

En suivant cette ligne, on peut situer la théorie de « la spirale du silence » d'Elisabeth Noelle-Neumann. L'essentiel de cette théorie s'appuie sur le constat que les individus font constamment attention aux opinions de leur entourage : « *comme la chose la plus naturelle du monde, entre le 80 et le 90 pour cent d'un échantillon représentatif de la population de plus de seize ans nous donnait son point de vue sur les opinions des gens de son entourage* », s'étonnait Noelle-Neumann, lorsqu'elle commençait son travail sur l'opinion publique au milieu des années 70⁵⁸. « La spirale du silence » permet ainsi, en partant de la vérification d'une forme de lien social « naturel » entre les individus, d'envisager l'étude de l'opinion publique sous forme d'interaction, mais en redonnant le caractère symbolique de la communication aux langages (politique en ce qui nous concerne) et la capacité d'agir à l'individu, et non plus à la masse, au groupe ou au public. Au niveau micro, la spirale du silence s'accorde donc avec l'interaction de Goffman car, de même que l'homme Goffmannien gère ses impressions en fonction du contexte⁵⁹, l'individu est attentif chez Noelle-Neumann aux perceptions des autres individus qui l'entourent. Au niveau macro, la spirale du silence fait apparaître l'opinion publique des sondages comme une illusion démocratique qui sert à légitimer un système poliarchique⁶⁰, car elle ne fait pas référence à ce processus de perception de l'entourage mais à une réalisation de l'opinion publique « *au sens où réaliser signifie faire exister à titre de réalité concrète ce qui n'existait que dans l'esprit, ou faire correspondre une chose à une idée, à un mot* »⁶¹.

Le mythe est donc dépassable. L'opinion publique est d'après le travail de Noelle-Neumann une institution qui relie l'individu au symbolique : la capacité d'être attentif aux opinions des autres ne peut s'expliquer qu'à partir du réel, de ce que nous pourrions appeler une caractéristique humaine de sociabilité. Mais cela implique aussi l'existence d'un sentiment d'appartenance à cet entourage, et ce n'est possible qu'à partir du symbolique. C'est ainsi que l'opinion publique est définie comme « *des opinions controversées qui peuvent être exprimées en public sans pour autant que leur porteur se trouve isolés* »⁶². Pour être controversée, une opinion doit défier des opinions établies, des institutions. Les processus

⁵⁸ Noelle-Neumann, Elisabeth : 1995, op. Cit p. 28

⁵⁹ Goffman, Erving ; *La presentación de la persona en la vida cotidiana*, Amorrortu, Buenos Aires, pp. 223-270

⁶⁰ La Polyarchie est définie par Robert Dahl comme étant la forme d'articulation qu'ont prise les démocraties libérales. Il s'agit de distinguer la démocratie comme idéal politique et la forme réelle que cet idéal prend en pratique. Dahl, Robert A. *La Poliarquia. Participación y oposición* ; Tecnos, Madrid 1997. En outre, la Polyarchie est présentée comme un système fortement dépendant de la croyance en son fonctionnement participatif. Ce qui expliquerait le besoin des autorités de promulguer des formes de « pseudo-participation » comme, par exemple, les sondages.

⁶¹ Blondiaux, Loïc : op. Cit p. 15

⁶² Noelle-Neumann, Elisabeth : 1995, op. Cit p. 88. La peur à l'isolement fait l'autre caractéristique de la spirale du silence. Il s'agit du mécanisme psychologique qui expliquerait ce besoin d'être attentif aux opinions de l'entourage. Nous reprendrons ce concept dans notre troisième partie.

d'opinion publique ont donc besoin d'un élément symbolique qui rende possible la prise de position pour l'une ou l'autre des bandes en conflit. Nous retournons ainsi à l'opinion publique d'avant la modernité, mais le caractère démocratique des sociétés modernes devait permettre que cette relation ne soit pas faite à partir d'explications mythiques, ou religieuses mais de discussions politiques.

Cette théorie est encadrée finalement dans un modèle communicationnel plus large, qu'on appelle l'agenda setting. Les médias produisent le langage nécessaire pour le déclenchement des processus d'opinion publique à partir de l'interaction entre plusieurs agendas.⁶³ La mise en rapport entre le modèle de l'agenda setting et la théorie de la spirale du silence permet de définir notre paradigme conceptuel. Il nous reste à définir enfin le langage politique qui, à notre avis, se présente comme étant capable d'assurer cette médiation entre interaction sociale et communication politique.

⁶³ Nous trouvons une explication critique du modèle de l'agenda setting dans l'ouvrage déjà cité de Mauro Wolf, spécialement en ce qui concerne les aspects méthodologiques d'une analyse qui s'appuie sur le modèle de l'agenda setting. Selon Wolf, il ne suffit pas de tenir compte du nombre de fois où un même thème est abordé dans les médias, mais il faut aussi faire attention au genre de média et surtout à la manière dont l'événement est présenté, c'est-à-dire le discours. Wolf, Mauro : 1987 op. Cit. Pp. 163-196

3.- La théorie républicaine

La théorie républicaine “*C’est une doctrine pragmatique qui assigne à l’état et, en particulier aux autorités étatiques, la tâche de promouvoir la liberté comme non-domination*”⁶⁴. A partir de cette définition, nous allons aborder ici les trois points principaux de cette doctrine : la distinction entre le consensus et la discussion, le problème de la liberté et la forme du système politique. Nous relevons ces trois points suite aux trois axes contenus dans la définition : la théorie est pragmatique, c’est-à-dire capable de se mettre en question ; elle cherche à promouvoir un certain type de liberté, donc elle soulève le problème de la liberté; elle fait cela à partir des autorités étatiques, donc du système politique.

Force est de faire une précision en ce qui concerne ces autorités étatiques. Notre objet d’étude étant l’Europe, l’idée d’État est certainement conflictuelle. L’Europe n’est pas un état et encore, nous croyons qu’elle ne doit pas l’être. Néanmoins, la notion d’État constitue une partie importante de la doctrine républicaine. Nous croyons pouvoir dépasser cette contradiction de deux manières : d’un côté il est possible de focaliser l’importance de l’état sur l’existence d’une autorité, quelque soit la forme qu’elle prend. D’un autre côté le républicanisme est aussi l’application d’un langage politique :

“...toute philosophie politique cherche un langage qui, d’une manière idéale, accomplisse deux tâches. La première consiste à se borner à des distinctions conceptuelles et règles d’inférence pour lesquelles personne dans la communauté ne possède de raisons sérieuses de les refuser (...) Autrement dit, le langage connecte avec des icônes et des paradigmes intellectuels communément reconnus dans la société. La deuxième consiste à offrir un moyen qui habilite tous les membres d’une société, quelle qu’elle soit leur provenance, à donner une articulation satisfaisante entre ses offenses et ses objectifs. Ce langage, de manière idéale, permet d’exprimer la différence en même temps que l’appartenance”.⁶⁵

Il est donc le mélange entre une doctrine républicaine et un langage politique républicain qui peut permettre de donner une forme, en accord avec la théorie républicaine, à des autorités autres que celles d’un État Nation. Nous y reviendrons lors de nos deuxième et troisième parties quand nous allons essayer de montrer comment l’équilibre réflexif entre intuitions morales et langage politique peut se produire effectivement à partir des processus d’opinion publique.

⁶⁴ Pettit, Philip ; *Republicanism. Una teoría sobre la libertad y el gobierno*, Paidós, Barcelona 1999 p.270

L'impératif de l'équilibre réflexif est l'autre précision à faire avant d'entamer la description de la théorie républicaine. Il s'agit d'un des "desiderata" que toute théorie normative doit accomplir afin de ne pas devenir hégémonique. Il se réfère à la relation entre le réel de l'individu, qu'on peut appeler intuition morale, et le symbolique qui se trouve dans les institutions. Lorsqu'une théorie se prétend normative, elle doit être capable de modifier certaines intuitions morales (par exemple le racisme) mais elle doit aussi pouvoir être modifiée par certaines de ces intuitions (par exemple le désir de privacité)⁶⁶. Ce discours est critiqué par Pierre Rosanvallon comme étant une "illusion procédurale" qui, par une revitalisation juridique, viderait de sens le fait politique. C'est ainsi qu'il met cette forme d'illusion au centre du débat entre communautaristes et libéraux. Il nous paraît néanmoins possible de profiter cette remarque de Pierre Rosanvallon pour insister encore une fois sur l'importance des processus d'opinion publique. Car l'établissement d'une sorte de "procéduralisme républicain" serait certainement un danger pour la démocratie: "*l'institution d'un ordre politique ne saurait se passer d'une mise en commun des valeurs, et elle peut encore moins faire l'économie d'une figuration de l'être ensemble. Elle implique dans tous les cas que les individus puissent donner sens aux mots*"⁶⁷.

Notre conception de la théorie républicaine, qui est tirée de Philippe Pettit, ainsi que la défense d'une opinion publique comme forme d'interaction sociale, devrait nous autoriser à traiter cette relation procédurale comme un des mécanismes de mise en commun des valeurs qui permettent une "figuration de l'être ensemble". Ce serait par l'intégration de ces intuitions morales sous forme d'opinion publique que la production d'un espace public pourrait être possible. C'est donc afin de remplir de sens cet espace public que la défense d'une théorie républicaine nous paraît essentielle.

⁶⁵ Ibid. p. 175

⁶⁶ Les intuitions morales sont, selon John Rawls, une forme spéciale de faits qui proviennent de processus très compliqués d'évolution culturelle et d'évolution biologique. C'est à partir de ces faits qu'on peut, dans les théories normatives, établir la relation que les théories positives peuvent établir avec les faits bruts. Les intuitions morales nous empêchent de tomber dans l'illusion naturaliste, sans pour autant nier la possibilité d'un équilibre réflexif. Cette discussion se trouve dans : Domènech, Antoni ; *ocho desiderata metodológicos de las teorías sociales normativas*, in Isegoría n°18, 1998 pp. 115-141

⁶⁷ Rosanvallon : 1998, op. Cit p. 439

3.1.- Le problème de la liberté

Nous comprenons la liberté républicaine, à l'instar de Philip Pettit, comme l'exercice de la non-domination. Cette forme de liberté permet de dépasser les clivages entre liberté des modernes et liberté des anciens, ou bien liberté positive et liberté négative. Nous pouvons dire alors que la liberté républicaine est négative parce qu'elle a besoin de l'absence de domination pour exister, mais elle est aussi positive, puisque l'absence d'interférences arbitraires ne lui suffit pas, car l'individu doit avoir aussi la sécurité de ne pas pouvoir être victime d'une interférence arbitraire. L'absence d'interférences fait référence à une liberté comprise comme le maximum d'options possible, tandis que la non-domination fait référence à la qualité de ces options. Nous disons ainsi que quelqu'un domine lorsque « 1) il a la capacité d'interférence 2) d'une manière arbitraire 2) dans des actions qu'autrui puisse réaliser »⁶⁸ Cet agent dominant ne doit pas être forcément individuel, il peut très bien s'agir d'un agent collectif, comme on le verra plus tard en nous référant à la "tyranie de la majorité".

La non-domination ne peut alors s'exercer qu'en présence d'autrui, la liberté étant ainsi un idéal social. La non-domination devient alors, une source de pouvoir, car elle donne à l'individu la possibilité de planifier, de décider de son avenir, mais aussi une forme identitaire, puisqu'elle doit exister et être perçue comme existante par toute la communauté. Cette connaissance commune autour de la non-domination, c'est ce qui permet aux individus une situation d'égalité que la liberté, comprise comme absence d'interférences, ne peut pas rendre propice. Elle est également ce qui maintient le dialogue entre intuitions morales et institutions juridiques, éloigné de l'illusion procédurale dont on parlait tout à l'heure.

Nous rejoignons ainsi le problème majeur de la postmodernité : celui qui touche l'individualisme. C'est en ce sens que la doctrine républicaine devient tout à fait moderne. D'un côté elle défend une recherche identitaire, une identité qui passe, selon Charles Taylor, par l'authenticité : l'idéal d'authenticité de Taylor est, à l'image de la liberté républicaine un idéal social dépendant de processus dialogiques : "*Je ne peux pas découvrir isolément mon identité : je la négocie dans un dialogue, en partie extérieur, en partie intérieur avec l'autre*"⁶⁹. Cette authenticité permet au philosophe canadien de dépasser "l'hédonisme post-moderne", car si l'authenticité est un idéal inscrit dans une quête identitaire, il réclame au même titre l'existence de l'autre, cette existence comprise comme une existence républicaine : "*Si être authentique, c'est être sincère avec soi-même, retrouver son propre sentiment de*

⁶⁸ Pettit, Philip : 1999 op. Cit P.78

⁶⁹ Taylor, Charles ; *Le malaise de la modernité*, Les éditions du serf, Paris 2002 p.56

*l'existence, nous ne pouvons alors y parvenir pleinement qu'en reconnaissant que ce sentiment nous relie à un tout plus vaste*⁷⁰. L'autre existe ici, en tant que tout plus vaste et c'est ici que le républicanisme, l'authenticité et la démocratie se trouvent et que l'individualisme post-moderne, compris comme une recherche identitaire négative, est mis en cause :

L'authenticité, nous dit Taylor, affleure après un dialogue intérieur et extérieur avec l'autre. C'est bien ce dialogue intérieur avec l'autre qui met en cause l'individualisme post-moderne. Certes, l'autre ne peut être en moi qu'à travers le symbolique, et celui-ci n'est intérieur que sous forme d'imaginaire. Mais c'est bien cela que nous comprenons comme "sentiment de nous relier à un tout plus vaste". C'est bien l'existence d'un "imaginaire collectif"⁷¹ qui rend possible le dialogue intérieur avec l'autre, et cet imaginaire ne peut se produire qu'en contact avec autrui : "*un discours qui est mien est un discours qui a nié le discours de l'autre; qui l'a nié, non pas nécessairement dans son contenu, mais en tant qu'il est discours de l'autre*"⁷². Mais si nous en restons là, nous sommes du côté du communitarisme, de la religion, du nationalisme, de tout ce qui pourrait relever de ce lien primaire dont avait déjà parlé Tönnies. C'est bien pour cela que Taylor parle d'un dialogue à la fois intérieur et extérieur. C'est la partie extérieure de ce dialogue qui est rendue possible par la doctrine républicaine.

Nous l'avons vu plus haut, la liberté républicaine ne peut exister que si elle est reconnue comme telle par une communauté, mais nous le savons aussi, cette communauté ne forme jamais un huis-clos, elle est évolutive. C'est l'exercice de cette évolution qui donne lieu à ce que Philippe Petit appelle la civilisation républicaine. Nous pourrions peut-être dire aussi, une société d'individus en quête de l'authenticité. Le langage républicain prend la place donc de l'universel dont nous avons besoin pour construire un espace public. Mais il n'y a évidemment pas que du langage politique dans cet espace, Taylor lui-même se réfère à l'art ou à la littérature.

⁷⁰ Ibid. p.97

⁷¹ Ibid. p. 44 : « Me définir consiste à chercher ce qui est significatif dans ma différence avec les autres » et un peu plus loin : « il est possible que 3732 (mon numéro de cheveux) soit un numéro sacré dans une société donnée, et il peut alors être significatif d'avoir ce nombre de cheveux ; mais pour en arriver là, il faut établir un lien avec le sacré »

⁷² Castoriadis, Cornelius : 1975, op. Cit p. 153

Le danger reste de confondre ce langage avec l'appartenance universelle à une même société politique, ce qui reviendrait à l'impossibilité de reconnaître l'étranger. C'est ici qu'entre en jeu le caractère réflexif de la théorie républicaine. L'égalité n'est pas la conséquence d'un contrat, c'est le but vers le quel tend la non-domination, car si la non-domination était la cause de l'égalité, alors celle-là deviendrait une forme de domination. C'est bien ici que l'authenticité et le républicanisme se trouvent pour dépasser la relation causale, que nous trouvons par exemple dans les théories utilitaristes, et ce faisant, l'individu en tant qu'acteur social retrouve sa place, retrouve son rôle dans un système démocratique : *“Si(...) l'accent est mis sur l'individu, la famille ou le groupe local et sur leurs efforts de transformation, qui suppose à la fois continuité et discontinuité, intégration à une société nouvelle et préservation d'une identité culturelle, les résultats sont meilleurs”*⁷³, nous dit Alain Touraine à propos de l'intégration des étrangers à une démocratie. Nous arrivons ainsi, à partir d'Alain Touraine, à ce qui permet de relier la non-domination au système politique : la liberté comme non-domination est un bien personnel, qui se trouve dans les institutions politiques sans pouvoir reposer entre les mains des individus et elle est, finalement, un objectif à promouvoir par les institutions et non une restriction à observer.

3.2.- Le système politique

La fonction d'un système politique consiste à subordonner l'unité de l'Etat aux rapports de forces qui existent dans une société. La démocratie comme système politique devient alors ce mécanisme permettant le rapport de forces, mais elle est aussi l'expression d'une attente jamais pleinement satisfaite,⁷⁴ ce qui nous permet d'identifier l'objectif principal de la démocratie comme étant *“de permettre aux individus, aux groupes et aux collectivités de devenir des sujets libres”*⁷⁵. Si nous interprétons cette liberté sous sa forme républicaine, la démocratie tel qu'elle est décrite par Alain Touraine permet de rendre évidente l'une des propositions du républicanisme défendu par Philippe Pettit à savoir, que la doctrine républicaine n'est pas forcément opposée à une monarchie parlementaire. Le système politique dans une république étant le système que permet de développer le constitutionalisme républicain à partir de trois impératifs : 1) l'existence d'une base potentielle pour la discussion et la prise de décisions 2) un canal, ou voix, qui permet de rendre ces discussions audibles et 3) un espace adéquat pour le déroulement de ces discussions; ce qui revient à parler d'une démocratie délibérative.

⁷³ Touraine, Alain ; *Qu'est ce que la démocratie ?* Fayard, Paris 1994 p.235

⁷⁴ Cette distinction est faite dans l'article « La Démocratie » par Patrice Gueniffey in Duclert, Vincent et Prochason Christophe (sous la direction de) ; *Dictionnaire critique de la République*, Flammarion 2002 p.155

La « *démocratie délibérative est un procès qui ne donne aucune place à la volonté* »⁷⁶, de manière à ce que les peurs républicaines autour de la « Tyrannie de l'opinion » soient écartées. Autrement, la démocratie risquerait de se corrompre : « *La démocratie se corrompt et est désorientée, aussi bien quand le système politique envahit la société civile et l'État que lorsqu'il est détruit par un État qui prétend être en relation directe avec le peuple ou qui se présente comme l'expression directe des demandes sociales* »⁷⁷. Nous rejoignons notre discussion sur la présentation des sondages d'opinion publique comme formes de participation politique. C'est au moment où cette corruption apparaît que la démocratie, comme processus de délibération, devient un processus de consensus et s'écarte donc des idéaux républicains. Dans ce cas là, l'égalité serait, dans le meilleur des cas, la conséquence de la démocratie, le fruit donc d'une relation causale, ce qui l'écarte de l'idéal républicain.

Nous n'avons pas la possibilité (spatiale et intellectuelle) de définir ici les caractéristiques d'un système démocratique, exercice qui fait par ailleurs, partie des recherches académiques depuis les années 20. Nous nous contenterons de souligner la description classique de Robert A. Dahl de la poliarchie. L'auteur américain élabore une typologie des régimes démocratiques en fonction d'un axe représentativité et participation politique/ discussion publique et libéralisation, la Poliarchie étant le régime qui cumule le maximum des deux pôles. Hormis les avantages opérationnels de la théorie de Dahl, le terme poliarchie rend possible de compléter la relation entre république, démocratie et régime politique. Nous disons ainsi que la doctrine républicaine peut se développer dans un régime Poliarchique (dont la distinction entre Monarchie et république n'est pas une caractéristique déterminante) et sous un système de démocratie délibérative.

En introduisant le terme de démocratie délibérative, nous faisons entrer la théorie républicaine dans les sociétés de l'information. D'abord par la symbolique du concept : dans la démocratie délibérative, la légitimité d'une décision est le fruit d'un processus, n'en est pas le résultat, ce qui s'accorde à une société de transferts d'informations, de recherche d'identité, d'effacement des frontières... une société évolutive, finalement moderne. Ensuite, la démocratie délibérative insère l'action politique dans ce que Thompson appelle l'espace de la visibilité, caractérisé comme étant une nouvelle forme de propriété publique,⁷⁸ et soutenu par les médias. La description de cet espace fera l'objet de notre deuxième partie, mais l'introduire comme un espace pour la démocratie délibérative nous permet d'aborder la

⁷⁵ Touraine, Alain : 1994, op. Cit p.308

⁷⁶ Pettit, Philip : 1999, op. Cit p. 262

⁷⁷ Touraine, Alain : 1994, op. Cit p.158

⁷⁸ Thompson, John. B : 1998, op.Cit p. 316

troisième question républicaine que nous voulions traiter, c'est à dire la distinction entre consensus et discussion.

3.3.- Le consensus et la discussion

Le seul moyen d'éviter qu'une interférence exercée par l'Etat soit arbitraire, consiste à pouvoir activer des discussions publiques. Le consensus, par contre, n'assure pas la non-domination s'il n'est pas possible de le mettre constamment en question. Il peut y avoir des dominés qui considèrent leur situation comme étant une situation naturelle. Le caractère pragmatique de la liberté républicaine oblige aussi l'idéal de liberté à se confronter constamment avec la réalité plutôt qu'à être fidèle à soi-même. Ce n'est donc que par la discussion que cette confrontation est possible, discussion qui s'active, à son tour, du fait que certaines communautés ou individus vont réclamer l'accès à une forme de non-domination dont ils ne jouissent pas encore.

Nous avons déjà fortement insisté sur l'idée de conflit pour en reprendre ici la défense. Le conflit fait partie intégrante de la doctrine républicaine et sans conflit, il n'est pas possible de produire les processus de délibération nécessaires pour la démocratie délibérative. Mais ce qui nous intéresse, c'est la relation entre le consensus et l'Etat Nation. Si l'origine de la démocratie a été de donner au peuple la capacité de s'auto-gouverner, celui de l'Etat Nation, a été, entre autres, d'assurer le consensus par l'unité des citoyens. En reliant la démocratie à l'Etat Nation, celle-ci est devenue ensuite la source de ce consensus. Nous l'avons défini comme l'idée d'utilité commune. Lorsqu'une partie importante du processus délibératif est produite à partir des médias, comment faire pour que ceux-ci ne deviennent pas la source de ce consensus exercé auparavant par l'Etat ? C'est ici que beaucoup d'études en communication politique placent leur intérêt. Mais c'est ici que la politique institutionnelle reprend, à nouveau, son souffle.

Encore une fois, quand la liberté est une conséquence, la cause de celle-ci est une source de domination. En ce qui nous concerne, quand la discussion est une conséquence, sa cause est un agent dominateur. Le consensus comme processus délibératif est donc une forme de liberté, il fait partie de la doctrine républicaine ; si le consensus, par contre, est le résultat direct d'une situation de conflit, nous ne pouvons pas parler de liberté républicaine. C'est ici que nous voulons faire la première référence au corpus que nous avons analysé : les informations portant sur l'Europe pendant trois moments de crise. Nous voulions ainsi en dégager les processus de discussion. Nous voyons l'Europe comme une construction à faire

susceptible de produire une doctrine républicaine, elle est aussi une institution à priori capable d'exercer un contrepois face aux médias.

Deux choses sautent aux yeux lorsque nous regardons l'évolution historique de l'UE : en premier lieu elle a été, depuis ses origines, conçue en tant que conséquence de quelque chose, plus précisément comme une manière de surmonter des crises économiques, ce qui redonne encore plus d'importance à l'assertion de Jean Monet selon laquelle, si l'UE était à refaire, nous devrions commencer par la culture ⁷⁹. En deuxième lieu, les consensus acquis au sein de l'Europe après des situations de crise ont été souvent le fruit de négociations, la plupart du temps économiques, qui ont donné à l'UE une forme contractuelle.

Cela pourrait nous amener à dire que l'identité européenne est faible. Cette possible identité dans un espace médiatique européen, espace que nous allons étudier à partir du concept de visibilité dans la deuxième partie, fera donc l'objet de notre troisième partie.

⁷⁹ in Shlesinger, Philip ; *Media, State and Nation*, Sage, Londres 1991 p. 141

II.- L'espace public visible

Nous avons discuté jusqu'ici de la relation entre l'opinion publique et l'Etat Nation. C'est ainsi que l'apparition d'un espace médiatique à mi-chemin entre la sphère sociale et la sphère publique s'avérait comme une caractéristique importante de la modernité. L'espace public, disait Arendt, c'est l'espace pour la liberté, par opposition à la sphère privée où l'individu est soumis à ses besoins. Dans la description d'Habermas de la naissance de l'espace public moderne, la liberté prend la forme d'une liberté autodéterminée et Max Weber avait déjà fait le point sur l'importance du protestantisme pour la valorisation de la réussite terrestre. Ce qui est commun à Weber, Arendt et Habermas est l'importance que prend l'individu, par rapport à la vie éternelle chez le premier, par rapport à la vie contemplative chez la deuxième, par rapport au pouvoir divin chez le troisième. L'espace public moderne est ainsi la conséquence logique de l'humanisme, autrement dit, de l'importance donnée à l'homme, à l'individu. Mais cette même définition de l'espace public moderne, implique également le versant opposé. On trouve chez ces trois auteurs les craintes de la modernité : la cage bureaucratique chez Weber, l'aliénation de l'individu chez Arendt ou bien une nouvelle forme de publicité féodale chez Habermas ne sont que des formulations différentes, vues à travers des perspectives différentes, du problème qui s'était déjà avéré comme primordial durant le XIXème siècle et qui désormais se trouve au centre de la problématique de l'espace public: quelle doit être la forme de la liberté individuelle dans un espace partagé entre sujets égaux en droits? La manière dont la théorie républicaine affronte ce problème à déjà été discutée. Il s'agit maintenant d'observer le rapport entre cette théorie et l'espace où elle se fait visible.

Nous appelons « espace pour la visibilité » l'ensemble des médias qui rendent possible l'existence des événements et des malaises sociaux, entre autres. En utilisant le modèle de *l'agenda setting*, on va voir dans les médias une construction continue de la réalité. Il nous paraît difficile de pouvoir parler de l'influence médiatique sans prendre en compte une certaine continuité temporelle. Les médias produisent leurs informations, non seulement à partir de ce qu'ils vont dire, mais aussi à partir de ce qui a déjà été dit. L'insertion de rubriques ainsi que la répétition de quelques formes discursives en font état. Patrick Champagne nous parle, par exemple, de la durée d'un conflit social⁸⁰. L'espace de la visibilité n'est pas seulement un espace pour l'existence des événements mais aussi pour

l'évolution temporelle du monde. Force est de remarquer la ressemblance entre cette forme de temporalité et la continuité qui, aux yeux d'Arendt, représentait la sphère publique grecque.

Cette temporalité est soumise d'un côté à l'intérêt des médias (ce que nous disait Champagne), et de l'autre aux caractéristiques propres à chaque média⁸⁰. Ce caractère historique, qu'on avait vu à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001 (notamment la fameuse « Une » de *Libération*) s'accorde à notre propre temporalité en tant qu'individus. Une première caractéristique de notre espace médiatique est alors compréhensible à partir du rôle des journalistes : les journalistes qui produisent les informations possèdent eux mêmes certains modèles compréhensifs mais en même temps ils créent, en produisant des informations, les traces pour de nouveaux modèles⁸², ce qui met le processus par lequel les médias produisent les informations, au centre de la problématique de l'espace pour la visibilité.

La visibilité est aussi une forme de représentation de l'autre. Si l'on prend compte de la définition de la conscience de Nicholas Humpfrey⁸³ selon laquelle notre caractère social est déterminé par notre capacité à pouvoir ressentir ce que d'autres ressentent, les médias, (et ce n'est pas seulement une caractéristique de la communication de masse) ne sont pas seulement une institution constitutive, mais aussi nécessaire, de l'espace public. Néanmoins, de même que pour qu'il soit possible de discuter, il faut qu'une langue soit partagée et comprise par la communauté qui la parle, l'espace visible dans une république doit être soumis à un certain nombre de contraintes afin qu'il puisse être accessible à tous ses habitants. Cette accessibilité ne doit pas seulement être de parole, mais aussi de compréhension.

⁸⁰ Champagne, Patrick ; La construction médiatique des « malaises sociaux » ; in Actes de la recherche en Sciences Sociales ; 1991 pp. 64-75

⁸¹ Andrea Semprini décrit l'influence du direct dans la temporalité télévisée et comment cela doit, à son tour, influencer la perception que nous avons des événements : le direct produit un effet de réel mais pour cela, il découpe le réel en morceaux de temps comme s'il n'existait que trois minutes par jour. Semprini, Andrea ; *CNN et la mondialisation de l'imaginaire* ; CNRS éditions, Paris 2000

⁸² Le modèle est un concept créé par Teun Van Dijk, qui rend compte du mécanisme par lequel un texte ou un événement est appréhendé par les individus. Les modèles sont formés par des conceptions très simples qui se déclenchent dès que nous nous trouvons face à un fait qui en demande la participation pour que l'on puisse l'appréhender : « Nous disons que nous avons compris un texte lorsque nous sommes capables de construire un modèle (partiel) pour ce texte. De même, durant la production d'un discours, l'être humain active ou bien forme un nouveau modèle qui utilise comme base pour son texte ou son acte de parole » Van Dijk, T ; *Racismo y analisis crítico de los medios* ; Paidós, Barcelona 1997 P. 262. Nous trouvons ici un exemple très clair pour montrer comment, dès que nous analysons un discours, nous sommes en train d'analyser aussi les traces des autres discours contemporains. Nous aborderons cela dans notre troisième partie, notamment en faisant référence à Michel Foucault.

⁸³ Humpfrey, Nicholas ; *La mirada interior* ; Alianza editorial, Madrid 1993

Nous sommes obligés de parler d'un "espace public médiatisé" selon Dominique Wolton⁸⁴, totalement différent de l'espace public qui était apparu au XVIII^e siècle. Une des problématiques de cet espace, selon Dominique Wolton, réside dans le fait que l'information, la communication et l'action s'y trouvent mêlées. La communication est plus que jamais action et l'information devient sa réalisation. L'homme politique parle, les sondages recueillent les opinions, les médias les affichent et, voilà que l'on parle d'action politique. On y retrouve le mythe dont on parlait tout à l'heure, ce qui revient à dire, l'anéantissement de la communication politique. Le même schéma serait valable aussi pour les manifestations, puisque tel que le décrit Patrick Champagne, il n'y a d'événement que s'il apparaît dans les médias. Les exemples sont infinis. La contradiction réside néanmoins dans le fait que personne ne doute de l'importance de l'information pour le déroulement de la démocratie de masse.

Philip Pettit explique la condition pour que l'espace médiatique puisse fonctionner en tant qu'espace délibératif : la république doit être capable d'assurer l'indépendance et la pluralité des médias. Wolton nous rappelait la même chose dans l'article déjà cité: *"il n'y a pas d'espace public sans règles, et sans respect de certains principes d'intérêt public (...) Pourquoi l'idée de l'intérêt général disparaît-elle au moment où l'on reconnaît le rôle déterminant des médias et de l'opinion publique dans l'espace public?"*⁸⁵

Si la pluralité est assurée, les différentes positions politiques pourront alors être exprimées. Le conflit sera visible et les processus d'intégration pourront avoir lieu. Notre intérêt réside alors dans la tentative de montrer comment la séparation entre opinion publique et espace de la visibilité est possible à partir de la communication politique.

⁸⁴ Wolton, Dominique ; *Les contradictions de l'espace public médiatisé* in Hermès n°10 1991

⁸⁵ Ibid. p. 101

1.- L'opinion publique républicaine :

La conception de la liberté, comprise sous la forme de la non-domination, demande que tous les individus soient sûrs qu'aucune interférence arbitraire ne peut les atteindre, mais il faut aussi qu'ils reconnaissent chez les autres individus la même situation: *“Pour que quelque chose se produise effectivement dans la vie publique, il faut: 1. Qu'elle se produise effectivement. 2. Que je crois qu'elle se produit. 3. Que je crois qu'autrui croit qu'elle se produit, et ainsi de suite...”*⁸⁶ L'espace public républicain sera soumis alors à ses propres représentations et à la manière dont les individus les vivent. C'est en ce sens qu'on interprète la question que Jürgen Habermas se pose au début d' *“Après l'Etat nation”*: *“Les communautés politiques constituent-elles une identité collective au-delà des frontières d'une nation, et sont-elles de ce fait capables de satisfaire aux conditions de légitimité d'une démocratie post-nationale?”*⁸⁷ Il y répond lui-même à partir de deux axes : d'un côté l'espace public local, de l'autre un espace public européen, sous la forme de ce qu'il appelle le patriotisme constitutionnel, plus finement décrit, à notre avis, par Philip Pettit comme une civilisation républicaine. C'est à partir de ce concept de civilisation républicaine que le langage républicain peut être capable de reformuler l'espace public.

Le patriotisme constitutionnel serait, à notre avis, une conséquence de la civilisation, ce qui pourrait le faire tomber effectivement dans une sorte de procéduralisme. La civilisation républicaine fait référence, en revanche, à une situation où les lois qui agissent sur la communauté sont issues d'un dialogue entre la théorie normative (républicaine) et les intuitions morales des individus. C'est seulement une fois que ce dialogue est assuré que le patriotisme constitutionnel est possible, et peut-être même désirable. Notre conception de l'opinion publique devient ainsi une opinion publique républicaine lorsqu'elle se présente sous forme de processus d'interaction sociale (le cas de la spirale du silence). Ce processus trouve appui néanmoins dans des assertions axiologiques produites dans le territoire politique. Cette opinion publique républicaine, en dialogue avec le territoire politique, est par la suite capable de se substituer à l'Etat Nation comme porteuse d'identité.

La participation des processus d'opinion publique dans la production d'un espace public européen se heurte alors à au moins deux problèmes importants. D'abord nous devons pouvoir justifier un certain degré d'interaction entre les habitants de cet espace public *“a-nationale”*, ensuite il faut affronter le problème de *“la dictature de la majorité”*.

⁸⁶ Pettit, Philippe : 1999, op. Cit. P. 217

1.1.- La presque'interaction médiatique

J. B. Thompson différencie trois formes de communication : « interaction tête à tête », « interaction médiatique » et « presque'interaction médiatique ». Pour le premier cas, la communication se produit dans un contexte spatio-temporel partagé entre émetteur et récepteur et la quantité de ressources symboliques à disposition est presque illimitée. Dans le deuxième cas, le média par lequel le message est transmis en réduit l'utilisation de ressources symboliques, mais il permet, en revanche, la non-convergence spatio-temporelle. L'acte communicatif possède par contre une plus grande finalité. Dans le troisième cas, enfin, la communication n'est plus dialogique, l'émetteur produisant un message pour un très grand nombre de récepteurs⁸⁸.

Dans cette presque'interaction, le contact entre les régions postérieures décrites par Goffman, et qui sont au centre des processus d'interaction, est inexistant. Cette presque'interaction a lieu d'une manière horizontale, entre tous les « récepteurs » qui regardent, par exemple, une émission à la télévision. Mais du côté de l'émetteur, une certaine contrainte s'impose qui vient se substituer à cette région postérieure inexistante car, la non visibilité des auditeurs l'oblige à établir certaines dispositions à priori. Il ne s'agit pas tant de voir une sorte d'interaction directe face à l'écran télévisé ou même le journal qui utilise une large gamme de termes émotifs afin de placer le lecteur dans la position de la victime du fait raconté. Cette forme de presque'interaction peut-être approchée plutôt comme une forme de réactualisation discursive constante.

Michel Foucault soulignait, pour expliquer son intérêt pour les formations discursives, la problématique suivante : « *nous pouvons observer, dans des pratiques scientifiques parfaitement étrangères l'une à l'autre, et sans aucune communication directe, des transformations qui se produisent en même temps, selon la même forme générale, dans le même sens (...) Darwin a été le premier à traiter des êtres vivants au niveau de la population, et non plus au niveau de l'individualité ; Boltzmann a commencé à traiter les particules physiques non plus comme des individualités, mais au niveau du phénomène de la population* »⁸⁹. L'époque à laquelle Foucault fait référence est loin de l'époque médiatisée de

⁸⁷ Habermas, Jürgen ; *Après l'Etat Nation* ; Fayard, Paris 2000 p. 91

⁸⁸ Thompson, John B : 1998, op.Cit

⁸⁹ Entretien avec Michel Foucault in *Foucault. Dits et écrits I, 1954-1975* ; Gallimard, Paris 2001 p. 1028

nos jours. Nous voyons là la différence entre ce que nous pourrions appeler l'intertextualité et la presque interaction.

Foucault s'était proposé de découvrir les traces discursives qui finissent par faire croire en la construction d'une discipline. Le concept de presque interaction permet précisément de rendre compte de la différence entre le discours, qui n'est pas un simple entrecroisement de choses et de mots, mais qui relève d'une sédimentation des connaissances acquises et qui est susceptible de maintenir un système culturel déterminé, et les éléments de ce discours susceptibles de produire une forme d'action-réponse⁹⁰. Si le premier est donc de l'ordre du discours, le deuxième fait partie du réel, se montrant par exemple à travers des processus d'opinion publique qui peuvent, à son tour, avoir une incidence sur le discours sous une forme d'action réponse que nous pourrions peut-être définir comme une « réactualisation discursive constante ». La confusion entre l'un et l'autre (prétendre par exemple que la somme de réponses à un sondage montre l'existence d'un discours commun) est ce qui peut donner lieu par exemple à une dictature de la majorité.

1.2.- le problème de la “dictature de la majorité”

Nous avons déjà discuté les problèmes que le concept d'opinion publique présentait pour les premiers républicains: il apparaît comme étant une dictature de la majorité. Autrement dit, au moment où l'homme réussit à se détacher des ordres divins, il est dominé par les ordres de l'opinion.

Le problème de la dictature de la majorité apparaît plus précisément lorsque les processus d'opinion publique sont interprétés comme étant des propositions à caractère normatif. Nous y trouvons l'exemple le plus frappant dans un passage du même texte de James Bryce dont nous nous sommes servi plus haut : “*On serait arrivé à une quatrième phase si l'on pouvait connaître la volonté de la majorité à tout instant, sans avoir besoin de la faire passer par l'intermédiaire d'une assemblée représentative, peut-être même sans avoir besoin du mécanisme électoral*”⁹¹. Nous avons déjà défini cette abolition de la médiation politique comme le triomphe d'une conception libérale de l'opinion publique. Nous voulons

⁹⁰ Le concept d'action réponse fait référence au processus continu, jamais fini, d'appropriation d'un message. Il est alors possible de parler d'action en ce sens, lorsque nous entendons la réception et l'appropriation de messages médiatiques en tant que « manières d'agir en réponse à d'autres personnes qui se trouvent dans des franjes temporelle et spatialement éloignées ». Thompson, John B : 1998 op. Cit p. 151

⁹¹ In Hermès : n° 31, op.Cit p.163

maintenant définir les mécanismes par lesquels se produit cette transformation des processus d'opinion publique en propositions à caractère normatif.

L'un de ces mécanismes est défini par Patrick Champagne comme étant "*Un transfert illégitime d'autorité scientifique*" qui s'opère "*véhiculant une conception de la politique comme gestion et recherche du <bien commun> plus que comme lutte entre groupes sociaux aux intérêts contradictoires, la science politique se veut science neutre au service de tous*" et un peu plus loin "... transformant d'un même coup cette simple technique d'enquête en instrument de légitimation politique très sophistiqué"⁹². Mais nous ne pouvons pas réduire ce "transfert illégitime" aux intérêts politico-économiques d'une élite économique-médiatique que nous pourrions définir comme des microsociétés au sein des sociétés. Le mécanisme décrit par Champagne pourrait s'expliquer à partir d'une perversion, quelque part plus profonde, du système démocratique lui-même.

Ce transfert dénoncé par Champagne fait certainement partie des sociétés industriellement avancées, mais une autre forme de transfert est aussi observée par d'autres chercheurs. Nous voyons donc, d'après un ouvrage sur la construction de l'opinion publique aux Etats-Unis écrit par Justin Lewis, comment le cadre droite-gauche fait partie d'un "imaginaire collectif" autour de la démocratie, de manière à ce que tous les leaders politiques, quelle que soit leurs politiques, vont être placés selon ce cadre : "*Même si Bill Clinton était sortie de l'aile droite du parti démocratique (...) avec de priorités économiques qui diffèrent peu de celles de son prédécesseur Républicain, il est systématiquement classé en tant que principal représentant de gauche dans le débat politique*"⁹³. L'analyse de Lewis devient plus intéressante lorsque, à l'aide des techniques d'enquête, il essaie de montrer le mécanisme qui permet à l'axe droite-gauche de s'imposer aux acteurs politiques. Nous voyons alors, suite à un certain nombre de questionnaires, que ce sont les individus avec un niveau d'études plus élevé qui, confrontés à des questions dont ils ne connaissent pas la réponse, ont tendance à répondre pour ne pas avouer leur ignorance. Et ces réponses s'accordent à l'axe idéologique droite-gauche qui définit en quelque sorte la société démocratique dont ils font partie.

⁹² Champagne, Patrick : 1990, p.88-91 Nous voyons dans ce passage ce qui s'est passé entre le moment où Bryce écrivait son texte et la généralisation des techniques de sondages

⁹³ Lewis, Justin ; *Constructing public opinion. How political élites do what they like and why do we seem to go along with it* , Columbia University Press, New York 2001 p. 176

Il n'est pas moins sûr non plus, que ces individus sont aussi les plus "informés", c'est à dire ceux qui sont le plus en contact avec les microsociétés qui ont tendance à reproduire le système politique tel qu'il existe. L'analyse de Justin Lewis tente de montrer que c'est à partir des cadres idéologiques dominants qu'on réussit à faire apparaître une société américaine moins à gauche de ce qu'elle est. Lewis ne met pas en cause les sondages, mais la manière dont ils sont construits, en montrant comment le changement de certaines questions idéologiques par des questions plus concrètes donne un résultat bien différent de ceux qui sont normalement communiqués. Mais si, lorsque nous répondons à une question, nous avons tendance à reproduire un cadre idéologique accordé au système politique en lequel nous croyons ou dans lequel nous voulons vivre, il paraît tout à fait logique que la même démarche soit adoptée lorsqu'on écrit ces questions.

C'est ici que nous voulons retrouver le concept de dictature de la majorité : nous avons vu deux mécanismes de transformation d'une forme d'opinion publique en proposition normative. Le premier, dont parlait Champagne, fait effectivement état d'une opinion publique construite en fonction des "intérêts" d'une minorité dominante. Le problème étant alors de démontrer qu'il ne s'agit pas d'une vraie opinion publique, mais des opinions minoritaires. Une fois ce problème résolu la dictature de la majorité reste néanmoins toujours possible.

Le deuxième nous parle d'un imaginaire collectif autour de la démocratie. Il n'est plus question de l'opinion publique en soi, mais de la reproduction d'une certaine vision de la démocratie de manière à ce que "*...ce pourrait être en partie une fonction de l'habileté des gens avec un niveau d'études plus élevé d'utiliser les cadres idéologiques pour comprendre le monde*"⁹⁴. Dans ce cas, la dictature de la majorité s'avère être la reproduction du système lui-même. Nous pouvons bien essayer de changer cette domination dont Bourdieu nous avait bien expliqué les traits, mais un autre système sera toujours prêt pour son auto-réproduction. Nous identifions donc le problème de la "dictature de la majorité" au problème de l'hégémonie dans l'idéologie marxiste. La dictature de la majorité ne serait donc pas une perversion du pouvoir du peuple, elle serait tout simplement l'effacement de celui-ci. Une dissertation sur l'hégémonie n'étant pas dans nos possibilités, nous nous contentons de remarquer que l'existence d'une culture du compromis dans les sociétés industriellement avancées s'accorderait plus à un manque d'axiologie politique qu'à une trop forte influence de la société dans les décisions gouvernementales.

Ce n'est donc pas l'opinion publique qui entraîne cette culture du compromis mais les mécanismes de transformation de celle-ci en propositions normatives qui en sont issues. Les processus d'opinion publique, pour fonctionner en tant que mécanisme de dialogue entre institutions symboliques et intuitions morales, doivent être encadrés dans une conception politique vraiment démocratique du système politique : *“Le système politique a une fonction différente (...): subordonner l'unité aux rapports de force qui existent au niveau de la société civile”*⁹⁵. L'analyse des processus d'opinion publique devrait alors commencer par l'étude de ces rapports de forces qui se trouvent au centre de la communication politique.

⁹⁴ Ibid. p. 195

⁹⁵ Touraine, Alain : 1994, op. Cit p. 72

2.- Espace public et communication politique

Nous situons alors les processus d'opinion publique au sein de l'Espace public. Ce qui implique que 1) nous comprenons cette espace comme le lieu d'émergence des conflits 2) les conflits ne peuvent pas émerger sans l'existence d'une communication politique car, pour que les rapports de forces soit rendus visibles, ils doivent d'abord exister. La conception que nous appelons républicaine de l'opinion publique est alors, par opposition à la conception libérale, soumise à l'existence d'une situation de conflit politique. Dans le cadre d'un espace "global" comme c'est le cas de l'Europe, c'est dans l'espace médiatique que ce conflit peut se faire visible. Nous voulons donc analyser la communication politique en Europe à partir des quatre pôles de la communication tel que les définit André Gosselin : l'action et la réception, les territoires et les arènes⁹⁶. Nous considérons que la production des espaces publics a lieu à partir des interactions entre ces quatre pôles, ce qui permet de définir l'espace public européen comme l'espace contenu au milieu du losange dessiné.

2.1.- Arènes et territoires :

Le territoire regroupe l'ensemble des facteurs organisationnels, structurels, contextuels ou événementiels qui définissent les contraintes et les opportunités des acteurs. Pas visible en soi, mais tel qu'il apparaît aujourd'hui au terme d'une histoire séculaire, tel qu'il articule des contraintes économiques, les positionnements des acteurs dans la société... C'est le territoire « Union européenne » que nous cherchons à définir dans notre analyse. L'arène représente l'ensemble des « dispositifs, formules, cadres et stratégies » qui définissent les situations où les discours peuvent se diffuser publiquement et s'évaluer⁹⁷. Ce sont deux journaux européens : *El Pais* et *Le Monde*, que nous allons définir comme les arènes. Les territoires, comme les arènes, sont des catégories multiples. Plusieurs territoires peuvent former un territoire plus vaste, de même que plusieurs arènes peuvent servir à l'évaluation d'un même territoire.

Notre objet d'étude étant l'UE, la première tâche consiste à définir les territoires qui en font partie. Étant donné que notre corpus fait référence à un journal espagnol et à un journal français, ces deux pays sont des territoires qui font partie de l'UE. Nous allons

⁹⁶ Gosselin, André ; *La communication politique. Cartographie d'un champ de recherche et d'activités* in *Hermès* n° 17-18, 1995

⁹⁷ Ibid.

néanmoins approcher ces territoires à partir de la représentation qui en est faite dans les journaux. Nous nous bornons ainsi à l'analyse des arènes. Cela pour plusieurs raisons : en premier lieu, parce que notre intérêt étant d'analyser la formation d'un espace public européen considérant que celui-ci est possible lorsque des processus d'opinion publique peuvent y avoir lieu, l'intérêt du territoire européen se trouve dans la forme par laquelle il est rendu visible⁹⁸. En deuxième lieu, parce que c'est le propre des arènes médiatiques de devoir raconter des événements. Cela implique l'utilisation de catégories signifiantes capables de rendre l'information compréhensible.

Ces catégories signifiantes vont nous permettre de rendre visible ce que nous pourrions appeler l'horizon d'attente dans lequel se construit l'Europe.

2.2.- Action et réception :

C'est à partir du classement des types d'agir communicationnel que fait André Gosselin qu'il est possible d'aborder les titres analysés comme étant des représentations des types d'agir communicationnel. Il s'avère alors que, toujours en suivant Gosselin, la communication politique des territoires deviendra visible quand on analysera les représentations des agirs par habitus, axiologique et téléologique et la communication politique des arènes sera perceptible à partir de l'agir affectuel, dramaturgique et communicationnel.

⁹⁸ Cela ne signifie pas qu'une comparaison entre territoire européen et représentation qu'en est faite ne puisse nous être utile dans des études ultérieures. Par exemple une fois que la constitution européenne sera terminée. Néanmoins nous n'avons ni l'espace ni les capacités pour aborder maintenant une telle entreprise.

Les types d’agir de la communication politique :

L’intérêt de la typologie proposée par André Gosselin réside dans le fait qu’il intègre la conception classique de Weber de l’action rationnelle avec les interactions dramaturgiques étudiées par Goffman et la théorie de l’agir communicationnel développée par Habermas. Ce mélange lui permet d’établir un tableau où les six types d’agir s’emboîtent les uns dans les autres de manière à ce que la communication ne soit réduite ni à un agir complètement rationnel ni à une interaction simplement dramaturgique :

Les types d’agir	Moyen	Fin	Valeur	Conséquence	Autoprésentation	Intercompréhension
Agir communicationnel	X	X	X	X	X	X
Agir dramaturgique	X	X	X	X	X	
Agir téléologique	X	X	X	X		
Agir axiologique	X	X	X			
Agir par habitus	X	X				
Agir affectuel	X					

Dans notre analyse, nous allons classer les titres des journaux selon ces six catégories. Nous allons ensuite utiliser ce classement pour les deux parties de l’analyse. Dans un premier temps, l’étude s’achemine vers la description du récit de l’Union Européenne après les attentats du 11 septembre 2001. Nous allons identifier quatre catégories actanciennes : le sujet, l’objet, le destinataire et le destinataire de notre quête. C’est afin d’observer les caractéristiques de chacun de ces actants que nous allons nous servir du classement expliqué : pour l’objet et le sujet nous nous centrerons sur l’analyse des types d’agir téléologique, dramaturgique et communicationnel, tandis que pour le destinataire et le destinataire nous ferons attention aux trois autres.

Nous traçons donc une ligne de partage entre les titres qui vont rester dans le domaine indiciel et ceux qui arrivent jusqu’au symbolique. Les trois types d’agir qui vont nous permettre de décrire le destinataire et le destinataire ne dépasseront pas le niveau indiciel; autrement dit, ils ne suffisent pas à eux seuls pour dessiner une institution. Nous comprenons l’institution comme la solidification symbolique d’un imaginaire collectif, ce qui nous oblige à la penser comme un interprétant des indices et des icônes sociaux.

L’institution est toujours soumise à la croyance commune en son existence, l’exemple classique de l’argent proposé par John R. Searle⁹⁹ fait de cette intentionnalité la condition nécessaire pour pouvoir parler d’une institution. Mais l’institution est aussi une forme

⁹⁹ Searle, John R ; *La construcción de la realidad social* , Paidós, Barcelona 1997

symbolique accordée aux besoins réels. Cette dimension fonctionnelle, développée, tel que le décrit Castoriadis, de manière “presque-religieuse” dans le marxisme¹⁰⁰, est en même temps ce qui nous permet de la rattacher à l’individu. Que nous parlions d’imaginaire social, comme le fait Castoriadis ou bien de fonctions de statut comme Searle, le résultat est toujours une institution en dialogue avec le réel, c’est à dire en fonction d’interprétant de celui-ci. Il est important de remarquer la différence entre ce fonctionnalisme ontologique et la doctrine fonctionnaliste en sciences humaines. Lorsque Searle parle de fonction de statut, il n’est pas en train d’établir une relation de cause à effet entre l’institution et le fait brut auquel elle fait référence. La fonction de statut désigne une situation de pouvoir qui se montre par l’existence de devoirs et de droits de la part de celui qui en fait l’objet. Devoirs et droits qui sont issus précisément du processus intentionnel par lequel nous avons assigné tel ou tel autre pouvoir à tel ou tel autre chose. Nous pouvons dire de manière basique que “nous acceptons (S a du pouvoir [S fait A])”¹⁰¹.

Nous interprétons alors les icônes et les indices comme étant des indicateurs de statut : C’est à dire tout ce qui identifie, que ce soit au moyen d’icônes comme une bague de mariage ou bien de mots comme une déclaration écrite dans un billet, que nous nous trouvons face à un fait qui est accepté par tout le monde. Le destinataire dans un récit est alors un actant qui possède une fonction de statut qui le fait devenir l’indice de l’existence d’un fait institutionnel. C’est lorsque la représentation d’une institution s’arrête à ce moment indiciel, c’est-à-dire qu’elle est réduite à une formule (s a du pouvoir [S fait A]) que nous nous trouvons dans un cadre behavioriste, c’est-à-dire que l’objet est observé comme une simple relation causale entre le pouvoir faire qui proportionne la fonction de statut et un faire effectif qui s’en suit.

Searle termine en définissant l’action humaine à partir de deux niveaux : “*D’abord (le niveau causal) la personne agit de la manière qu’elle le fait parce qu’elle possède une structure qui lui permet d’agir de cette manière et ensuite (le niveau fonctionnel) elle est arrivée à être prête à agir d’une telle façon parce que c’est la manière qui s’accorde aux règles de l’institution*”¹⁰². Le deuxième niveau est soumis en effet à l’existence de l’institution. Si jamais celle-ci est retombée à un état indiciel, nous pourrions même dire hégémonique, le niveau fonctionnel n’est pas possible, ou bien il se produit d’une manière simplement causale où l’intentionnalité collective a disparu.

¹⁰⁰ Castoriadis, Cornelius : 1975, op. Cit

¹⁰¹ Searle, John R : 1997, op.Cit p. 135

¹⁰² Ibid p. 155

Afin d'illustrer la possibilité de régression des faits institutionnels, nous voulons reproduire un passage du livre *L'automne de la peur*, écrit par Bashkim Shehu, fils du dernier premier ministre albanais tué par Enver Hochstra. Ce livre ne raconte pas seulement le procès par lequel toute la famille du premier ministre Shehu est envoyée dans des camps de rééducation après l'assassinat de celui-ci, il montre aussi comment un homme, Mehmet Shehu, qui allait devenir premier ministre, arrive à confondre une institution (le parti) avec une source de causalité, donc du réel :

“Les coups de feu finirent par s’arrêter mais le capitaine Moretti n’avait pas été abattu. Aucun soldat ne tirait plus. Sans doute parce que c’était l’ami de leur commandant. Ils se figuraient qu’il leur en tiendrait rigueur, se dit ce dernier. Puis dans un silence complet et comme si tous avaient été pétrifiés, et dussent rester ainsi, immobiles, pour l’éternité, comme en suspens, il sortit son pistolet, le leva sans oser regarder en face celui sur lequel il allait tirer, et pressa la détente. Moretti se plia soudain en deux et de sa bouche déformée s’échappa une injure atroce, puis il s’écroula.

-Mehmet!

C’était le vieil homme. Il braquait son pistolet sur Mehmet Shehu

*- Qu’est-ce que tu fais?- Hurla ce dernier.
La main qui tenait le pistolet trembla*

- Tu es Albanais lui Italien. Tu t’en tires à bon compte- dit le vieux d’une voix inaudible en rengainant.

Mehmet Shehu laissa tomber sa tête sur sa poitrine. Ses épaules étaient secouées de tremblements. C’était un tressaillement issu des profondeurs de son être, qui se faisait de plus en plus insupportable et auquel succédèrent des sanglots entrecoupés de halètements qui l’ébranlaient tout entier. Certains partisans, jusque-là figés, se réveillèrent subitement, s’approchèrent du vieil homme et l’attrapèrent par les bras. Mais leur commandant, qui se contenait à grand-peine, leur fit signe de le laisser. Ils restèrent seuls tous les deux. Mehmet Shehu s’assit sur une pierre près de lui et se prit la tête entre les mains, étouffé par les sanglots.

- Tu n’avais aucune raison de le tuer malheureux- dit le vieux.

*Mehmet fondit en larmes, puis releva la tête et dit : - Je suis resté six mois chez lui. Il m’a traité comme son propre frère, et ses parents comme leur fils. Mais ce qui est arrivé ne dépendait pas de moi. J’ai prêté serment pour ça-, et il montra encore une fois l’étoile cousue à sa veste”.*¹⁰³

Nous avons cité en effet un des exemples qui ont secoué le XXème siècle, mais d’autres formes semblables de “desinstitutionnalisation” peuvent avoir lieu dans notre quotidien lorsque nous effaçons la possibilité d’une communication politique. Autrement dit, lorsque la médiation entre le réel et le symbolique est effacée et donc que la possibilité d’un renouvellement intentionnel des fonctions de statut disparaît.

¹⁰³ Shehu, Bashkim ; *L’automne de la peur*, Fayard, Paris 1993 p-p. 138-139

Ces formes indicielles que nous allons analyser comme étant la source du destinataire et destinataire de notre quête sont ainsi essentielles pour que la forme symbolique de l'institution UE ne soit pas dissonante avec l'objet premier dont elle doit se prétendre issue. Mais elles doivent ensuite être dotées d'intentionnalité collective afin de ne pas faire de l'Europe une simple "étoile cousue à une veste".

Pour l'objet et le sujet de notre récit nous nous bornons aux titres qui font état d'une construction symbolique. Ceci n'empêche pas que, comme on l'a expliqué plus haut, les types d'agir étant emboîtés les uns dans les autres, en analysant le sujet et l'objet de notre quête, nous allons trouver des traces d'un destinataire et d'un destinataire déjà intégrés par ce symbole. C'est ici le premier objectif de cette analyse actancielle : observer la différence entre les destinataires et destinataires qui font déjà partie du sujet de la quête et le destinataire et le destinataire qui réclament leur place après les attentats du 11 septembre 2001.

Il s'agit enfin d'élucider les lignes qui permettent les relations entre l'action et la réception, les arènes et les territoires. Pour ce faire, nous tenterons de trouver les régularités qui permettent aux journaux (l'arène) d'intégrer le destinataire (l'action) dans le sujet (le territoire) et d'une manière également triadique, les régularités qui vont permettre aux journaux (arène) d'intégrer le destinataire (action) dans le sujet (territoire). Nous avons écarté la réception car nous ne pouvons pas la détacher de l'action étant donné que toute réception devient par la suite action. Pour compléter notre système de relations nous faisons alors entrer la théorie de l'opinion publique de Noëlle-Neumann : cette théorie se place en effet au milieu de l'espace créé entre les territoires et les arènes, l'action et la réception. Dans notre analyse nous avons inséré l'action et la réception dans le territoire Union Européenne en pensant à un type idéal de territoire politique réflexif : si des marques de processus d'opinion publique apparaissent dans notre analyse cela voudrait dire, en effet, que le territoire UE est le lieu d'une relation réflexive entre action et réception de la communication politique, qui se fait visible dans les arènes journalistiques.

Notre analyse se finit alors par la description des arènes et des territoires représentés dans les journaux afin de vérifier si les marques que nous aurions pu dégager auparavant sont effectivement insérées dans ces deux pôles de la communication politique ou bien si elles se trouvent en dehors de cet espace, ce qui nous empêcherait de parler de l'existence d'un espace public européen.

2.3.- Intégration

L'enjeu des processus d'opinion publique dans la production d'un espace public européen se trouve enfin dans la capacité de l'opinion publique à faciliter l'intégration des individus. Force est de commencer par essayer de définir ce qu'est l'intégration, car il s'agit d'un concept très problématique pour les sciences sociales. Elisabeth Noelle-Neumann souligne l'importance de deux penseurs en ce qui concerne l'étude de l'intégration au XXème siècle : Warner S. Landecker et Rudolf Smend.

Le premier fait remarquer dans les années 50 que l'étude des processus d'intégration n'a pas beaucoup évolué depuis que cette question a été soulevée par Comte ou Durkheim. Il essaie alors d'en faire avancer la recherche empirique en proposant une typologie de quatre formes d'intégration qui correspondent à quatre méthodes pour les mesurer : culturelle, normative, communicative et fonctionnelle. Landecker ne tient pas compte, par contre, de l'intégration qui pourrait être produite par des expériences partagées.

C'est ainsi que la proposition de Rudolf Smend s'avère complémentaire. Pour le juriste allemand, l'intégration correspond à un processus non conscient et donc non réglable, à partir de : l'intégration personnelle (rendue propice par les leaders ou les gouvernants...), l'intégration fonctionnelle (au moyen de formes de vie collectives) et l'intégration substantive (à partir de tous les aspects de la vie étatale faisant partie des objectifs de l'Etat, dont la fonction latente consiste en fait en l'intégration de la communauté).¹⁰⁴

Il s'avère enfin que l'opinion publique possède un caractère intégrateur si l'on tient compte par exemple de la fonction normative de Landecker. C'est ainsi que Noëlle-Neumann parle d'une forme d'intégration communicative dans les sociétés modernes : *“la capacité presque statistique démontrée dans la société occidentale moderne, pourrait se considérer comme un symptôme d'une plus grande intégration communicative”*¹⁰⁵. Mais le plus intéressant dans le travail de Noelle-Neumann se trouve dans la description du fonctionnement de cette intégration. Selon la sociologue allemande, plus faible est l'intégration culturelle, plus grand est le rôle de l'opinion publique dans les processus d'intégration : *“Avec les actuels moyens empiriques de recherche, nous observons que la pression ne provient pas tant d'une majorité mathématique que de la certitude agressive en la correction des propres*

¹⁰⁴ Noelle-Neumann, Elisabeth : 1995, op.Cit pp 178-182

¹⁰⁵ Ibid. p. 180

*croyances de la part de l'une de deux parties et la peur de l'isolement de l'autre partie*¹⁰⁶. De manière à ce qu'il soit possible d'affirmer enfin que *"peut-être le degré de danger auquel est exposée une société, provient-il de l'intérieur ou bien de l'extérieur, est la clef : un plus grand danger exige une plus grande intégration et cette intégration se renforce au moyen des relations exaltées par l'opinion publique"*¹⁰⁷.

Noelle-Neumann nous explique en effet comment l'opinion publique peut accomplir une fonction d'intégration. Cette caractéristique est néanmoins soumise à l'existence d'une telle société. Autrement dit à la croyance de l'individu en sa participation dans un projet social ce qui nous renvoie à nouveau à la question de l'espace public. Nous tombons dans une circularité puisque les processus d'opinion publique sont constitutifs de l'espace public en même temps que celui-ci est formateur de l'opinion publique. L'apparition de cette circularité est ce qui nous permet d'écarter finalement les processus d'opinion publique d'une conception purement fonctionnaliste, car il ne s'agit pas de processus intentionnels mais de manifestations causales. C'est bien pour cela que sans un langage politique qui leur donne forme, ces processus restent, dans le meilleur des cas, une forme de contrôle social, sinon une forme de dictature. Cette caractéristique causale des processus d'opinion publique est définie par Noëlle-Neumann par la métaphore de la peau sociale.

2.4.- "La peau sociale"

Le concept essentiel dans la théorie de Noëlle-Neumann est ce qu'elle appelle "la peur de l'isolement". Il s'agit d'un mécanisme psychologique par lequel les individus se rattachent à la communauté. L'isolement, physique ou moral, étant le plus grand danger auquel les individus puissent être confrontés. C'est ainsi que la théorie de "la spirale du silence" définit les processus d'opinion publique comme des moments où les individus, qui ont l'impression d'être en désaccord avec ce qui est "pensé" par la majorité de ceux qui les entourent, auront tendance à ne pas rendre publique leur opinion. Nous avons déjà décrit ce mécanisme lors de notre première partie en faisant référence à l'ancien concept de l'opinion publique. Cette "force" qui avait obligé Àtic a maintenir une opinion erronée, ou bien qui oblige Montaigne à s'habiller d'une manière déterminée... Nous avons aussi décrit l'avènement de la modernité

¹⁰⁶ Ibid. p.182

¹⁰⁷ Ibid. P.182 Nous ne pouvons pas faire impasse ici de la situation vécue en France lors de l'arrivée au deuxième tour de Jean Marie Le Pen, ou encore plus prêt les efforts des Etats Unis et ses alliés pour créer une situation de menace que pourrait légitimer la guerre en Irak.

comme l'établissement d'un programme rationalisateur qui s'acheminait précisément vers une sécularisation de ce genre de "forces inconnues".

Mais nous avons vu aussi que ce processus de rationalisation se confrontait entre autres au danger de l'anomie. Le concept de "peau sociale" vient donc éveiller cette forme d'irrationalité que la modernité avait voulu effacer. Ce faisant, la théorie de Noelle-Neumann nous oblige à repenser ce que l'on appelle maintenant une époque post-moderne. Le concept de peau sociale ne fait que replacer les "angoisses postmodernes" dans la problématique classique de la modernité : la volonté de rationaliser même ce qui n'est pas rationalisable.

Ne serait-il pas possible de voir, par exemple, dans le souci de Michel Foucault de repenser les notions de tradition, d'influence, de développement et évolution, ainsi que celle de mentalité ou esprit, afin de "*faire une histoire des objets discursifs qui ne les enfonceraient pas dans la profondeur commune d'un sol originaire, mais déploierait les nexus des régularités qui régissent leur dispersion*"¹⁰⁸, ne serait-il pas possible donc, de voir dans ce qu'exprime Michel Foucault une volonté de découvrir cette peau sociale qui se cacherait sous le quatre concepts mentionnés?¹⁰⁹. Nous croyons pouvoir analyser les formes discursives qui apparaissent dans notre corpus comme étant des traces laissées par cette forme d'interaction sociale que nous appelons la "peau sociale".

Un espace public européen où il n'y aurait pas de place pour s'habiller d'une peau sociale ne serait rien d'autre qu'un ensemble de communautés atomisées. Nous serions entrés en effet dans l'ère du communautarisme. Notre troisième partie prétend trouver ainsi quelles sont les formes discursives qui permettent, ou pourrait permettre, aux citoyens européens, de ressentir l'existence d'une peau sociale, au-delà de l'armature communautaire qui semble s'étendre à nos jours. Nous n'allons donc pas essayer de voir apparaître de processus d'opinion publique, mais les conditions pour qu'ils puissent avoir lieu. Les conditions qui devrait enfin éviter que l'Europe ne devienne pas une "étoile cousue à une veste".

¹⁰⁸ Foucault, Michel ; L'archéologie du Savoir, Gallimard, 2001 p. 63

¹⁰⁹ Les quatre concepts sont définis par Foucault de la manière suivante :

- Grâce à la notion de tradition "on peut isoler les nouveautés sur fond de permanence et en transférer le mérite à l'originalité, au génie, à la décision propre aux individus".
- La notion d'influence "fournit un support (...) aux faits de transmission et de communication ; qui réfère à un processus d'allure causale (...) les phénomènes de ressemblance ou de répétition
- Les notions de développement et d'évolution "permettent (...) de maîtriser le temps par un rapport perpétuellement réversible entre un origine et un terme jamais donnés, toujours à l'oeuvre"
- Les notions de mentalité ou esprit "permettent d'établir entre les phénomènes simultanés ou successifs d'une époque donnée une communauté de sens".

III. La Construction d'un territoire européen

Nous voulons pour cette dernière partie essayer, à partir d'une analyse diachronique des informations rapportés dans deux journaux européens (*Le Monde* et *El Pais*) sur l'Union européenne, de définir les traces identitaires qui pourrait donner lieu à la construction d'un territoire européen. Nous devons commencer alors par faire quelques précisions méthodologiques.

a) La nature du corpus

Afin de pouvoir mener à terme une analyse diachronique de la représentation de l'Europe dans les arènes médiatiques nous avons choisi trois moments historiques : la semaine après les attentats du 11 septembre 2001, dix jours pendant la guerre en Afghanistan et enfin dix jours pendant la dernière guerre en Irak. Nous avons en outre restreint ce que nous appelons les arènes médiatiques à deux journaux, un espagnol *El Pais*, et un français, *Le Monde* pour des raisons de temps et de volume.

Notre corpus est formé enfin seulement par les éléments de titrage. Nous considérons pouvoir tenir compte pour notre objet d'étude de ce que Teun Van Dijk explique par rapport aux titres dans une étude sur le racisme :

« Les titres définissent les aspects les plus pertinents des « événements ethniques » caractéristiques et ils résument événements récents, en même temps qu'ils rajoutent de l'information conceptuelle et épistémique que nourrit les stratégies de connaissance, de la création de croyances et de la mise à jour de celles-ci. Ce qui est dit sur les « groupes ethniques » dans les titres sera probablement ce dont les lecteurs vont plus rapidement s'en souvenir et ce que, à son tour, va être utilisé pour l'interprétation d'une information postérieure, en plus de dans les discussions quotidiennes. Les titres vont être utilisés afin de délimiter une macrostructure dans la mémoire des « modèles de situation ethniques »¹¹⁰

Cela nous permet du côté épistémologique une approche des éléments textuels qui peuvent atteindre le plus l'espace public dans son sens large et du côté pratique la possibilité de traiter un corpus équivalent à une trentaine de jours.

¹¹⁰ Van Dijk, Teun ; *Racismo y análisis crítico de los medios*, Paidós, Barcelona 1997 p. 135

b) L'absence de récit :

Bien que les titres puissent être analysés comme des unités autonomes dans l'ensemble des journaux, rien ne nous permet d'affirmer à priori que l'ensemble de titres d'une période déterminée puissent être analysés sous forme de récit. Il n'y a pas, en effet, de récit dans notre corpus. Ce sera notre tâche de construire ce récit, ce qui pourrait nous faire tomber dans une situation de narrateur plutôt de celle de l'analyste. Notre première tâche dans cette analyse consistera alors à démontrer que, en effet, la construction du territoire européen peut être appréhendée comme une volonté des journaux. Si l'existence de cette volonté est effectivement observable nous pourrions alors traiter les titres de notre corpus comme des éléments d'un récit.

c) la relation entre réel et symbolique

La position défendue au long de ce travail étant que le langage politique devrait être une manière d'établir la relation nécessaire pour la production d'espaces publics entre réel et symbolique, les catégories destinateur/destinataire s'avèrent fondamentales afin de voir le mécanisme par lequel la construction du territoire européen est présentée comme étant 1) le fruit d'une discussion politique 2) d'une relation causal ou bien 3) d'une construction purement symbolique.

Ces catégories ne pouvant évidemment pas être tout à fait claires, la manière dont les journaux montrent l'existence d'un destinateur et d'un destinataire ainsi que la forme dont le territoire est inséré dans ces arènes fera l'intérêt central de notre analyse. Ce faisant nous mélangeons à priori ce qui est de l'ordre du discours et ce qui est de l'ordre du réel mais, tel que nous avons essayé d'expliquer plus haut, se mélange répondrait à une question purement méthodologique qui devrait précisément nous permettre de séparer les traces d'un discours autour de l'Europe des traces des interactions qui ont eu lieu à la suite de ce discours.

Nous voudrions enfin explicité que les choix de titres a été fait en fonction de l'apparition des mots tels que Europe, UE, Pays membres, Institutions européennes et acteurs européens dans les titres ou dans les rubriques des journaux.

1.- Les acteurs journalistiques :

Après les attentats du onze septembre 2001, dans *Le Monde* comme dans *El Pais*, l'Europe est montrée comme une entité qui doit voir s'accélérer son processus de construction. Nous savons ainsi, dès le départ, qu'il ne s'agit pas d'une entité déjà construite, nous allons donc voir comment se fait cette accélération et quels actants y participent. Nous devons aussi différencier trois types d'acteurs-narrateurs¹¹¹ : les journalistes, les leaders politiques et les "intellectuels". Nous nous bornons pour l'instant aux deux premiers.

Sachant aussi que les discours des leaders politiques sont rapportés dans le discours des journaux, nous pouvons dire que ce sont ces derniers qui prennent un rôle d'énonciataire. Nous allons commencer par essayer de définir la stratégie rhétorique de cet énonciataire, autour de la construction européenne en cours.

Yves Delahaye explique, lors d'une analyse datée de 1979, comment les trois principaux pays de ce qui était à cette époque l'Europe des Neuf partageaient le *vouloir faire* d'une construction européenne. Mais ils manquaient d'imagination pour lui donner une forme autre que celle d'un Etat, ce qui rendait cette construction fort difficile à réaliser¹¹². Dans le corpus analysé par Delahaye, l'objet de la construction européenne était défini par le besoin de surmonter la crise économique. Nous sommes confrontés dans notre corpus à une situation semblable, car la lutte anti-terroriste internationale demande une institution supranationale. Notre narrateur, nous l'avons déjà dit, est incarné par deux journaux (*Le Monde* et *El Pais*) ce qui nous demande tout d'abord une analyse de contenu afin d'en dégager la stratégie rhétorique qu'ils adoptent par rapport à la construction européenne.

¹¹¹ Nous voulons avec le terme acteur-narrateur marquer la différence entre l'énonciataire et l'énonciateur qui dans notre cas vont être souvent incarnés dans la figure du journal. Ainsi, quand on parlera du journal nous serons en train de nous référer à l'énonciataire, par la dénomination journalistes, nous serons du côté de l'énonciateur.

¹¹² Delahaye, Yves ; *L'Europe sous les mots* ; Payot, Paris 1979

Une situation d'attente :

Nous savons que dans les récits d'information, les énoncés sont orientés non pas vers le passé mais vers le futur : *“Il s'agit fondamentalement dans l'information de “produire”, par cet acte qu'est “l'actualité” une présence, par des moyens divers dont le premier, souligné par Aristote, est l'intrigue : “c'est l'intrigue qui est la représentation de l'action”*.¹¹³ Nous savons aussi que les verbes au futur, notamment dans les titres sont presque inexistant dans la presse écrite. Dans les médias audiovisuels cette représentation de l'action est faite à partir du direct. Dans la presse écrite en revanche, la mise en intrigue est une stratégie discursive qui permet l'insertion des événements dans le temps de l'action. L'événement informatif n'a pas un début et une fin, il a une existence qui est déterminée par le média. Dans notre corpus la mise en intrigue de certains événements est ce qui permet d'insérer l'Europe dans un “temps humain”.

Cette insertion du temps dans la rhétorique informative est faite à deux niveaux; en premier lieu à partir des rubriques, en deuxième lieu par une stratégie de titrage :

a) les rubriques : le langage des journaux

En suivant Eliseo Veron, nous pouvons diviser ce genre de titres en trois catégories : rubriques, sections et pseudo-sections¹¹⁴. Ces titres accomplissent une fonction taxinomique : ils insèrent les informations dans des classifications déjà acquises (les rubriques) qui fournissent aussi une première interprétation de la part du journal. Il nous paraît possible alors de parler de trois degrés de temporalité informative : les rubriques font référence à la réalité stable. Il s'agit de titres comme “Société”, “International” ou “Economie”. Les sections ensuite sont plus mobiles, pouvant varier en fonction d'une période plus ou moins large. C'est le cas pour les campagnes électorales, les conflits comme une guerre etc. Les pseudo-sections enfin ont une durée plus limitée et désignent des événements qui vont être insérés dans une section.

¹¹³ Tétu, Jean François ; La temporalité des récits d'information in AA.VV ; *temporalité et démocratie*, éditions apogée, 2000 p. 92

¹¹⁴ Verón, Eliseo ; *Construir el acontecimiento. Los medios de comunicación masiva y el accidente de la central nuclear de Three Mile Island*, Gedisa, Barcelona 1995 p.95

L'usage de ce type de titres s'accorde aussi au type de langage des journaux. Dans notre cas, il s'agit de deux journaux de tradition informative¹¹⁵, ce qui devrait réduire l'utilisation de pseudo-sections. Néanmoins nous voyons que, si c'est bien le cas dans *Le Monde*, cette condition n'est pas parfaitement remplie dans *El Pais*.

Une première vue de notre corpus nous montre une approche discursive bien différente dans un journal et dans l'autre :

Pour *El Pais*, une section est ouverte, sous la rubrique internationale, tout de suite après les attentats du onze septembre 2001 : **“ataque a Estados Unidos”**. Cette section est transformée lorsque nous entrons dans la deuxième semaine d'analyse en **“La guerra del siglo XXI”** qui devient ensuite **“Guerra contra el terrorismo”***. Finalement, pour le moment de la guerre en Irak, nous commençons avec **“Amenaza de guerra”**, ensuite **“Impacto de la guerra”**, un peu plus tard **“Al borde de la guerra”** et finalement **“Guerra en Irak”****. La création d'une situation d'intrigue est donc bien évidente.

Pour *Le Monde* en revanche le langage reste plus informatif. Il ne nous est pas possible d'établir une trace si claire à partir des sections. La fonction des sections dans ce journal visant à classer la “réalité” plutôt qu'à l'interpréter d'une manière explicite, l'intérêt réside ici à voir la forme sous laquelle cette réalité est présentée. Par exemple l'inexistence d'une rubrique “conflit afghan” tandis que nous en trouverons une appelée “Le conflit Irakien” dénote le degré d'importance que prennent ces deux événements pour l'Europe.

b) rubriques : La narration

Nous nous trouvons face à deux langages informatifs différents. Mais les événements qui ont lieu pendant notre temps d'analyse sont les mêmes pour les deux journaux et encore une contrainte narrative s'impose. Nous avons essayé alors de mettre en rapport les deux journaux à partir des éléments les plus narratifs dans le contenu d'un journal : les rubriques et sa distribution. Nous faisons une graphique mettant en rapport les rubriques avec leur jour d'apparition et il s'avère ainsi que le contenu de deux journaux est modifié dans le même sens

¹¹⁵ Selon Robert Picard la tradition informative « met en valeur l'information factuelle et la documentation sur les événements » cité par Isabelle Garcin- Marrou in *Terrorisme, Medias et Democratie* p. 118

* (« **Attaque aux Etats Unis** » / « **La guerre du XXI siècle** » / « **Guerre contre le terrorisme** »)

** (« **Menace de guerre** » / « **L'impacte de la guerre** » / « **Au bord de la guerre** » / « **Guerre en Irak** »)

selon que l'on se trouve face à une situation d'attente (avant une guerre) ou bien d'appréhension (après un gros événement, ou pendant un conflit) :

Le Monde 13/19 septembre 2001

Rubrique/jour	13	14	15	16	17	19
1	X					
2		X				
4			X			
6				X		
10					X	
11						X

- 01.- International
- 06.- Aujourd'hui Sciences
- 07.- Le conflit irakien. Une guerre sans l'ONU
- 08.- Le conflit irakien. Les intellectuels
- 09.- Culture
- 10.- Entreprise. Finances
- 11.- Entreprises
- 14.- Mobilisation européenne
- 15.- Éditorial
- 18.- Le conflit irakien. L'Europe

El Pais 13/19 septembre 2001

Rubrique /jour	13	14	15	16	18	19
3	X					
4	X					
5	X					
6	X					
8		X				
9		X				
12			X			
14			X			
15			X			
17			X			
27				X		
64					X	
65					X	
72						X

- 03.- Ataque a EEUU. Conmoción en el mundo /Attaque aux USA. Commotion dans le monde
- 04.- Ataque a EEUU. Solidaridad de España / La solidarité de l'Espagne
- 05.- Ataque a EEUU. Conexiones de Bin Laden en España / Les connexions de Ben Laden en Espagne
- 06.- Ataque a EEUU. Crisis en los mercados / La crise dans les marchés
- 08.- Economía
- 09.- Temor a la recesión / peur d'une récession
- 12.- la seguridad en los aviones /La sécurité dans les avions
- 14.- Israelíes y Palestinos / Israéliens et Palestiniens
- 15.- repercusiones en España / les répercussions en Espagne
- 17.- la reacción en Europa / la réaction en Europe
- 27.- el apoyo de Europa / Le soutien de l'Europe
- 64.- la posición europea / Le positionnement de l'Europe
- 65.- la reacción española / la réaction espagnole
- 72.- Avances en Oriente Próximo / des avancés au Proche Orient

Pour la semaine d'après les attentats, la forme des journaux est très stable : chaque jour se différencie du précédent, nous pourrions dire que nous sommes en train de présenter

les actants d'un récit¹¹⁶. Cette tendance se maintient relativement jusqu'au déclenchement de la guerre en Afghanistan (en gras les jours où la guerre commence pour les journaux):

Le Monde 3/13 2001 (guerre en Afganistan)

Rubrique/jour	3	4	5	6	7	9	10	12	13
1	X				X				
3			X			X	X	X	
5		X							
8									X
9							X		X

- 01.- France
- 03.- Entreprises
- 05.- La crise internationale après le 11 septembre
- 08.- Horizons-Analyses
- 09.- L'enquête et la sécurité

El Pais 3/14 2001 (guerre en Afganistan)

Rubrique/jour	4	5	6	8	9	10	11	12	13	14
14	X									
16	X									
20		X								
21			X							
23			X							
27							X			
28		X								
37				X					x	X
42					X					
52								x		

- 14.- La guerra del siglo XXI / La guerre du XXI siècle
- 16.- La guerra del siglo XXI. Reacciones en Europa / Réactions en Europe
- 20.- Guerra contra el terrorismo. La investigación / Guerre contre le terrorisme. L'enquête
- 21.- Guerra contra el terrorismo. Las pruebas / Les indices
- 23.- Guerra contra el terrorismo. La seguridad aérea / La sécurité aérienne
- 27.- Guerra contra el terrorismo
- 28.- Guerra contra el terrorismo. El papel de Marruecos / Le rôle du Maroc
- 37.- Guerra contra el terrorismo. Los aliados / Les aliés
- 42.- Guerra contra el terrorismo. Reacciones en el mundo / Réactions dans le monde
- 52.- Guerra contra el terrorismo. El papel de los medios / le rôle des médias

Lorsque finalement nous analysons la guerre en Irak, la coupure reste tout aussi évidente entre l'avant et le pendant la guerre :

Le Monde 16/26 2003

Rubrique/jour	16	19	20	21	22	25	26
1	X					X	
6		X					
7			X	X			
8			X				
9			X				
10					X		
11				X			
14					X		
15					X		
18							X

- 01.- International
- 06.- Aujourd'hui Sciences
- 07.- Le conflit Irakien. Une guerre sans l'ONU

¹¹⁶ Pour lire les tableaux : à gauche le numéro correspondant aux rubriques et dans les colonnes, les jours d'apparition.

- 08.- Le conflit irakien. Les intellectuels
- 09.- Culture
- 10.- Entreprise. Finances
- 11.- Entreprises
- 14.- Mobilisation Européenne
- 15.- Éditorial
- 18.- Le conflit Irakien. L'Europe

El Pais 16/26 2003

Rubrique/jour	16	17	18	19	20	21	22	24	25	26
1	X									
4	x									
5		X								
6		X								
7		X								
8		X				X	X		X	X
9			X							
11			X							
12			X					X		
13			X							
14				X						
15				X		X				
16						X	X			
17						X				
19							X			
23					X			X		X
26									X	
27										X

01.- Amenaza de guerra. La última oportunidad diplomática / Menace de Guerre. La dernière chance diplomatique

04.- España

05.- Amenaza de guerra. El debate en Roma / Le débat à Rome

06.- Amenaza de guerra. Reacciones en Europa / Réaction dans l'Europe

07.- Sociedad. Educación / Société. Éducation

08.- Economía

09.- Amenaza de guerra. La posición de Francia / Le positionnement de la France

11.- Amenaza de guerra. La posición del Gobierno / Le positionnement du gouvernement

12.- Sociedad / Société

13.- Impacto de la guerra en la economía / L'impacte de la guerre pour l'économie

14.- Al borde de la guerra. El debate en Europa / Au bordes de la guerre. Le débat en Europe

15.- El impacto económico de la guerra / L'impact économique de la guerre

16.- Guerra en Irak. La cumbre de la UE / Guerre en Irak. Le sommet de l'UE

17.- Sociedad

19.- Guerra en Irak. Reacciones en Europa / Réactions en Europe

23.- Internacional

26.- Guerra en Irak. La posición de Blair / Le positionnement de Blair

27.- Guerra en Irak. El debate en Europa / Le débat en Europe

Nous avons mis en rapport seulement les rubriques qui insèrent des titres dont l'Europe est le sujet grammatical. Le contenu des deux journaux nous offre une variation intéressante entre les avant et les pendant la guerre. Il nous semble remarquable que ce soit pendant les situations de conflit que certaines rubriques acquièrent une continuité. Il semblerait alors que 1) les journaux possèdent une volonté de construction de l'Europe qui se manifeste en lui donnant une continuité temporelle lors de moments de crise internationale 2) Cette continuité est construite en grande mesure à partir d'informations qui portent sur des questions économiques.

c) La construction de l'Europe

Nous sommes maintenant en mesure de définir notre corpus comme étant un récit qui porte sur la construction de l'Europe. Toujours dans le cadre de la stratégie des acteurs journalistiques, il s'agit maintenant de voir comment s'articule un discours de création de l'Europe. Nous l'avons aussi introduit plus haut, ce discours se caractérise par la création de situations d'attente.

Nous trouvons un premier exemple de la construction de l'attente de la part de *El Pais* entre les 3 et 5 octobre 2001 : d'abord, un titre des journalistes nous informe d'un *vouloir faire* européen : “*La eurocámara quiere incluir a ETA en la lista de terroristas*” Ce titre apparaît dans l'édition du 4 octobre 2001. Un jour plus tard, il est présenté comme parole du parlement européen : “*La eurocamara pide que la lista negra incluya a grupos europeos*” . Du “*quiere*” (elle veut) nous sommes passés au “*pide*” (elle demande) et de ETA aux groupes européens. Le journal nous met donc en situation d'attente. Cette attente devient néanmoins l'attente de la construction européenne puisque le journal titre un jour plus tard: “*La UE no tendrá hasta fin de año su lista de terroristas*”.* Le parlement est donc devenu UE, et la liste noire est redevenue “*sa liste de terroristes*”.

Nous nous trouvons, c'est ainsi que *El Pais* interprétait la situation, dans une situation de guerre pour laquelle l'UE ne possède pas d'institutions compétentes. Il semblerait que *El Pais* préfère créer une attente autour de la construction européenne plutôt que d'en montrer les lacunes.

* « Le parlement européen veut inclure l'ETA dans sa liste de terroristes », « Le parlement européen demande que la liste noire contienne des groupes européens », « L'UE n'aura pas jusqu'à la fin de l'année sa liste de terroristes »

Un changement de traitement de l'Europe est aussi perceptible dans *Le Monde* après le déclenchement de la guerre. *El Pais* a eu tendance à mettre l'UE en position d'attente, dans *Le Monde*, en revanche, l'Europe est incarnée par Bruxelles ou par des institutions économiques. Dans le tableau chronologique des titres où l'Europe, directement ou indirectement, apparaît en fonction de sujet, il est possible d'apprécier cette apparition de l'Europe technocratique lorsque la guerre en Afganistán commence :

Jour	Sujet (UE)	Sujet Institution	Sujet (Pays)
3	L'Europe(prépare)		
3		Les députés européens(se sont réunis)	
4			La France(propose)
4		Bruxelles(reprend)	
5			MM. Chirac et Fabius(plaident)
5		Les zones d'ombre...	
7			L'affrontement Chirac-Jospin(s'accentue)
9 (guerre)		Bruxelles(joue)	
10		Bruxelles(veut)	
10			Les Quinze(vont pouvoir)
10		Bruxelles(préconise)	
12		La commission européenne	
12		Les méthodes de travail de Bruxelles(pourraient)	
13			France et Espagne(veulent accélérer)
13	L'Union européenne(veut concilier)		

Le Monde reprend le même discours que les hommes politiques européens 30 ans auparavant, lorsque Yves Delahaye écrivait : “Dès qu’il parle de l’Europe l’acteur tend à se faire économiste, homme d’affaires, voire notaire”¹¹⁷. Toutefois, l’inclusion de l’UE en tant qu’homme d’affaires dans une situation de conflit armé n’est pas méprisable, au même titre que la volonté de *El Pais* d’insérer l’Europe dans les temps humains de l’intrigue nous semblait important.

Pour en finir donc avec la caractérisation de l’acteur-narrateur journalistique dans ce récit, nous reprenons l’ouvrage d’Yves Delahaye qui avait défini l’Europe unie en tant que miroir pour une Allemagne divisée, et l’Europe puissante en tant que désir pour une France en déclin¹¹⁸. Dans notre cas, *El Pais* pourrait voir dans le miroir européen une volonté commune,

¹¹⁷ Delahaye, Yves : 1979 op. Cit p. 163

¹¹⁸ Ibid. p. 177 : « L’Europe devient alors synonyme : pour la France de sa double volonté de renaissance et de création; pour l’Angleterre de ses souvenirs et de ses espoirs de domination; pour l’Allemagne de sa nostalgie de l’unité dans un contexte mondialiste; pour les neuf, enfin, lors qu’ils sont réunis, de leur volonté d’union, mais aussi de leur manque d’imagination”

un désir partagé de construction, tel que cela avait été le cas en Espagne après 1975¹¹⁹. Dans *Le Monde*, en revanche, l'Europe apparaîtrait en tant que puissance capable de faire face à "l'impérialisme" américain. Quoi qu'il en soit, ce qui ressort de la confrontation de ces deux acteurs différents, c'est l'existence de deux stratégies différentes pour une visée commune : la construction de l'Europe. Serait-ce un indice de l'existence d'autant de stratégies que de pays membres?

¹¹⁹ Il faut tenir compte du fait que *El Pais* fut créé en 1976 et qu'une grande partie de la direction actuelle est issue de cette période où les différences existantes dans l'Etat espagnol avaient été écartées en vue d'une construction démocratique. Cette construction menée à terme, l'Espagne voit renaître ses divisions ; nous pourrions penser que la construction européenne peut être une forme de retrouvailles de cette unité perdue.

2.- Les actants du récit :

Nous avons décomposé notre sujet UE en trois catégories : la plus abstraite d'abord (UE, Europe, européens), ensuite celle qui relève d'une existence institutionnelle et finalement, les pays membres ou candidats. Le premier constat consiste à remarquer que l'UE est en train de devenir, finalement, un sujet collectif¹²⁰ au fur et à mesure que notre temps d'analyse avance.

a) Vers un sujet collectif :

Dans *Le Monde*, l'UE apparaît six fois sous une forme abstraite lors de la semaine 13/19 toujours au pluriel ("les quinze" ou bien "les Européens"). Ensuite, pour la période 3/14, l'Europe sous sa forme abstraite a pratiquement disparue en faveur des institutions et des pays membres, elle n'apparaît que deux fois, et cette fois-ci au singulier. Pour la troisième période enfin, l'UE réapparaît comme sujet pour devenir un sujet collectif : 7 titres sur neuf parlent d'un acteur au singulier.

En ce qui concerne les institutions, la progression se fait de manière symétrique : d'abord, nous n'observons que la BCE, ensuite (la période 3/14) les institutions font une forte apparition, bien entendu sous une forme singulière, et largement représentées par Bruxelles. Nous observons enfin un déclin dans l'apparition de l'Europe institutionnelle.

La troisième catégorie sont les pays membres : dans la première partie du corpus, ils sont absents, dans la deuxième partie, ils sont incarnés de préférence par la France, dans la troisième partie, par les pays de l'Europe.

Pour *El Pais*, en revanche, l'UE est toujours présentée au singulier, la présence des institutions se renforce à mesure qu'on se rapproche de la fin du corpus, tandis que l'Espagne, présente au début, disparaît au bénéfice de l'Europe.

Nous retrouvons donc dans ces actants une évolution en accord avec les stratégies définies plus haut. Mais chaque actant doit posséder un rôle type dans le récit, ce qui nous permettra de rapprocher les deux journaux dans notre analyse.

¹²⁰ Yves Delahaye remarque l'existence d'un collectif de sujets plutôt que d'un sujet collectif en étudiant les formes que prenait l'Europe en tant que sujet dans une déclaration commune de 1972. Op. Cit pp. 150-154

La caractéristique principale de notre récit se trouve dans le fait que la somme des actants, c'est à dire le sujet collectif "Union Européenne" est en fait l'objet de la quête, les trois actants définis ayant chacun leur rôle. Il est bien là, et ce n'est pas nouveau, le malheur de l'Union Européenne : "*(L'Europe) n'a jamais su devenir ce qui aurait pu la faire naître : une concrétisation vécue de son imaginaire*"¹²¹, écrivait Romain Gary. C'est bien dans cette concrétisation sous un sujet collectif que nos actants risqueraient de disparaître.

b) Le couple sujet/objet :

La caractérisation de l'objet de la quête après les attentats du 11 septembre nous permet de voir cette "nationalisation" du récit, décrite à partir de la stratégie des acteurs journalistiques, qui implique une attribution de rôles asymétriques.

12 – 15 septembre 2001 : deux perceptions de l'insécurité

Les premiers jours suivant les attentats du 11 septembre, l'objet grammatical dans les titres qui portent sur l'Europe, réfère au renforcement de la sécurité commune : "*La UE elabora un plan para mejorar los sistemas de seguridad de toda Europa*"*. Ou bien dans le même sens pour *Le Monde* : "*Les Quinze veulent accélérer la mise en place d'une Europe de la défense et de la justice*". Mais il s'agit d'une réaction primaire des acteurs, journalistiques ou même politiques, les actants du récit étant encore en cours de formation.

Nous croyons pouvoir parler, et nous l'avons observé lors de l'analyse des rubriques, d'une situation originale dans la production informative tout de suite après les attentats, qui rejoint la temporalité informative décrite plus haut. Nous pensons à l'originalité des informations, définie de manière un peu provocante par Robert E. Park, qui disait que les informations étaient prévisibles : "*Il s'agit, en somme, des accidents ou incidents pour lesquels les public est préparé*"¹²². Cette affirmation ne nous semble maintenant pas étrange, car c'est bien le but d'une analyse de discours que de faire ressortir ces traces qui ont rendu lisible un événement. Mais ce qui est intéressant dans l'affirmation de Park, ce sont les conséquences en ce qui concerne les producteurs d'informations.

¹²¹ Gary, Romain ; *Europa*, Gallimard, 1972, p. 394 in Audi, Paul ; *L'Europe et son fantôme*, éd. Leo Sheer, Paris 2003 p. 13

* « L'UE élabore un plan afin d'améliorer les systèmes de sécurité dans toute l'Europe »

¹²² in Mc Quail, Denis ; *Introducción a la teoría de la comunicación de masas*, Paidós, Barcelona 2000 p.461

Il est possible de parler des routines informatives qui décident du degré de légitimation d'une information. Si nous tenons compte de la définition qu'en fait Mauro Wolf¹²³, nous nous apercevons que lorsque l'événement ne s'insère pas dans ces catégories il est nécessaire de lui en créer une. C'était bien le cas lors des attentats du 11 septembre 2001, et c'est ainsi que nous considérons les trois jours après les attentats comme un moment de construction des actants, d'accomodement des routines de production à une nouvelle situation et donc à un effort commun de définition.

Cet effort de définition commence ainsi par le besoin de protection issu de cet envie de sécurité dénotée plus haut. Nous voyons dans ce "se protéger" une différence entre "l'Espagne" et la "France" : *Le Monde* donne la parole à Daniel Vaillant pour définir la principale crainte de la société française : "*Daniel Vaillant veut empêcher tout amalgame*". En revanche *El Pais* montre Mr. Aznar dans un rôle actif en vue de faire justice : "*Aznar ofrece a Estados Unidos toda la ayuda necesaria para que se haga justicia*"*. Nous identifions ici deux manières très générales de comprendre l'insécurité. Le terrorisme est une menace, parce qu'il met en question le contrat social¹²⁴ quand les terroristes sont considérés comme appartenant juridiquement à la communauté qui est attaquée. En Espagne la lutte contre le terrorisme est ainsi une lutte, entre autres choses, juridique : ceux qui commettent des attentats sont des Espagnols hors la loi et sont poursuivis en conséquence. En France, en revanche, on a constaté une majeure facilité de traitement de la part de la presse des actes terroristes provenant de "l'extérieur" par opposition à ceux qui, en étant "intérieurs" pourrait mettre en danger l'unité nationale¹²⁵. C'est ainsi que "l'opinion française" crée un danger terroriste à partir d'un amalgame entre terroristes et musulmans.

Nous parlons alors, dans ce premier moment d'une définition de l'insécurité qui s'accorde à chacun des deux pays, qui fait donc partie d'un effort de la part des acteurs de notre "réalité". Cette "insécurité" correspond ainsi au terrorisme en Espagne et à ce que nous pourrions définir comme "communautarisme" en France. Nous sommes face à la définition d'un objet primaire, une réalité objective¹²⁶ dans laquelle vont évoluer les actants du récit européen¹²⁷.

¹²³ Wolf, Mauro : 1987, op. Cit p.217

* « Aznar offre aux Etats-Unis toute l'aide nécessaire afin de pouvoir faire justice »

¹²⁴ Garcin-Marrou, Isabelle ; *Terrorisme, Médias et Démocratie*, PUL, Lyon 2001

¹²⁵ idem

¹²⁶ On est dans la fonction d'agenda des médias. Nous ne sommes pas encore dans la production de sens, nous sommes dans l'accotement de la réalité.

Quant on parle d'objet primaire nous ne sommes pas en train de dire qu'il fait affleurer la réalité telle qu'elle existe. Nous entendons l'inclusion de cette priméité comme une manière de nous référer à l'interprétation que Park avait fait du terme "acquittance with"¹²⁸. Park en tant que premier intellectuel à voir les informations comme une forme de connaissance, interprétait cette distinction faite par William James comme une différence entre intuition et systématisation : *"Puisqu'il est fondé en une lente accumulation d'expériences et d'accomodement graduel de l'individu à son monde personnel et individuel, il est synonyme (l'acquittance with) (...) d'une forme de plus en plus complète d'instinct et d'intuition"*¹²⁹. Ce que nous avons défini comme objet primaire serait alors le résultat de cet instinct et de cette intuition.

Cet instinct de sécurité, cette intuition qui nous amène à "nous placer" du côté des américains, ne sont évidemment pas d'instincts "primaires"; tel que l'écrit Park lui-même, ils forment une sorte d'habitus, une forme personnelle d'appréhension de la réalité. C'est ici que la relation triadique décrite par Peirce¹³⁰, nous est très utile, car elle nous permet de qualifier comme objet primaire (le sentiment d'insécurité) un objet qui est à son tour une interprétation finale (terceité) dans le cadre de l'expérience individuelle. C'est au moment où cette expérience doit être racontée que le narrateur a besoin des actants.

La formalisation de cet objet primaire en un objet "second" "lutte contre le terrorisme", qui s'opère tout de suite après est le premier pas de cette construction narrative.

¹²⁷ Dans une autre partie nous nous servirons de cette priméité pour définir le couple destinataire/destinataire comme étant les journaux eux-mêmes

¹²⁸ Terme développé par William James et inspiré de la phénoménologie de Hegel, l'« acquittance with » (familiarité avec les choses) se produit lorsque nous n'analysons pas beaucoup un objet et en apercevons à peine ses relations. le « knowledge about » désigne, au contraire, une forme de connaissance plus articulée et explicite in Berganza Conde, M^a ; *Comunicación, opinión pública y prensa en la sociología de Robert E. Park*, CIS, Madrid, 2000

¹²⁹ Park, Robert. E ; News as a form of knowledge, American Journal of Sociology, 45,1 Juillet 1939 pp. 1-25 in Berganza Conde, M^a : 200 op. Cit p. 261

¹³⁰ Savan, David ; *La sémiotique de Charles S. Peirce* in Bounoux, Daniel : 1993, op. Cit pp. 101-116

Quelques jours après les attentats, ce besoin de sécurité que nous venons de décrire est transformé et ce, pour *Le Monde* aussi bien que pour *El País*. Dans le premier, la justice s'active en vue de cette quête : “*Les juges antiterroristes de quatre pays européens tentent de tracer le contour des réseaux islamistes*”. Dans le deuxième, le rôle de l'Europe s'accorde aux besoins de l'Espagne : “*España impulsará leyes antiterroristas en su presidencia de la UE*”^{*}.

Le couple d'actants sujet/objet s'accorde donc à la stratégie de chaque journal. Pour *El País*, dont nous avons vu une prédominance de l'UE comme sujet singulier et de l'Espagne comme pays membre, c'est l'Espagne qui prend le rôle d'un sujet en vue de la construction européenne, avec l'UE qui devient donc, une sorte d'imaginaire collectif, qui joue un rôle d'adjuvant, car il faut en avoir la présidence pour mettre en place des lois anti-terroristes.

Pour *Le Monde*, en revanche, le sujet de la construction européenne relève plutôt des institutions judiciaires. Ce sont les pays membres qui prennent ici la place d'adjuvant, puisqu'il faut leur accord pour que ces institutions, en grande partie nationales, puissent devenir européennes.

Nous arrivons ainsi au couple destinataire/destinataire. Comme on la vu jusqu'ici, les informations apparues tout de suite après le onze septembre 2001 mettaient les journaux eux-mêmes dans la position du destinataire de la réalité. C'est ainsi que nous interprétons la discontinuité observée lors de l'analyse des rubriques. Par ses sections, par la construction que nous avons vu d'un objet et d'un sujet de la construction européenne nous avons l'impression de nous trouver face au méthaénonciateur dont parlait Eliseo Verón¹³¹. Les journaux auraient perdu pendant les premiers jours après les attentats sa capacité de narration. L'apparition d'un destinataire dans notre deuxième partie du corpus permet d'imaginer qu'une fois les journaux ont repris le “contrôle de la réalité”, ils sont en mesure d'en représenter ses effets.

* « L'Espagne lancera de lois anti-terroristes lors de sa présidence de l'UE »

¹³¹ Verón, Eliseo ; *Il est là, je le vois, il me parle*, in *Rev. Communication* n°38 pp. 88-120

c) 3/14 octobre l'apparition d'un destinataire

Nous sommes dans le deuxième temps de notre analyse, dans un moment où les routines productives ont déjà donné lieu à une situation connue. Une situation, en plus, délimitée par une temporalité bien définie à partir de l'immédiateté d'une guerre en Afghanistan.

La lutte contre le terrorisme continue d'être l'objet grammatical privilégié dans les phrases analysées pour *El Pais* (7 occurrences) tandis que l'action militaire apparaît 4 fois. Nous obtenons plus de la moitié de titres parmi ces deux catégories, c'est-à-dire que nous identifions la lutte contre le terrorisme à partir de moyens militaires comme un destinataire assez clair de la quête du sujet. Mais on sait aussi que ce sujet était l'Espagne avec l'aide d'un adjuvant UE. Nous savons également que cette UE n'aura pas, jusqu'à la fin de l'année, sa liste de terroristes et qu'elle est en train d'accélérer la création d'une force de réaction rapide.

La lutte contre le terrorisme par des moyens militaires s'avère être alors un objet qui bénéficie de la quête de la construction européenne ce qui fait de la création d'une force de réaction rapide une sorte d'objet primaire de cette construction : c'est en recherchant cette force de réaction que l'UE pourra se construire. Nous observons alors que, de même que les Etats membres, selon Delahaye, manquaient d'imagination pour donner à l'UE une forme autre que celle d'un état, nous pourrions dire que *El Pais* manque de l'imagination nécessaire pour lui donner comme objet fondateur une tâche autre que celle de réclamer l'exercice légitime de la violence dans un territoire concret.

Le Monde dessine, à son tour, une UE forte en matière économique. 14 des 22 titres portent comme objet des questions économiques. Pour le reste nous y trouvons des questions de sécurité (2 fois), d'élargissement (2 fois) et de justice (1 fois). Il y a deux exceptions dont nous devons tenir compte : les titres qui donnent la parole à M. Poutine et à Washington "*Poutine s'engage à combattre le terrorisme avec les Quinze*" et "*Washington fait appel à la solidarité de ses alliés*". Dès que des acteurs externes apparaissent dans notre corpus, le sujet collectif que nous avons trouvé disparaît pour redevenir "une collection d'individus" (les quinze)¹³². Autrement dit, ce n'est que dans ses institutions que l'UE prend corps. Nous le voyons aussi par les dialogues instaurés entre les leaders politiques français et ces institutions:

14.- La France propose à l'Union européenne un "plan d'action" pour l'après-talibans

32.- MM. Chirac et Fabius plaident la cause de Schneider-Legrand à Bruxelles

33.- La Commission européenne envisage de bloquer la fusion des deux groupes français d'équipements électriques pour risque de position dominante.

34.- Bercy, l'Elysée et les deux sociétés, qui se trouveraient fragilisées sur le plan financier en cas de veto, critiquent les dérapages de la procédure

42.- L'affrontement Chirac-Jospin s'accroît malgré la crise internationale

43.- Jacques Chirac, en visite à Montpellier à l'occasion d'un débat régional consacré à la réforme de l'Union européenne, a relancé ses critiques sur la politique économique du gouvernement.

44.- François Hollande a immédiatement réagi : "Je pensais qu'il y aurait dans cette période un peu plus de retenue"

45.- "Les petites entreprises voient s'accumuler sur elles toutes les plaies de l'Egypte bureaucratique"

C'est donc encore une fois la France qui paraît se dessiner comme adjuvant des institutions européennes.

d) Le couple destinataire/ destinataire

Il s'agit ensuite de voir comment *Le Monde* et *El Pais* prennent la place du destinataire, c'est à dire celui qui commande la quête du sujet. Nous voyons dans *El Pais* une tendance à mettre l'UE en position de sujet, lorsque la guerre est commencée. Ce rapport entre les Etats membres (l'Espagne tout à l'heure, la France et le Portugal maintenant) et l'UE qui s'échangent le rôle d'adjuvant et de sujet laisse voir une sorte de construction identitaire, de la part du journal.

Si les attentats du 11 septembre 2001 ont donné lieu au titre "**Guerre du XXI^e siècle**", il se pourrait que les attentats eux mêmes prennent le rôle du destinataire dans notre récit. Nous ne disons rien de nouveau, *El Pais* l'avait par ailleurs explicité dans ses articles, en affirmant que c'est après les attentats que la construction européenne gagne en importance. Mais en rester là serait trop superficiel. Une fois "la guerre du XXI^e siècle" déclenchée, les références à la "société" disparaissent des pages concernant l'Europe. C'est en cherchant cette société que nous arrivons au destinataire : "*Los musulmanes de Francia tienen miedo que se les mezcle con los terroristas*" suivi de "*Soflamos del ultra Mégre*"* sont les seules représentations d'agirs affectuels que nous avons trouvés. Mais, encore un jour après, "les musulmans" forment à nouveau le sujet d'un titre : "*Los musulmanes exigen en Roma el fin del espíritu de las cruzadas*"**. L'amalgame que nous avons vu apparaître dans *Le Monde* est

¹³² Dans le cas de ses alliés c'est dans le sous-titre qu'ils deviennent les Quinze

* « Les musulmans de France ont peur de se voir assimilés aux terroristes », « appel enflammé de l'ultra Mégre » Il est par ailleurs remarquable la dénomination musulmans de France à la place de ce qui semblerait plus logique : musulmans français. L'identité musulmane est présentée ainsi par opposition à l'identité Française. Sur le traitement des dénominations dans la presse, Teun Van Dijk avait fait une étude sur le traitement des réfugiés Tamiles dans la presse hollandaise qui montre aussi comment cette sorte de distinction s'opère de manière régulière en faisant accroître les différences entre communautés. Van Dijk, Teun : 1997, op. Cit

** « Les musulmans exigent à Rome la fin de l'esprit des croisades »

ici rendu explicite par un titrage qui met dans la même page la crainte des musulmans français et les paroles de Mégret, et il est renforcé un jour plus tard par l'insistance sur les croisades. *El Pais* se construit comme destinataire en se présentant comme l'Europe elle-même, cette Europe schizophrénique toujours partagée entre son passé à la fois glorieux et sanglant.

Le destinataire commence maintenant à être bien identifié comme étant les terroristes, et plus précisément Ben Laden : “*Nosotros no somos Bin Laden*”, écrit dans *El Pais* en est le meilleur exemple. Si nous reprenons le titrage analysé pour en définir le destinataire nous observons que Mégret prend la place d'un antisujet permettent ainsi que ce soit Ben Laden le destinataire de la quête. Il en est de même pour la citation d'Ariel Sharon rapportée quelque jours plus tard : “*Sharon compara la actividad de Bush con la permisividad de Europa con Hitler en 1938*”.*** Bruno Mégret viendrait nous rappellé l'Europe de 1938 et Ben Laden serait identifié à Hitler. Nous interprétons ainsi, tel que nous le laissait entrevoir l'analyse du destinataire, ce passé européen comme l'antisujet de la quête, de manière à ce que Ben Laden puisse prendre la place du destinataire. Le problème pour l'Europe est alors qu'il s'agit, aux yeux de *El Pais*, d'une institution qui cherche à se construire, poussée par son propre passé, mais afin de pouvoir lutter contre le terrorisme: une Europe qui se construit donc de manière négative, ce qui rend difficile la création d'une identité.

Le Monde est conséquent avec lui-même: nous avons vu un sujet institutionnel accompagné d'un adjuvant français. La France serait ici l'imaginaire autour duquel devrait se construire l'Europe. Le grand intérêt d'un journal “républicain” et d'une longue tradition informative comme c'est le cas du *Monde*, réside dans le mécanisme par lequel cet imaginaire français est transformé en destinataire.

Le Monde fait, en tant qu'acteur-narrateur, un travail de rationalisation d'une sorte d'intuition morale que nous voyons exemplifiée par des nombreux titres qui parlent des manifestations contre la guerre. La stratégie dans *Le Monde* consiste en une mise en valeur de la catégorie des experts. L'expert est une figure très ambiguë dans la production d'information. L'existence de sections d'opinion dans les journaux devrait accomplir ce rôle d'interprétation scientifique de la réalité que nous attribuons aux experts. Il est néanmoins courant que pour traiter certains thèmes, les journaux font appel à des spécialistes pour rendre l'information plus lisible. Ce faisant, le journal intègre dans son discours une interprétation

*** « Nous ne sommes pas Ben Laden », « Sharon compare l'activité de Bush avec la permissivité de l'Europe vis à vis de Hitler en 1938 »

qu'il légitime dans sa valeur de "vérité" au détriment des pages d'opinion qui restent toujours comme les opinions individuelles de ceux qui les écrivent.

Dans les titres analysés pour *Le Monde*, cet appel à l'autorité scientifique se produit en deux moments différents, mais dans les deux cas il permet de justifier certaines décisions politiques. Autrement dit, ils produisent du sens. Cette production est faite, en outre, d'une manière très républicaine, très proche du fonctionnement politique français. Un premier exemple fait référence à la semaine d'après les attentats, au moment où un sujet que nous avons défini comme institution juridique se dessine pour mener à bien une construction européenne. *Le Monde* à partir de cette stratégie de mise en valeur des experts en deviendra le destinataire.

En suivant un ordre chronologique, nous observons comme premier destinataire la société, car plusieurs titres font état du sentiment de solidarité européenne¹³³. Comme pour renforcer ce sentiment en l'écartant en même temps de possibles dérives racistes, *Le Monde* y rajoute un titre qui, n'étant pas facilement attribuable à quelqu'un, sera interprété comme une prise de position du journal : "*Assassiner au nom de Dieu c'est tuer deux fois*"¹³⁴. Dans un deuxième temps, ce destinataire moral est formalisé à partir des "experts" : "*Des experts réunis à Bruxelles évoquent les risques d'attentats en Europe*", donc le besoin de sécurité. La démarche du *Monde* est ainsi à l'opposé de ce que nous observions dans *El País*. La relation triadique installée par le journal français met en rapport la société avec l'institution européenne, sans s'arrêter à la construction d'un imaginaire collectif, mais en justifiant une mobilisation sociale (que nous identifions d'abord comme un mélange de peur et de solidarité) à partir d'une parole légitime : les experts.

Un deuxième exemple tiré de notre deuxième partie du corpus, nous montre comment *Le Monde* rend légitime une affirmation de Jacques Chirac. Ce qui va changer ici c'est que la société qui apparaissait tout à l'heure est maintenant incarnée par Chirac et que les experts sont ici des institutions européennes : "*L'Europe est une urgence affirme Jacques Chirac*". Encore une fois, ce n'est pas le journal qui le dit, de même que ce n'était pas le journal qui se mobilisait. Mais cette origine sera à nouveau mise sous forme d'information, sera rationalisée : "*La cour européenne des droits de l'homme appelée à statuer sur l'adoption par les homosexuels*" et "*La Cour de justice européenne précise que la découverte d'un gène n'est*

¹³³ Ceci s'étend jusqu'au 16 septembre

¹³⁴ Il s'agit d'un titre inséré au milieu d'une double page d'informations. L'énonciateur de cette phrase n'étant pas visible car nous devons lire l'article pour le trouver nous croyons pouvoir parler d'une prise de position du journal lui-même.

pas brevetable”. Ces deux titres montrent en effet que certaines institutions européennes sont requises lors de situations de la vie courante. L’Europe n’est pas une abstraction elle touche aussi la réalité. C’est donc grâce à ce rôle technique que l’Europe peut être qualifiée comme une urgence par Jacques Chirac.

L’urgence de Chirac reste néanmoins en attente. D’après le dispositif discursif dans *Le Monde*, l’Union Européenne n’agit pas selon des prescriptions axiologiques mais normatives. L’urgence de Chirac ne deviendra un destinataire que si elle se voit formalisée par des experts (comme c’était le cas auparavant). C’est ainsi que *Le Monde* exerce un rôle de destinataire dans la construction européenne.

3.- Les relations entre les actants :

La troisième partie de notre corpus, comprise entre le 16 mars 2003 et le 26 mars 2003, s'avère comme le moment le plus propice pour analyser les relations entre les acteurs de la construction européenne tels qu'ils se montrent dans notre récit sous forme d'actants. La quête d'une Europe unie servait à une guerre contre le terrorisme qui était, par ailleurs personnifié en la figure d'Ossama Ben Laden en ce qui concerne *El Pais*, tandis qu'elle se dirigeait vers les citoyens européens dans *Le Monde*. Nous avons vu comment ces destinataires répondait à deux stratégies de construction du destinataire de la part des journaux. Maintenant nous sommes dans une nouvelle situation de guerre. Mais cette fois-ci les deux journaux se trouvent dans des pays dont les dirigeants ont des positions opposés.

Nous savons aussi que le sujet de la quête était incarnée par une Europe qui se cherche elle-même et qui voit dans son passé son anti-sujet du côté de *El Pais*. Tandis que pour *Le Monde*, cette recherche se fait à partir des institutions normatives européennes soutenues par la France.

Le désir d'unité qui était présent du côté de *El Pais* s'avère maintenant comme étant le souci de ne pas tomber sur ce passé sanglant que nous avons vu se représenter, de façon même chronologique depuis les croisades jusqu'à Mégrét en passant par Hitler. Notre travail tend à trouver les formes de création d'identité possibles dans un espace supranational (l'Europe) fortement médiatisé. Nous avons fait appel au long de ce mémoire à un idéal républicain qui s'incarne dans une forme de liberté non-dominée. Nous avons également parlé des processus d'opinion publique dans une démocratie. Tout cela était analysé sous un angle de vue synchronique : nous croyons pouvoir intégrer le passé, l'identité individuelle, dans un moment présent à partir d'une sorte de dialectique. Mais pour que cela soit effectivement possible, on ne peut pas refouler ce passé, car ce faisant la politique devient certes, plus facile à gérer, mais elle est simplement procédurale¹³⁵.

Notre analyse diachronique est aussi une comparaison entre deux traditions, l'analyse de titres nous a permis de rester dans les modèles cognitifs qui prédominent pour chacun des deux pays¹³⁶. Il est alors intéressant d'observer comment ces deux caractéristiques de la démocratie républicaine, identité et procédure, apparaissent dans notre corpus, délimitées par l'histoire de chaque journal. *Le Monde* focalise la construction européenne dans la procédure,

¹³⁵ Rosanvallon, Pierre : 1998 op. Cit p.437

El Pais dans l'identité. Nous voudrions alors finir notre analyse par une mise en rapport des tous ces actants qui se sont montrés au long de l'étude car, si le dialogue est possible entre nos acteurs (*Le Monde* et *El Pais*), il devrait alors l'être aussi entre n'importe quel autre acteur au sein d'une société ou de n'importe quel espace.

a) Les relations du sujet :

Les deux sujets de notre récit, les institutions européennes pour *Le Monde* et l'UE pour *El Pais*, sont intégrés au moment où la guerre en Irak commence, dans la quête d'une construction européenne. Dans le journal français, ce sujet est très clairement explicité par le titre : "*Union européenne : la banque central européenne*" tandis que dans *El Pais* l'exemple le plus clair du sujet se trouve dans le titre : "*La UE responde a la crisis con un impulso a las reformas acordadas en Lisboa. Un grupo de trabajo deberá presentar propuestas sobre mercado laboral dentro de un año*"*.

Le sujet institutionnel dans *Le Monde* est donc décrit ici par le titre que nous venons de montrer qui est à son tour inséré dans la rubrique : "*la crise Irakien : une guerre sans l'ONU*". Ce que *Le Monde* introduit par cette rubrique est le rôle d'adjuvant que l'ONU joue dans la construction européenne car, sans elle, l'UE se voit réduite à la BCE. Mais nous avons déjà expliqué le langage informatif dont *Le Monde* se sert pour raconter la réalité et si le journal se permet une telle interprétation, ce n'est pas sans l'avoir justifiée auparavant : le 19 mars, c'est à dire la veille de la guerre, l'article principal de la section Débats, (le titre qui commence dans la une) était signé par Romano Prodi et Chris Patten¹³⁷. Il s'agit donc d'un article représentatif de l'UE comme institution et donc la source dont *Le Monde* se servira pour définir ce sujet : « *A côté de l'Union européenne, un cercle de pays amis. Nous devrions leur offrir une part dans le marché intérieur de l'UE et plus encore, tout sauf la participation aux institutions de l'UE* ¹³⁸ ». C'est donc l'Europe elle-même qui se définit à partir de ses institutions qui sont, par ailleurs, la seule chose qui ne peut pas être partagée. Mais c'est aussi une Europe qui fait de son marché sa puissance, c'est grâce à son ouverture, qu'il est possible de se faire des amis. Il s'agit enfin, d'un langage qui fait penser plutôt à des hommes d'affaires qu'à des leaders politiques.

¹³⁶ Nous parlons de pays, mais il faudrait parler plus exactement du public lecteur de chacun des journaux.

* « L'UE répond à la crise avec une relance des réformes accordées à Lisbonne. Un groupe de travail sera chargé de présenter des propositions autour du marché du travail dans un an »

¹³⁷ Président de la commission européenne et commissaire chargé des relations extérieures respectivement

¹³⁸ La deuxième phrase correspond au paragraphe leads. On appelle ainsi les paragraphes introductifs des articles.

Ce langage en effet se caractérise par un titre nominal qui relève donc de la catégorie de l'être de par son caractère anaphorique. Dans le paragraphe leads, l'inclusion du verbe « devrions » au conditionnel présent nous insère du côté du faire : par la caractéristique du verbe et par le temps conditionnel qui introduit une temporalité, le conditionnel n'étant pas un temps fini. La catégorie *être* est ainsi modifiée par un *devoir faire*. Du côté des acteurs politiques, l'UE relève d'un *devoir faire* qui s'accorde à la stratégie de *Le Monde* pour s'autoconstruire comme destinataire. Mais les acteurs politiques qui signent cet article, ne sont pas des journalistes, ils représentent un territoire. Tandis que la stratégie pour devenir le destinataire d'une quête est un passage obligé car nous n'attendons pas d'un journal (à priori) des discours axiologiques, elle est plus surprenant lorsqu'elle est adoptée par des acteurs politiques. Nous pouvons penser que le territoire UE est en fait inséré dans un territoire plus large qui possède cette capacité axiologique qui fait défaut aux européens.

L'être de l'Europe est défini par trois titres nominaux ou bien pronominaux. Il s'agit de deux titres qui définissent cette Europe institutionnelle à partir de Bruxelles mais qui préviennent aussi de l'ambivalence de cette Europe à partir d'un titre que nous pourrions cataloguer entre l'être et le paraître :

30.- Union Européenne : La banque centrale européenne

64.- Les deux corps de l'Europe

26.- Bruxelles s'attaque à la participation du Land de Basse-Saxe au capital de Volkswagen

Les compétences modales de cette entité européenne apparaissent très clairement exemplifiées lors de la titraille du 26 mars, qui coïncide en plus avec le dernier jour de notre corpus :

67.- L'Union européenne **est tétanisée** par la crise

68.- Les institutions **tournent au ralenti** alors que chacun se demande **comment** la Convention va **surmonter** les profondes divisions apparues en son sein. L'idée d'un noyau dur est relancée, mais le rapprochement franco-allemand suscite la **Crainte** d'une **volonté d'hégémonie**

69.- Vive **polémique** entre Londres et Paris

70.- « L'Europe **s'est toujours remise** de ses enlisements, mais cela se compte plus en années qu'en mois » M. Bourlanges

Les titres 67 et 68 relèvent d'un *ne pas devoir être* qui s'articule autour de la catégorie « UE tétanisée » qui est modalisée dans le sous-titre par le devoir de surmonter ces divisions en lui donnant la forme d'un *devoir faire*. La deuxième partie du titre 68, modalise à son tour ce *devoir faire* par l'inclusion d'un *ne pas vouloir être*. Les titres 69 et 70 permettent enfin d'introduire à partir d'un *pouvoir ne pas être*, la catégorie de possibilité à une « Europe

unie ». Mais, il faut le noter, cette catégorisation du pouvoir est faite à partir des paroles de M. Bourlanges.

Il s'agit en bref d'une Europe qui ne doit pas être divisée, ne veut pas être franco-allemande et elle peut-ne pas être ni divisée ni franco allemande. Du *vouloir faire* commun d'il y a trente ans nous sommes passés à un *devoir être*. Il s'agit d'une volonté d'exister dont nous traitons dans *Le Monde*. Mais il s'agit d'une volonté qui n'est pas modalisé : comment exister et pour quoi faire ? Tout vouloir faire européen se réduit pour l'instant à un désir d'existence.

L'Europe dans *El Pais* se caractérise par l'absence de modalités de l'*être*, tous les titres relevant du *faire*. Le plus explicite, celui que nous avons cité tout à l'heure est bien à l'opposé de ce que nous avons vu pour *Le Monde*. Mais il s'agit d'un pouvoir faire institutionnel qui devient un *ne pas pouvoir faire* si on tient compte des représentations axiologiques. Nous résumons par le tableau suivant cette ambivalence entre l'Europe axiologique et l'Europe active. Chaque case correspond à un titrage¹³⁹.

Vouloir faire	Pouvoir faire	-pouvoir faire
39.- Europa se reconoce incapaz de superar su crisis, y apuesta ahora por la ONU (-pf) 40.- Los Quince reclaman el establecimiento en Irak de un « Gobierno representativo » (vf)	68.- La UE responde a la crisis con un impulso a las reformas acordadas en Lisboa 69.- Un grupo de trabajo deberá presentar propuestas sobre mercado laboral dentro de un año	01.- Aznar acude a la cumbre de Azores para decidir si se vota o no la nueva resolución (pf) 02.- La Union Europea se muestra más bien pesimista sobre los resultados del encuentro (-pf)
	48.- El BCE, listo para intervenir	
	88.- El BCE está listo « día y noche » para intervenir por si hace falta liquidez	

L'opposition se fait entre une Europe impuissante et une UE qui relève du pouvoir faire. Le non-être de l'Europe dans *El Pais* correspond à un manque de *pouvoir faire*, tandis que le *ne pas pouvoir faire* de l'UE dans *Le Monde* s'expliquait par un *vouloir être* négatif : *ne pas vouloir être*.

C'est ainsi que l'analyse de catégories du vouloir et du devoir donne lieu dans *El Pais* à une mise en valeur des compétences. L'UE est la source d'un pouvoir faire, c'est par l'UE qu'on peut atteindre un certain degré de liberté. Le désir d'exister dans *Le Monde* est ainsi modalisé par une volonté de liberté dans *El Pais*. Notre espace médiatique se caractériserait donc par une sorte de *vouloir être pour pouvoir faire*. Un premier résultat de notre analyse consiste alors à remarquer cette complémentarité entre les deux journaux. Il s'agit d'un exemple de ce que nous pourrions appeler la construction d'un "espace public global". La communication politique à l'échelle européenne ne peut pas être analysée sans tenir compte des relations entre les acteurs des différentes arènes nationales. C'est ainsi que lorsque nous voulons définir les contours d'une identité européenne "*nous devons voir les identités collectives comme une forme émergente d'action collective*"¹⁴⁰. Les informations journalistiques ne sont sûrement pas une forme d'action collective, mais l'imaginaire qu'il est possible de faire affleurer depuis leur analyse peut bien être perçu comme une sorte de "concrétisation d'un imaginaire vécu".

¹³⁹ Pour la traduction du tableau : Annexe 1

¹⁴⁰ Shlesinger, Philip : 1991, op. Cit p. 181

4.- L' Espace Public européen :

L'Europe paraît être cet impératif qui permet de surmonter les différences nationales en se présentant comme une forme d'action collective : l'exemple du terrorisme et du communautarisme nous en fournissait la preuve la plus explicite. Mais l'Europe n'est pas en elle-même un langage politique capable d'abriter les différences identitaires. L'Europe n'est pas non plus commandée par des positionnements politiques. L'action européenne relève enfin plutôt du *devoir* que du *vouloir*.

Ce devoir faire européen est néanmoins une caractéristique contextuelle car la construction d'un espace public européen est toujours en cours. Nombreuses sont les voix qui considèrent la "crise" survenue lors de la guerre en Irak comme un tournant pour le développement de cet espace¹⁴¹. Parallèlement la rédaction d'une constitution européenne est aussi en cours. Nous nous trouvons donc dans une période de développement de formes de communication politique dirigées vers les arènes et vers la construction d'un territoire européen. Il nous paraît donc pertinent de terminer notre analyse par un essai de définition des "thématiques" qui s'avèrent fondamentales pour la construction de cet Espace Public européen. Nous espérons ainsi délimiter les champs d'analyse qui pourraient, lors d'une future recherche plus approfondie, nous permettre de rendre compte de l'évolution de cette Europe qui se construit.

4.1.- La communication vers le territoire* :

L'Europe comme territoire pour la communication politique se construit, d'après le corpus analysé, à partir de quatre thématiques principales :

a) Les implications nationales :

La relation entre l'Europe comme territoire et les états qui en font partie peut se produire dans un double sens. Dans notre premier exemple, Gerhard Shroeder fait appel à une

¹⁴¹ Habermas et Derrida dans *Libération* daté du samedi 31 mai et dimanche 1er juin 2003 lançaient une appelle aux intellectuels de tous les pays de l'Europe à s'exprimer sur ce sujet dans des différents journaux et un même jour afin de donner un coup symbolique à l'espace public européen.

* La traduction des titres en espagnol se trouve dans l'annexe 2

responsabilité européenne. Dans le deuxième exemple, c'est l'Europe qui agit directement sur le territoire espagnol.

01.- Gerhard Schröder demande aux Allemands des **sacrifices importants** sur le plan social

02.- Le chef du gouvernement justifie les réformes au nom des **responsabilités européennes** du pays

50.- Bruselas acuerda la armonización de los impuestos que gravan los productos energéticos

51.- **España deberá** subir el impuesto del gasóleo y establecer uno para el gas y la electricidad

b) L'action humanitaire :

L'Europe est ici un territoire inséré dans un territoire plus vaste qui est géré par l'ONU. Il s'agit d'un des domaines dans lequel l'Europe se dirige vers l'extérieur.

71.- Sans les encourager à quitter l'Irak, la Commission est prête à aider les réfugiés

c) La défense économique :

L'économique représente le domaine de préférence du territoire européen. Au contraire de la thématique humanitaire, il s'agit ici d'un domaine qui se dirige vers l'intérieur. Nous sommes dans une sorte de défense économique qui s'exerce au sein d'un territoire global. Que ce soit par l'inclusion du dédicte "día y noche" (jour et nuit) ou bien par la construction pronomiale "se met en mesure", l'Europe en tant que territoire économique est présentée sous une forme d'attente. La puissance économique de l'Europe serait ainsi une sorte de bouclier défensif, plutôt qu'un ressort pour l'action.

59.- L'Europe **se met en mesure** d'affronter un choc financier majeur

88.- El BCE está listo « **día y noche** » para intervenir por si hace falta liquidez

d) Le devoir d'unité :

La responsabilité que Schroeder demandait tout à l'heure est transformée en devoir d'unité dans El País.

34.- Los líderes europeos acuden a la cumbre de Bruselas para frenar la mayor crisis de la UE

e) La défense militaire :

Il s'agit d'un hybride entre l'humanitaire et l'économique. La volonté axiologique que l'humanitaire insérait dans le territoire européen d'après *Le Monde* est ici reprise sous une forme militaire.

41.- Simitis y Prodi : « no podemos confiar a otros la defensa militar de nuestros valores »

L'humanitaire et le militaire représentent une sorte d'ouverture de l'Europe vers l'extérieur. La comparaison des deux journaux, en outre, permet de voir qu'il ne s'agit pas de champs opposés mais plutôt complémentaires. Nous voyons donc dans le territoire européen une double forme de communication politique : vers l'intérieur, l'Europe veut transmettre sûreté et savoir faire. Vers l'extérieur, elle veut transmettre certaines valeurs qui, par ailleurs, nous sont toujours inconnues. Ce qui nous paraît intéressant en tout cas c'est le fait qu'à partir de l'étude en profondeur de ces quatre catégories il serait possible de déterminer la communication interne et externe du territoire européen.

4.2.- La communication vers les arènes :

Les quatre domaines du territoire trouvent dans la communication qui tend vers les arènes cinq domaines correspondants.

a) Valeurs :

Dans la communication vers les arènes, la représentation d'agirs communicationnels faisant référence à des questions axiologiques est très présente. Nous avons distingué quatre lignes axiologiques : I) le socialisme européen II) Le pacifisme III) le passé résistant IV) les Nations Unies

I) L'idée d'un socialisme européen n'est certainement pas la plus répandue dans les arènes politiques mais il est néanmoins remarquable qu'elle fasse partie des titres dans *El Pais*. Spécialement du fait que c'est par l'appui au "dissident" Robin Cook que le socialisme européen serait relancé.

82.- Apoyo a Robin Cook para potenciar el socialismo europeo

II) Le Pacifisme est sûrement l'axe plus important en ce qui concerne les valeurs européennes. Très présent dans *Le Monde*, il apparaît une seule fois dans *El Pais*. Il faut remarquer en revanche que *El Pais* avait eu une position clairement contraire à la guerre¹⁴². Le traitement du pacifisme dans *Le Monde* se produit depuis un pacifisme en Europe jusqu'à un "antiguerr (isme) européen". Cette distinction entre le pacifisme et l'antiguerr ne nous paraît pas banale car le pacifisme n'est pas une source possible d'identité républicaine¹⁴³ et entre de plus en contradiction avec la construction d'une Europe de la défense. L'antiguerr, par contre, est une dénomination contextuelle, elle peut faire partie d'une identité européenne.

27.- Les pacifistes multiplient les manifestations **dans toute l'Europe**

28.- Des millions d'activistes se mobilisent pour organiser des défilés et des grèves

29.- La Coalition contre la guerre en Irak a lancé une campagne de « désobéissance civile »

61.- Les mouvements **antiguerr européens** mobilisent en masse

62.- Des incidents avec la police ont éclaté, vendredi soir 21 mars, en Espagne, à Madrid. M. Aznar a convoqué en urgence son cabinet de crise. Dans plusieurs pays, des manifestations étaient prévues samedi et dimanche

63.- Défilés à Paris et en Province

52.- Cientos de miles de personas se manifiestan **en Europa**

III) Les anciens dissidents viendrait réveiller le passé proche de l'Europe. Ils appuieraient l'antipacifisme, en rappelant le mal que le pacifisme a pu faire à l'Europe. Mais cette logique combattante, que souligne *Le Monde*, ne s'insère pas dans une construction européenne, comme c'était le cas pour les antiguerr, elle devient par la suite un appui aux Etats-Unis. Ces intellectuels de l'Est sont donc traités avec respect (ils font penser aux résistants français dans *Le Monde*, ils sont rapprochés de ceux qui souffrirent de la dictature

¹⁴² Dans une entretien sur France Inter le correspondant à Paris de *El Pais*, justifiait la position antiguerr de son journal comme étant la position de la majorité de citoyens espagnols.

¹⁴³ « La paix est une restriction (...) dans l'action de l'agent s'il doit toujours agir de manière pacifique même au détriment d'une maximisation de la paix ». Pettit, Philip : 1999, op. Cit p. 134.

franquiste dans *El Pais*) mais ils sont insérés dans un temps passé. Ce passé “résistant” qu’on peut trouver dans toute l’Europe aurait besoin d’une capacité militaire pour redevenir présent.

21.- Certains des **anciens dissidents** d’Europe de l’Est soutiennent les **Etats-Unis**

22.- L’objectif consistant à **abattre une dictature** semble prioritaire à des hommes qui ont **combattu** le totalitarisme

23.- « le déboulonnage d’un **tyran** ne peut manquer de (nous être) sympathique »

24.- Intellectuales, con **Bush**

25.- Escritores y artistas que **sufrieron la represión comunista** en Europa del Este apoyan la **invasión de Irak**

IV) Les valeurs de l’Europe sont enfin incarnées par les Nations Unies. C’est par le biais de cette institution que le terme “combat” qui éveillait le passé de l’Europe est inséré dans un temps présent dans *Le Monde*. D’une manière similaire, la juxtaposition se produit dans *El Pais* par l’utilisation de verbes qui ne relèvent pas d’une capacité d’action de la part du sujet : les artistes et écrivains “sufrieron” (souffrirent), de même que l’Europe “se reconoce incapaz” (se reconnaît incapable). Si les anciens dissidents ne sont pas encore européens, c’est donc parce qu’ils choisissent d’appuyer l’invasion, tandis que l’Europe décide de “apostar por la ONU” (miser sur l’ONU).

39.- **Europa** se reconoce incapaz de superar su cisma, y **apuesta ahora por la ONU**

40.- Los Quince **reclaman** el establecimiento en Irak de un « Gobierno representativo »

48.- Paris, Berlin, Moscou poursuivent leur **combat**

49.- « **Seules les Nations** unies ont la légitimité pour accompagner l’après-guerre »

b) Division :

Le devoir d’unité présent dans le territoire est discuté dans les arènes autour du lancement de l’Europe de la défense. La discussion ne porte donc pas sur la division mais sur la manière de la surmonter.

23.- La presidencia griega dice que España y Reino Unido se han alineado con EEUU fuera del marco de la UE

55.- Francia y Alemania convocan una cumbre sobre la defensa europea sin contar con Londres

07.- Le leader travailliste Robin Cook démissionne en dénonçant une « action unilatérale »

08.- Le ministre britannique chargé des relations avec le Parlement estime que la guerre est « contraire aux intérêts » du pays et qu’elle sépare Londres de ses « principaux voisins européens »

03.- L'Union s'accroche à sa politique de défense

04.- Réunis en Grèce, les ministres confirment le calendrier de la Force de déploiement rapide

c) Puissance :

Si la défense peut soigner la division, la puissance économique est l'outil pour l'Europe afin de pouvoir préserver son identité. Cela rejoint la manière de comprendre l'économie comme le bouclier défensif de l'Europe, qui était apparue dans la communication du territoire.

09.- A côté de l'Union européenne, un cercle de pays amis

10.- Nous devrions leur offrir une part dans le marché intérieur de l'UE et plus encore, tout sauf la participation aux institutions de l'UE

d) Equilibre international :

L'existence de l'Europe est enfin justifiée lorsque l'on regarde le monde globalisé et la puissance américaine. La seule source d'identité que nous pourrions qualifier d'axiologique correspondrait donc à un « besoin mondial » de trouver un contrepoids aux Etats-Unis.

14.- « Le retard de l'Europe n'est pas irréversible »

15.- De gros efforts restent à faire pour espérer rivaliser avec les Etats-Unis

76.- EEUU no puede lograr unilateralmente sus objetivos

77.- El poder no se puede considerar homogeneizado por el dominio militar

78.- Para eliminar el terrorismo harán falta años de cooperación civil con otros países

79.- La única entidad capaz de enfrentarse a EEUU en un futuro próximo es la Unión Europea

80.- Roma no sucumbió por el auge de un nuevo imperio, sino debido a la decadencia interna

e) Intégration européenne :

Finalement, l'intégration en Europe par la nécessité de ne pas être trop proche des Etats Unis est la suite logique de la construction identitaire qui se dessinait jusqu'ici.

37.- Los países candidatos cierran filas con Washington

65.- La Slovénie approuve son entrée dans l'UE et l'OTAN

Nous avons voulu indiquer simplement par ces quelques lignes ce qu'une analyse plus profonde pourrait apporter sur les thèmes autour desquels semble se construire un espace public européen. Notre objectif ici était de faire ressortir les relations entre la communication dirigée vers le territoire européen et celle qui s'achemine vers les arènes médiatiques européennes. Nous pourrions alors résumer ces relations par un tableau simple :

Implications nationales vs Anciens dissidents, intégration

Action humanitaire vs Nations Unies, Antiguerrre

Devoir d'unité vs division

Défense économique vs puissance, équilibre international

Défense militaire vs division

Le manque d'axiologie en ce qui concerne la communication vers le territoire a aussi été évident, ce qui permet aux médias, à partir des stratégies que l'on a observées plus haut (lors de l'analyse du destinataire), s'attribuer une fonction normative qui ne leur correspond pas.

Nous avons enfin été surpris par la complémentarité des deux journaux, chacun faisant ressortir une sorte d'identité nationale qui pourrait enrichir la discussion dans l'espace public européen. C'est par cette complémentarité que l'Europe pourrait concrétiser son imaginaire vécu, mais cet imaginaire n'appartient pas aux médias, il se trouve dans le discours. Il nous paraît donc tout à fait possible que l'insertion d'un langage politique dans le territoire européen puisse faire affleurer ce discours européen sous la forme d'interactions sociales, d'action collective.

Conclusion

Nous avons fini notre travail en dégagant un certain nombre de catégories qui devraient nous permettre de continuer notre analyse sur la construction d'un territoire européen, au fur et à mesure que celle-ci se produit. Nous ne pouvons donc pas présenter les conclusions d'un travail clos, mais une déclaration d'intentions de ce que ce travail pourrait nous apporter pour d'éventuelles suites et les implications que cela comporterait.

Nous avons, au long de ce mémoire, mis en rapport le langage politique et l'opinion publique comme étant des bases pour la construction d'un territoire politique européen. Il s'avère par ailleurs que, au moment où nous rédigeons ces conclusions, le projet de la constitution européenne a été rendu publique et a été présenté, encore une fois, comme un grand exercice de consensus. Les acteurs européens ne paraissent pas encore capables de s'imposer aux intérêts des Etats Nation. Il suffirait de se rappeler que Valéry Giscard d'Estaing a dit, quelques jours avant de présenter sa constitution, en paraphrasant John Kennedy, que nous devrions commencer à nous demander ce que nous pouvons faire pour l'Europe, au lieu de nous demander ce qu'elle peut faire pour nous.

Il est temps, pourrait-on dire en écoutant M. d'Estaing, de donner un sens axiologique à l'Europe. Nous avons essayé de démontrer l'intérêt pour le faire de tourner la tête vers la théorie républicaine. Mais l'intérêt de cette théorie réside précisément dans son caractère pragmatique qui doit l'éloigner de tout dogmatisme. L'Europe ne peut en effet se faire qu'au jour le jour et pour que cela puisse donner lieu à un espace public, il faut un langage politique capable de donner une voix à toutes les positions.

Le langage républicain est en effet capable de le faire, mais il faut qu'il soit aussi accepté par tous. Une possibilité pourrait-être, tel que quelques leaders européens semblent en effet le souhaiter, l'exercice des referendums concernant cette nouvelle constitution. Cela obligerait en effet les acteurs politiques à essayer de faire en sorte que tous les habitants de l'Europe se sentent concernés par sa construction.

Nous croyons avoir commencé dans ce mémoire à établir quelques catégories d'analyse qui pourraient nous permettre de faire une analyse d'un éventuelle procès de ratification de l'Europe par referendum. C'est ainsi que nous croyons avoir accompli

l'objectif qui était le nôtre au début de ce travail : arriver à définir un cadre méthodologique qui pourrait nous permettre de poursuivre notre recherche sur l'Europe.

Nous avons tenté aussi de voir comment l'analyse discursive pouvait nous permettre de mettre en rapport ce qui est de l'ordre du réel et ce qui est de l'ordre du symbolique. Ceci s'insérait dans une problématique générale qui consistait à étudier les phénomènes d'opinion publique comme étant des formes d'interaction qui devaient permettre la relation nécessaire entre les institutions politiques et les individus. Cette problématique étant très vaste, nous ne prétendions pas arriver à une conclusion ou à une théorie quelconque à la fin de ce travail, nous croyons par contre avoir réussi à dégager les aspects essentiels que nous devons traiter ultérieurement afin de développer cette problématique. Nous pouvons ainsi regrouper notre travail autour de six problématiques qui ont été traitées : le langage politique, la réflexivité des théories normatives, les interactions sociales, l'opinion publique, l'identité, la production d'espaces publics globaux.

Le langage politique : nous nous sommes bornés à une défense de la théorie républicaine en tant que doctrine politique mais aussi en tant que langage. Afin de pouvoir réaliser une défense plus convaincante, il faudrait mettre en rapport le langage républicain avec d'autres langages politiques et analyser les différentes doctrines politiques qui s'en dégagent.

La réflexivité des théories normatives : la question de la réflexivité contient en elle-même une double problématique. D'un côté, elle comporte une discussion autour des impératifs qui doivent être accomplis par les théories normatives. Nous nous sommes bornés dans ce travail à un article du professeur Antoni Domènèch qui faisait référence à huit impératifs essentiels. Un travail plus complet devrait évidemment élargir cette discussion. D'un autre côté, nous avons pris l'impératif de réflexivité comme l'élément central qui nous permettait de choisir entre plusieurs théories. Nous avons toutefois mentionné une critique de Pierre Rosanvallon qui portait sur le procéduralisme des théories politiques qui s'appuyaient là-dessus. L'impératif de la réflexivité n'étant pas le seul moyen de discerner entre plusieurs théories, et la critique de Rosanvallon n'ayant pas été tellement discutée, un travail de recherche s'impose ici également.

Les interactions sociales : notre choix conceptuel, « la théorie de la spirale du silence », ainsi que notre intérêt quant aux formes de médiation entre le réel et le symbolique, nous ont amené à faire le point sur les processus d'interaction sociale dans l'espace public,

mais aussi sur les formes d'interactions qui pourrait avoir lieu à partir de l'espace médiatique. Nous avons fait un effort de rapprochement entre plusieurs auteurs afin de montrer les différentes approches possibles du concept d'interaction de nos jours. Il ne s'agissait pas seulement d'une présentation de ces approches mais aussi d'un premier essai de rapprochement interdisciplinaire, tel que nous croyons devoir faire dans le domaine des Sciences de l'Information et de la Communication : c'est ainsi que nous avons essayé de montrer la complémentarité entre les formations discursives dont parlait Michel Foucault et les interactions chères à la pragmatique. De même qu'une partie de l'analyse actancielle Greimassienne nous semblait pouvoir se justifier par la relation triadique décrite par Peirce. Il reste néanmoins beaucoup de travail à faire, dans le domaine empirique mais aussi épistémologique, si nous voulons arriver à une conclusion plus ferme quant à l'existence des processus d'interaction dans l'espace public, mais surtout, quant à la possibilité d'en trouver les traces dans les productions discursives.

L'opinion publique : en rapport direct avec la question des interactions sociales, nous croyons avoir fait plus ou moins le point sur les caractéristiques et l'évolution du concept et des processus d'opinion publique. Nous n'avons par contre pas tellement insisté sur les critiques qui ont été faites à la théorie de Noelle-Neumann car nous avons préféré d'insister sur ses répercussions que d'en faire une analyse critique. Il serait certainement important dans un travail plus vaste, de discuter ces critiques. Mais il faudrait tenir compte aussi des limites et des modifications qui sont faites au modèle de l'Agenda setting qui sert de support méthodologique à la théorie de « la spirale du silence ».

L'identité : les formes d'identité ont été traitées d'un point de vu dialogique. Nous croyons en effet devoir traiter les constructions identitaires en tant que processus plutôt que d'une manière ontologique. Cette croyance faisant néanmoins plutôt partie d'un domaine intuitif que d'une acquisition de connaissances, car c'est par l'étude du concept d'opinion publique et du langage politique que nous y sommes arrivés, il nous reste un travail de justification à faire à partir de l'exploration de ce vaste domaine. Nous en avons proposé une ouverture à partir de Philip Schlesinger ou Clifford Geertz en ce qui concerne l'approche sociologique et Nicholas Humphrey ou Cornelius Castoriadis du côté psychologique. Nous pensons avoir ainsi une ligne de départ possible.

La production d'espaces publics globaux : la problématique de l'espace public recoupe enfin l'ensemble de problématiques mentionnées. Nous avons en effet tourné autour d'elle au long de ce travail. Il ferait partie de nos objectifs dans une recherche plus approfondie de

répondre, à partir des cinq autres éléments développés ci-dessus, à la question de la production d'un espace public globalisé qui donnerait lieu à la création d'une identité collective. Il nous serait alors possible, une fois le cadre théorique bien délimité, d'affronter la question pratique de l'espace public : les formes de réglementation de l'espace public médiatisé dont nous avons légèrement évoqué la question en parlant de la théorie républicaine et en nous référant à un article de Dominique Wolton.

Nous voudrions conclure enfin par une référence à la modernité. Ce travail commençait en insérant l'étude de l'opinion publique au centre des préoccupations de la modernité et c'est ainsi que l'évolution du concept n'est pas détachable de l'évolution de la pensée moderne. Mais il existe également un courant post-moderne qui viendrait soulever d'autres problématiques et d'autres approches des réalités actuelles. Nous croyons avoir encadrer d'une manière plus ou moins implicite les questions soulevées par notre problématique dans le programme classique de la modernité car, telle que l'écrivait Marshall Berman dans les premiers lignes de l'introduction à son ouvrage sur la modernité :

« être moderne veut dire faire partie d'un univers où , tel que le disait Marx tout ce qui est solide s'évapore dans l'air.

Les personnes qui se trouvent au centre de cette tempête ont tendance à croire qu'elles sont les premières, et peut-être les seules, à l'affronter ; cette croyance a donné lieu à d'innombrables mythes nostalgiques d'un paradis pré-moderne perdu. La réalité est, néanmoins, qu'un nombre important et croissant de personnes y sont déjà passées durant à peut près cinq cents ans »¹⁴⁴

La production d'un espace public européen n'échappe donc pas aux problèmes que Baudelaire ou Kafka, pour citer deux des exemples de Marshall Berman, soulevaient dans leurs écrits. Si jamais nous étions sortis de la modernité, la liberté ne serait plus à défendre, à construire ou à comprendre. La construction d'un espace public européen correspond, au moins pour certains de ses partisans, à une envie de liberté et à une volonté de redonner aux individus la capacité de gouverner le monde, la capacité de s'imposer aux prescriptions religieuses, marchandes ou encore totalitaires. C'est en affrontant les angoisses de la liberté moderne que le visage de Che Guevara sur un pull rouge que portait une fille à Cracovie et l'estime pour Pinochet qu'un jeune artiste polonais professait sans aucune honte, peuvent se retrouver dans une quête commune.

¹⁴⁴ Berman, Marshall ; *Todo lo sólido se desvanece en el aire. La experiencia de la modernidad* ; Siglo XXI de España editores, Madrid 1991

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- AA.VV : *Temporalité et démocratie* ; Apogée, 2000.
- Arendt, Hannah: *La condición humana*; Paidós, Barcelona 1998.
- Aron, Raymond : *La etapas del pensamiento sociológico. Vol II*, ediciones siglo XXI, Buenos Aires 1985
- Audi, Paul : *L'Europe et son fantôme* ; éditions Léo Sheer, Paris 2003
- Barthes, Roland: *Mythologies*; Seuil, Paris 1957
- Berganza Conde, M^a : *Comunicación, opinión pública y prensa en la sociología de Robert E. Park* ; CIS, Madrid 2000.
- Berman, Marshall : *Todo lo sólido se desvanece en el aire. La experiencia de la modernidad* ; Siglo XXI de España editores, Madrid 1991
- Blondiaux, Loïc; *La fabrique de l'opinion*; Seuil, Paris 1992
- Botella, Juan ; Cañeque, Carlos et Gonzalo, Eduardo (édit) : *El pensamiento político en sus textos. De Platón a Marx*, Tecnos, Madrid 1994.
- Bougnoux, Daniel : *Sciences de l'information et de la Communication* ; Larousse, Paris 1993.
- Bourdieu, Pierre: *Questions de sociologie*; Minuit, Paris 1980 pp. 222-235
- Castoriadis, Cornelius : *L'institution imaginaire de la société* ; Seuil, Paris 1975
- Champagne, Patrick: *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*; Le éditions de minuit, Paris, 1990.
- Dahl, Robert A: *La Poliarquía. Participación y oposición*; Tecnos, Madrid 1997.
- Defert, Daniel et Ewald, François (sous la direction de) *Foucault. Dits et écrits I, 1954-1975* ; Gallimard 2001
- Delahaye, Yves : *L'Europe sous les mots* ; Payot, Paris 1979.
- Duclert, Vincent et Prochasson, Cristoph (sous la direction de) ; *Dictionnaire critique de la république*, Flammarion 2002
- Foucault, Michel ; *L'archéologie du savoir* ; Gallimard, Paris 1969
- Garcin-Marrou, Isabelle: *Terrorisme, médias y démocratie*; Presse universitaires de Lyon, Lyon 2001.
- Geertz, Clifford ; *La ideología como sistema cultural* ; Gedisa, Barcelona 1981
- Goffman, Erving : *La presentación de la persona en la vida cotidiana* ; Amorrortu, Buenos Aires pp. 223-270
- Greimas, Algirdas Julien : *Du sens II. Essais sémiotiques* , Seuil, Paris 1983.
- Habermas, Jürgen: *Historia y crítica de la opinión pública; La transformación estructural de la vida pública*; ediciones G. Gili, Barcelona 1999.
- *Après l'Etat Nation* ; Fayard, Paris 2000
- Humphrey, Nicholas : *La mirada interior* ; Alianza editorial, Madrid 1993.
- Lewis, Justin: *Constructing public opinion. How political elites do what they like and why we seem to go along with it*; Columbia University press, New York 2001.
- Mattelart, Armand et Michèle ; *Histoire des théories de la communication* ; La découverte, Paris 2002
- Milosz, Czeslaw ; *El pensamiento cautivo*, Tusquets, Barcelona 1981
- Montaigne, Michel de : *Essais. Livre I*, Gallimard 1973
- *Essais. Livre 3*, Gallimard 1973
- Monzón, Cándido: *Opinión pública, comunicación y política. La formación del espacio público*; Tecnos, Madrid 2000.
- McQuail, Denis: *Introducción a la teoría de la comunicación de masas*; Paidós, Barcelona 2000.

Noelle-Neumann, Elisabeth: *La espiral del silencio. Opinión pública: nuestra piel social*; Paidós, Barcelona 1995.

Pettit, Philip: *Republicanism. Una teoría sobre la libertad y el gobierno*; Paidós, Barcelona 1999.

Reynié, Dominique ; *Le triomphe de l'opinion publique* ; chap 3. Odile Jacob, Paris 1998

Rosanvallon, Pierre : *Le Peuple introuvable* ; Gallimard, Paris 1998.

Searle, John R: *La construcción de la realidad social*; Paidós, Barcelona 1997.

Semprini, Andrea: *CNN et la mondialisation de l'imaginaire*; CNRS éditions, Paris 2000.

Schlesinger, Philip : *Media, State and Nation. Political violence and collective identities* ; Sage, London 1991

Shehu, Bashkim : *L'automne de la peur* ; Fayard, Paris 1993

Taylor, Charles : *Le malaise de la modernité* ; Cerf, Paris 2002

Thompson, John B: *Los media y la modernidad. Una teoría de los medios de comunicación*; Paidós, Barcelona 1998.

Tocqueville, Alexis de: *La democracia en América*; Alianza editorial, Madrid 1980.

Touraine, Alain : *Qu'est-ce que la démocratie ?* Fayard, Paris 1994.

Van Dijk, Teun A.: *Racismo y análisis crítico de los medios*. Paidós, Barcelona 1997.

Verón, Eliseo: *Construir el acontecimiento. Los medios de comunicación masiva y el accidente de la central nuclear de Three Mile Island*; Gedisa, Barcelona 1995.

Wolf, Mauro: *La investigación de la comunicación de masas*. Paidós, Barcelona 1987.

Articles :

AA.VV : *Co sie stalo z panstwem policyjnym* in Wież n° 10, Varsovie, decembre 2000 pp 43-64

Blondiaux, Loïc: *les théories contemporaines de l'opinion publique: un retour aux <classiques>?* in Hermès. Communication. Cognition. Politique ; n° 31, 2001, CNRS, Paris.

Bryce, James : *Le gouvernement par l'opinion publique* extrait de : *La République américaine* in Hermès. Communication. Cognition. Politique ; n°31, 2001, CNRS, Paris.

Champagne, Patrick : *La construction médiatique des « malaises sociaux »* ; in Actes de la recherche en sciences sociales ; 1991 pp. 64-75

Domènech, Antoni : *Ocho desiderata metodológicos de las teorías sociales normativas* ; in Isegoría n° 18, 1998 pp. 115-141

Gallup, George: *Sondages d'opinion et démocratie*. Extrait de: *Public Opinion in a democracy* in Hermès. Communication. Cognition. Politique ; n° 31, 2001, CNRS, Paris.

Gosselin, André ; *La communication politique. Cartographie d'un champ de recherche et d'activités* in Hermès. Communication. Cognition. Politique ; n° 17-18, 1995, CNRS, Paris.

Ozouf, Mona : *Esprit public* ; in Dictionnaire critique de la Révolution Française pp. 711-719

Sztompka, Piotr : *Looking back : The year 1989 as a cultural and civilizational break* ; in Journal of the university of California, septembre 1996

Steuckard, Agnès : *Les ennemis selon l'ami du peuple, ou la catégorisation identitaire par contraste* ; in Mots. Les langages du politique ; n° 69, juillet 2002

Wolton, Dominique : *Les contradictions de l'espace public médiatisé* ; in Hermès. Communication. Cognition. Politique ; n° 10 1991, CNRS, Paris.

Verón, Eliséo : *Il est là, je le vois, il me parle* ; in Rev. Communication n°38, 1983 pp. 88-120

Annexe 1

Vouloir faire	Pouvoir faire	-pouvoir faire
<p>39.- L'Europe reconnaît son incapacité à surmonter sa division et mise maintenant sur l'ONU(-pf)</p> <p>40.- Les quinze réclament l'établissement en Irak d'un « gouvernement représentatif »(vf)</p>	<p>68.- L'UE réponde à la crise en soutenant les réformes accordées à Lisbonne.</p> <p>69.- Un group de travail devra présenter des propositions concernant le marché du travail d'ici à un an.</p>	<p>01.- Aznar va au sommet des Açores pour décider si la nouvelle résolution est votée ou non(pf)</p> <p>02.- L'Union Européenne se montre plutôt pessimiste au sujet des résultats de la rencontre.(-pf)</p>
	<p>48.- La BCE, prête à intervenir.</p>	
	<p>88.- La BCE est prête à intervenir « jour et nuit » au cas où il y ait besoin d'argent liquide.</p>	

Annexe 2

La communication vers les territoires :

a) Les implications nationales :

01.- Gerhard Schröder demande aux Allemands des **sacrifices importants** sur le plan social

02.- Le chef du gouvernement justifie les réformes au nom des **responsabilités européennes** du pays

50.- Bruxelles accorde l'armonisation des impôts sur les produits énergétiques.

51.-L'Espagne va devoir augmenter les impôts sur le fouil et devra en mettre en place pour l'électricité

c) La défense économique :

59.- L'Europe **se met en mesure** d'affronter un choc financier majeur

*88.- La BCE prête à intervenir « **jour et nuit** » au cas où il y ait besoin de liquide*

d) Le devoir d'unité :

34.- Les leaders européens vont au sommet de Bruxelles pour stopper la plus grande crise de l'UE

e) La défense militaire :

41.- Simitis et Prodi : « nous ne pouvons pas confier aux autres la défense militaire de nos valeurs

La communication vers les arènes :

a) Valeurs :

82.- Soutien à Robin Cook pour donner de la puissance au socialisme européen

27.- Les pacifistes multiplient les manifestations **dans toute l'Europe**

28.- Des millions d'activistes se mobilisent pour organiser des défilés et des grèves

29.- La Coalition contre la guerre en Irak a lancé une campagne de « désobéissance civile »

61.- Les mouvements **antiguerre européens** mobilisent en masse

62.- Des incidents avec la police ont éclaté, vendredi soir 21 mars, en Espagne, à Madrid. M. Aznar a convoqué en urgence son cabinet de crise. Dans plusieurs pays, des manifestations étaient prévues samedi et dimanche

63.- Défilés à Paris et en Province

*52.- De centaines de milliers de personnes manifestent **en Europe***

21.- Certains des **anciens dissidents** d'Europe de l'Est soutiennent les **Etats-Unis**

22.- L'objectif consistant à **abattre une dictature** semble prioritaire à des hommes qui ont **combattu** le totalitarisme

23.- « le déboulochage d'un **tyran** ne peut manquer de (nous être) sympathique »

24.- *Intellectuels, avec **Bush***

25.- *Des écrivains et artistes qui **ont souffert la répression communiste** en Europe de l'Est soutiennent **l'invasion en Irak***

39.- **L'Europe** reconnaît son incapacité à surmonter sa division et **mise maintenant sur l'ONU**

40.- *Les quinze **réclament** l'établissement en Irak d'un « gouvernement représentatif »*

48.- Paris, Berlin, Moscou poursuivent leur **combat**

49.- « **Seules les Nations** unies ont la légitimité pour accompagner l'après-guerre »

b) Division :

23.- *La présidence grèque dit que l'Espagne et le Royaume Uni se sont alignés aux États Unis en dehors du cadre de l'UE*

55.- *La France et l'Allemagne convoquent un sommet sur la défense européenne sans tenir compte de Londres*

07.- Le leader travailliste Robin Cook démissionne en dénonçant une « action unilatérale »

08.- Le ministre britannique chargé des relations avec le Parlement estime que la guerre est « contraire aux intérêts » du pays et qu'elle sépare Londres de ses « principaux voisins européens »

03.- L'Union s'accroche à sa politique de défense

04.- Réunis en Grèce, les ministres confirment le calendrier de la Force de déploiement rapide

d) Equilibre international :

14.- « Le retard de l'Europe n'est pas irréversible »

15.- De gros efforts restent à faire pour espérer rivaliser avec les Etats-Unis

76.- *Les USA ne peuvent pas réussir de manière unilatérale à parvenir à ses objectifs*

77.- *Le pouvoir ne peut pas être rendu homogène par le contrôle militaire*

78.- *Pour éliminer le terrorisme, il va falloir des années de coopération civile avec d'autres pays*

79.- *L'unique entité capable de se confronter aux États-Unis dans un futur proche est l'Union Européenne*

80.- *Rome n'a pas succombé à cause de la montée d'un nouvel empire, mais à cause de sa décadence interne*

e) Intégration européenne :

37.- *Les pays candidats se mettent aux côtés de Washington*

65.- La Slovaquie approuve son entrée dans l'UE et l'OTAN

